

L'EGYPTE CONTEMPORAINE

Revue Trimestrielle
de la
Société Fond. Ecr. d'Economie Politique, de Statistique et de Législation



AVRIL 1952
XIII^e ANNEE
No. 01
LE CAIRE

SOCIÉTÉ FOUAD Les ÉCONOMIE POLITIQUE, DE STATISTIQUE ET DE LÉGISLATION

La Société a été fondée en 1902 sous l'impulsion du très regretté Roi Fouad I dans le but principal de servir le pays. Son objet est de promouvoir les études et recherches dans les domaines économiques, statistiques et juridiques.

Elle publie la présente revue qui est à la quarante troisième année de sa fondation et consacre aux études de différentes matières traitées du point de vue scientifique et pratique.

Elle facilite la consultation des principaux ouvrages et revues égyptiens et étrangers dont son riche fonds de bibliothèque et sa salle de lecture.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : S.E. ABDEL HAMID BADAWI PACHA, Ancien Ministre, Juge à la Cour Internationale de Justice de la Haye.

Vice-Président : S.E. KAMEL MOURSY PACHA, Ministre de la Justice.

Secrétaire Général : S.E. HELMI BAIGAT BADAWI BEY, Sous-Directeur Général du Crédit Foncier Égyptien.

Traésier : S.E. MOHAMED AMIN FIERI BEY, Gouverneur Suppléant de la National Bank of Egypt.

Membres du Comité : S.E. AHMED ABOUD PACHA, Président et Administrateur-Délégué de la Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Égypte ; S.E. AHMED KAMEL PACHA, Ancien Directeur Général de la Municipalité d'Alexandrie ; S.E. ALY EL CHANINI PACHA, Président du Conseil d'Administration de la National Bank of Egypt ; S.E. HAFIZ AFIFI PACHA, Chef du Cabinet de S.M. le Roi ; S.E. SAADK HEMEIN PACHA, Directeur Général de la Société Anonyme des Eaux du Canal ; S.E. MATHMOUD CHOUCHEI PACHA, Ancien Ministre ; S.E. MOHAMMED HILMY HESA PACHA, Ancien Ministre de la Justice ; S.E. S. SIDA-BOUSS PACHA, Ancien Ministre Préfectoral de S.M. le Roi d'Égypte à Washington ; A.J. BOYE, Directeur de l'Institut des Hautes Études Françaises en Égypte ; COMTE JEAN P. DE GRAILLY, Agent Supérieur de la Compagnie Internationale du Canal Maritime de Suez ; S.E. ABDEL HAZEK AHMED EL SANHOURS PACHA, Président du Conseil d'État ; HEN. ST. COTTE CAMPBELL, Administrateur de Société ; M. JACQUET, Conseiller Rural au Centre-Ouest de la Présidence du Conseil des Ministres ; S.E. HASSAN MOUKHTAR HASSI PACHA, Ancien Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances ; S.E. ABDEL HAKIM EL HESI BEY, Président du Conseil d'Administration du Crédit Hypothécaire Agricole d'Égypte ; S.E. HUSSEIN FARSIY BEY, Ancien Ministre des Finances ; S.E. IOUHANN HAYOUSHI MADKOUR BEY, Sénateur ; S.E. SANAY LACKANY BEY, Ancien Vice-Président de la Cour des Comptes ; S.E. ZAKI ABDEL MUTAAL BEY, Ministre des Finances ; SIR A. KROWN BOYD K.C.E., G.M.C., Président et Administrateur Délégué de la Société Bards Egypt ; M. VINCENT, Président du Conseil d'Administration du Crédit Foncier Égyptien.

Secrétaire : Dr. IG. LEVI, Ancien Directeur Général de l'Administration de la Statistique, Membre titulaire de l'Institut International de Statistique.

Conseils : Dr. ISKANDAR A. DOSS et PAUL DEMANGEZ.

L'EGYPTE CONTEMPORAINE

(XLIII ANNEE, AVRIL 1933, No. 268)

Prix P.T. 40

IMPRIMERIE MONDIALE
16, Rue Darh Saad
LE CAIRE, 1933

MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

Les membres actifs de la Société sont de deux catégories : les membres titulaires payant une cotisation de L.E. 1 par an et les membres donateurs s'inscrivant pour une cotisation de L.E. 10 au minimum. Ils sont nommés par le Conseil sur leur demande appuyée par au moins un membre de la Société et ont tous droit au service gratuit de la Revue de la Société.

La Société compte actuellement environ 600 membres.

CONDITION D'ABONNEMENT

Le prix de l'abonnement à la revue est de L.E. 1 pour l'Égypte et le Soudan et 23 shillings pour tous les pays faisant partie de l'Union Postale.

Les numéros non réclamés par Messieurs les Membres et Abonnés dans l'intervalle entre la parution de deux fascicules consécutifs ne leur seront livrés que contre paiement du prix.

Le prix du fascicule est de P.T. 40 pour l'Égypte et 3 shillings et 12 pence pour l'étranger.

Les opinions émises par les collaborateurs de la revue n'engagent pas la responsabilité de la Société.

La reproduction et la traduction des articles publiés dans la présente revue sont interdites, sauf autorisation préalable de la Société.

Tout manuscrit soumis à « L'Égypte Contemporaine » devient la propriété de la Société.

Les demandes d'adhésion, d'abonnement ou d'information doivent être adressées au Secrétariat de la Société, Boîte Postale No. 731.

Siège : Le Caire, 16 Chareh El Maleka — Téléphone 5797

SOMMAIRE

EN LANGUES ETRANGERES

ARTICLES

	Pages
G. DARMOIS — Le Développement des Idées et des Méthodes Statistiques	1—3
Dr. Y. S. EL-MOLLA. — The United States Post-War Tariffs on Long-Staple Cotton	9—27
A. S. MANDICAK — Comments on the International Credit Conference	39—53

ACTUALITES

Analyses et comptes rendus. — H. MENDESHAUSEN : Le Développement Economique des Pays du Moyen-Orient et de l'Amérique Latine durant la deuxième guerre mondiale et ses possibilités dans la présente conjoncture, par Dr. I. G. LEVI. — EMILE JAMES : L'Union Européenne des Paiements, par Dr. I. G. LEVI	55—61
Ouvrages reçus, premier trimestre 1952	63—64
Relevé des principaux articles parus dans les revues égyptiennes et étrangères	65—78
Législation économique et financière, premier trimestre 1952	79—97
Tableaux statistiques	99—131

EN LANGUE ARABE

ARTICLES

ZAKARIA MOHAMED CHAFIK. — L'investissement de la réserve comptable dans les Sociétés d'Assurance sur la vie et l'impôt sur les bénéfices commerciaux et industriels	1—23
G. DARMOIS. — Le Développement des Idées et des Méthodes Statistiques (Résumé)	25—39
Dr. Y. S. EL-MOLLA. — The United States Post-War Tariffs on Long-Staple Cotton (Résumé)	31—33
A. S. MANDICAK. — Comments on the International Credit Conference (Résumé)	39—43

ACTUALITES

Législation économique et financière	47—58
--	-------



LE DEVELOPPEMENT DES IDEES ET DES METHODES STATISTIQUES

par

G. DARMOIS

*Directeur de l'Institut de Statistiques
de l'Université de Paris*

La statistique recouvre un domaine immense qui va des dénombrements les plus simples aux applications les plus élevées de la physique moderne. On peut à propos de la Statistique étudier la réaction des observations sur l'esprit qui les met en ordre et réciproquement les vues de l'esprit venant modifier les méthodes d'observation et en définitive on peut constater l'union féconde de l'observation et de la théorie abstraite.

A ses débuts, la Statistique désigne la description des caractères essentiels d'un Etat (c'est d'ailleurs de ce terme qu'elle tire son nom). Son but est de résumer les grands ensembles par quelques caractéristiques d'ordre qualitatif puis quantitatif.

La notion de régularité qui se dégage d'un ensemble nombreux avait été d'abord observée dans les « jeux de hasard » ; mais ce sont les observations démographiques qui ont fait connaître l'existence de taux assez stables de natalité, de mortalité et de nuptialité par exemple. L'observation des phénomènes démographiques et économiques est fondamentale pour un Etat ; il est essentiel qu'un gouvernement connaisse quelques caractéristiques essentielles sur les ressources en hommes, sur les moyens de les faire vivre et enfin sur les ressources financières capables de soutenir l'Etat. Cette préoccupation naît d'abord en Angleterre : John Graunt (1620-1674) fils d'un drapier, publie en 1662

* Conférence prononcée à la Société Fouad Ier d'Economie Politique de Statistique et de Législation, le 17 Janvier 1952.

un livre intitulé « National and Political observations upon the bills of mortality ». Son influence sera grande en Angleterre, en Hollande (Huygens) et en France William Pitt plus audacieux fonde « l'Arithmétique politique ». C'est un homme brillant et habile qui pour étudier l'avenir politique observe le développement de la population, se penche sur le problème du logement, etc... ainsi nous ne sommes pas loin avec lui de l'Econométrie actuelle. L'Arithmétique politique utilisait des mathématiques très élémentaires, ce qui n'est certes pas un reproche car il est souhaitable qu'une technique soit aussi simple que possible à condition qu'elle soit efficace. L'Arithmétique de Pitt était suffisante pour ces premiers travaux, mais par la suite la technique mathématique dut se développer au fur et à mesure que les observations devenaient plus précises.

A la même époque Vauban en France et Leibnitz en Allemagne demandaient instamment l'institution d'une statistique officielle. Ces hommes avaient vu juste mais trop tôt et naturellement ils ne furent pas suivis.

L'observation des premières lois statistiques a conduit à des essais d'explication : c'est le début de la théorie des probabilités. A l'origine de petits problèmes concrets sont posés à propos de jeux et leur résolution suscite la mise en œuvre d'une théorie nouvelle. L'union du calcul des Probabilités et de la Statistique sera longue et difficile et pourtant ce sont des hommes tout à fait remarquables qui ont les premiers appliqué le raisonnement aux jeux de hasard : Jérôme Cardan, l'algébriste italien de la Renaissance ; Nicolo Tartaglia ; Galilée traite du « passodix » dans un travail intitulé « Considerazione sopra il Giuoco dei Dadi » et qui ne sera connu qu'au XVIII^e siècle. Un pas décisif est franchi avec Pascal qui étudie la Géométrie du dé (Aleo geometria). Le terme géométrie désigne chez lui le raisonnement, c'est donc bien le calcul aléatoire qui se trouve fondé. Fermat et Ch. Huygens également, étudient cette question. Une étape nouvelle est franchie avec Jacques Bernouilli le premier d'une longue lignée de Mathématiciens. Il meurt en 1705 avant d'avoir achevé son œuvre ; son neveu Nicolas Bernouilli la publie en 1713 sous le titre « Ars conjectandæ ». Bernouilli pensait qu'un échantillon assez important extrait d'une population donne assez bien la

structure de la population complète. C'est l'idée bien naturelle exprimée par la « loi des grands nombres » et que Bernouilli sera le premier à démontrer. Voici très exactement le problème posé : On dispose d'une urne contenant deux sortes de boules : des blanches et des noires dans le rapport 30/50 0,6. On extrait au hasard des boules (chaque boule est remise dans l'urne après chaque tirage pour ne pas en modifier la composition) et l'on note le rapport des boules noires et blanches extraites. Bernouilli démontre que si l'on effectue 25.550 tirages on a une probabilité égale à $\frac{1}{1.000}$ (ou 999 chances sur 1000) de trouver un rapport compris entre 0,58 et 0,62. Tel est le résultat explicite de la « loi des grands nombres ».

Le résultat fut perfectionné en 1733 par Abraham de Moivre. 1667-1754. C'est un protestant français qui suit sa famille en Angleterre après la révocation de l'Edit de Nantes et c'est de là qu'il publie ses travaux. Il précise que l'écart entre le rapport des boules blanches et noires tirées et le rapport des boules réunies dans l'urne est proportionnel à l'inverse de la racine carrée du nombre de boules extraites. Son calcul montre que 6.000 observations suffisent pour réaliser les conditions du précédent problème de Bernouilli. Si l'on se contente, comme on le fait le plus souvent maintenant, d'une probabilité de 0,95 c'est seulement 2.500 tirages qui permettraient d'obtenir un rapport observé compris entre 0,58 et 0,62. Le « grand nombre » en question est beaucoup plus maniable c'est l'ordre de grandeur des sondages les plus courants. De Moivre sent bien l'importance pratique de ses résultats mais la liaison avec l'Arithmétique Politique ne s'établit pas.

Le génial Pierre Simon Laplace (1749-1827) nous a laissé au milieu d'une œuvre scientifique variée un monumental traité de Calcul des Probabilités qui constitue encore actuellement une synthèse réunissant les principaux résultats que nous connaissons sur le calcul des probabilités et la théorie des erreurs. Nous développerons deux exemples illustrant la démarche du statisticien : Il a réalisé le premier des grands sondages démographiques du Monde en se proposant d'évaluer la population de la France. On ne connaît assez bien que les naissances ; or le taux de natalité est assez stable. Si donc on connaît ce taux et le nombre de nais-

sances, on en déduira la population. Pour évaluer le taux de natalité il choisit un certain nombre de communes réparties dans 30 départements différents et le 22 Septembre 1802 (premier jour de l'année républicaine) il fait compter la population des communes choisies et le nombre de naissances des 3 dernières années. On voit les précautions prises pour obtenir une moyenne dans le temps et dans l'espace. Ainsi il trouve que le rapport du nombre d'habitants au nombre de naissances annuelles est $28,352845$. Le nombre de naissances étant de 1 million il conclut que la France a $28,350,000$ habitants. Il est curieux de constater que le résultat obtenu est exact, comme on a pu le vérifier ultérieurement par des études plus complètes et plus difficiles et pourtant deux erreurs s'étaient glissées dans l'évaluation : le nombre de naissances était moindre en réalité et le multiplicateur plus grand.

Il s'est appliqué également à observer le taux de masculinité. On sait depuis fort longtemps qu'il naît un peu plus de garçons que de filles ; la fragilité plus commune du sexe masculin rétablit l'équilibre, pour le rompre ensuite complètement. Or, Paris semblait faire exception car le rapport observé indiquait un excès de garçons beaucoup plus faible qu'ailleurs. Laplace se posa à ce sujet deux questions : est-ce possible ? si c'est impossible pourquoi en est-il ainsi ?

Est-ce possible ? autrement dit le hasard peut-il expliquer une telle différence entre le rapport observé et le rapport habituel ? C'est ce que nous appelons maintenant un test d'hypothèse. Le calcul fut négatif — le hasard ne pouvait rendre compte du phénomène. Pourquoi alors en est-il ainsi ? Laplace parcourt avec attention les listes de naissances déclarées et il a l'idée de regarder de plus près les enfants trouvés mentionnés sur ces listes. Ces enfants trouvés provenaient non seulement de Paris mais aussi des environs. Or se dit-il on abandonne plus facilement une fille qu'un garçon ; il est donc normal que « l'échantillon » constitué par les enfants trouvés ait une structure différente de la moyenne générale et peut-être cette hypothèse suffirait à expliquer la différence observée. Et en retranchant des listes des enfants trouvés il obtint un rapport tout à fait normal. Telles sont les démarches habituelles du statisticien. Poisson publie en 1837 des considérations approfondies sur les tests d'hypothèses et le ma-

thématicien Allemand Lessis a donné en 1870 le test de dispersion normale des séries statistiques (qui devait être plus tard le test de χ^2 de Karl Pearson).

Bravais de son côté, prolongeait les idées de Laplace sur les erreurs d'observation, étudia les problèmes relatifs à l'ensemble de 2 grandeurs. Son mémoire, paru en 1843, témoigne d'une vive intelligence et fit 50 ans plus tard l'admiration de l'Angleterre qui ne l'avait pas remarqué.

La technique est alors assez développée pour être un instrument puissant et d'autre part le développement du mécanisme et l'évolution économique et sociale qu'il provoque oblige les hommes à penser de nombreuses questions sous l'angle de la Statistique.

De 1830 à 1850 on assiste à un enthousiasme parfois excessif : le monde entier découvre la Statistique, les Sociétés se constituent, les périodiques se multiplient et les congrès s'assemblent. Le nom de Quételet domine cette période : c'est un mathématicien directeur de l'observatoire de Bruxelles ; il écrit une « Physique sociale » très séduisante mais parsemée de généralisations un peu hâtives. Quételet avait été le professeur d'Albert de Saxe-Cobourg avant son mariage avec la reine Victoria. Aussi n'est-il pas surprenant qu'un jour, inaugurant à Londres un Congrès International, le prince-consort montra par son discours qu'il connaissait bien le Calcul des Probabilités. C'est aussi pourquoi le Prince Albert contribua à donner en Angleterre une impulsion aux travaux statistiques. L'œuvre de Quételet contient des abus certains comme en témoigne cette déclaration : « l'Urve que nous interrogeons : c'est la Nature ». Il est bien certain que la plupart des phénomènes naturels ne peuvent être assimilés aux simples schémas de Bernoulli ; là encore on constate l'union insuffisante de la théorie et des observations. Malgré ces réserves, le bilan de ces nombreuses activités est remarquable : Création de Sociétés de Statistique dans les Etats (Angleterre 1834, Etats-Unis 1830, etc...). En 1835 création du Bureau de la Statistique Générale de France, il faut remercier Thiers qui était pourtant l'auteur d'une définition perfide de la Statistique : « La Statistique est l'art de préciser ce qu'on

ignore », pensée assez profonde en réalité et qu'on peut étendre à toute connaissance scientifique.

C'est alors que se développe l'École Biométrique Anglaise. En 1859 Ch. Darwin publie son livre sur l'évolution des espèces. Son cousin Francis Galton est alors poussé par cet ouvrage à l'étude quantitative de la biologie. C'était un explorateur doué d'une vaste curiosité scientifique. C'est là l'origine de l'École Biométrique où se distinguèrent : Weldon, Karl Pearson et tant d'autres. Galton étudia par la statistique l'hérédité des caractères mesurables. Il trouve des résultats assez simples tels que le suivant : si la taille des parents est 8 cms. au dessus de la moyenne, la taille moyenne de leurs enfants dépassera de 4 cms. seulement la normale. On dit pour cela qu'il y a « régression » du caractère dans le rapport $1/2$. On dit aussi qu'il y a « corrélation » entre la taille des parents et des enfants. On découvre ainsi à ce propos l'importante notion de « liaison stochastique » ou « liaison en probabilité » : la répartition des tailles des enfants dépend de la taille des parents. Autrement dit la connaissance de la taille des parents ne détermine pas la taille des enfants mais renseigne partiellement sur elle. On a rencontré depuis, de nombreux exemples de grandeurs en corrélation : la dureté d'un métal et sa résistance à la traction ; la luminosité des Céphéides et leur période, etc... Cette notion de corrélation entre deux grandeurs généralise la notion si fondamentale de fonction liant étroitement deux grandeurs ; aussi le domaine d'application se trouve considérablement étendu. Une classique plaisanterie demandait de trouver l'âge du capitaine d'un navire connaissant la hauteur du grand mat. Ce problème a maintenant perdu sa stupidité s'il est regardé sous l'angle des grandeurs en corrélation : les gros bateaux supportant de longs mats sont commandés par des hommes moins jeunes que les petits bateaux. C'est Karl Pearson qui découvrit que Bravais avait étudié ces questions avec beaucoup de pénétration en 1843, il avait même utilisé le même mot de « corrélation ».

En 1900 divers expérimentateurs redécouvrirent les lois que Mendel avait énoncées en son couvent de Brno en 1865 (ses notes avaient été oubliées et ne furent publiées qu'ultérieurement). La publication de ces lois d'une simplicité presque offensante pro-

duisit une belle bagarre avec l'École biométrique, qui elle avait très péniblement ordonné de longues observations sans trouver d'explication simple. Tous ces chercheurs auraient dû au contraire se réjouir de pouvoir vérifier mutuellement leurs résultats.

Depuis, grâce aux travaux de R.A. Fisher et à la thèse de Malécot, la théorie a fait de grands progrès ; on peut même dire qu'elle est actuellement en avance sur les observations de la biométrie. Grâce à l'union de la théorie et des observations, la génétique et la biologie ont fait d'immenses progrès ; les applications à l'agriculture et à l'élevage sont nombreuses et l'on peut obtenir des produits sélectionnés de qualité.

R. A. Fisher dans ses recherches a été amené à des travaux sur l'estimation et sur les tests (questions déjà étudiées par Laplace, Poisson et Lexis) dont la contribution est originale et profonde.

Bien entendu et heureusement, malgré leur efficacité ces théories n'expliquent pas tout.

La France, tout en conservant dans le Calcul des Probabilités sa place déjà traditionnelle au tout premier rang, est entrée très profondément dans le mouvement général de la Statistique théorique et appliquée. Certains grands mathématiciens comme H. Poincaré ne se sont pas contentés de mathématiques pures. Sans doute, comme disait récemment Mr. Montel « La France produit des Mathématiciens comme un rosier des roses » ; mais elle a trouvé aussi des hommes doués d'une solide formation mathématique, qui ont bien voulu se consacrer à des travaux techniques.

L'activité du Monde Statistique est maintenant très grande. De brillantes équipes poursuivent çà et là des travaux variés : théorie des sondages, économétrie, biométrie, psychométrie. Le développement des communications, des centraux et des réseaux téléphoniques pose chaque jour de nouveaux problèmes. Tous ces travaux sont confrontés et coordonnés par des Réunions internationales organisées par l'Institut International de Statistique ou des sociétés internationales plus spécialisées.

Enfin s'est précisée la notion de fonction aléatoire ou d'évolution aléatoire des systèmes. Ces notions remplacent aujourd'hui l'idée de relation fonctionnelle du déterminisme : l'évolution d'êtres vivants, l'évolution d'une économie qui ne relèvent pas du déterminisme peuvent être étudiées par des fonctions aléatoires. Nous assistons à l'invasion de l'esprit par l'aléa. Le schéma déterministe de Laplace est maintenant le plus souvent remplacé par des théories statistiques qui jouent un rôle fondamental dans toute la physique moderne.

En conclusion constatons que l'union entre la théorie et l'observation doit nous donner quelque espoir. Cette union est maintenant si bien réalisée qu'elle l'est parfois aujourd'hui chez le même individu. Pourtant il est sage de veiller à ne pas s'égarer soit par une connaissance insuffisante de la théorie, soit par une connaissance insuffisante de la réalité.

G. DARMOIS.

THE UNITED STATES POST-WAR TARIFFS ON LONG-STAPLE COTTON

By

Dr. Y. S. EL-MOLLA

Faculty of Commerce — Farouk University

The first protective duty laid on Egyptian cotton in the United States was a fairly clear case. It was written into the Emergency Tariff Act of 1921 at the instigation of producers of American-Egyptian cotton in Arizona and California. These producers found themselves, in the autumn of 1920, with relatively extended acreage, planted under stimulus of boom prices in 1919, and in the meantime with prices falling sharply. The prices of American-Egyptian cotton fell from \$ 1.25 per pound in May, 1920 to \$.33 per pound in November of the same year. At the same time, imports of Egyptian cotton had increased from 100,000 bales in 1919 to 485,000 bales in 1920. To the American cotton growers of the Southwest, there was a self-evident causal relation; the Egyptian cotton was invading their home market and they demanded a tariff, offering, at least sufficient protection to equalize the difference in labor and other costs between the wages paid the "fellahs" in Egypt and those paid to agricultural laborers in the South-west. (1)

The protection finally given under the Emergency Tariff Act of 1921 was a duty of seven cents per pound on imports of cotton with a staple length of $1 \frac{3}{8}$ inches or over. It should be noted that this act was not intended to cover Upland cotton, which constitutes the bulk of the United States crop, but only

(1) Tariff Act of 1921. Hearings before the Senate Finance Committee, 67th Congress, p. 4634.

American-Egyptian (or Pima). The duty was withdrawn, however, in the Tariff Act of 1922.

When the cotton tariff was again made an issue, in the autumn of 1929, it was under different auspices. This time support came from the producers of ordinary long-staple Upland cotton, grown largely in the Delta of the Mississippi. (2) Agitation for the new proposed tariff on $1\frac{1}{8}$ inch cotton was encouraged and strongly supported by this staple cotton Co-operative Association. The Co-operative was a small organization at the time when the Emergency Tariff on Pima cotton first called the attention of staple cotton growers to the possibility of obtaining a higher price for their product through concerted action. Like the Pima cotton growers, the Delta farmers were a small group and their product was sufficiently specialized to insure a community of interest and as time has passed, it has had an appreciable influence on public opinion in the long-staple Upland district. (3)

To force the mills to use up the domestic supply, Cotton Co-operative Association suggested a tariff schedule running from seven cents a pound on $1\frac{1}{16}$ inch cotton to twenty-four cents a pound on staples of one and five eights inches and over. The attempt to lay a duty in $1\frac{1}{16}$ inch cotton which is

(2) The production of Upland cotton with staple length of one and one-eighth inches or over was estimated at \$45,000 bales in 1928, which is equal to 4.8 per cent of the total United States cotton crop for that year. U.S. Department of Agriculture, Statistical Bulletin No. 49.

(3) One thing which made the situation in respect to long-staple cotton particularly significant, despite the fact that the average production of this cotton has been only around 4 per cent of the total production of cotton in the United States, has been the fact that most of it has been produced in concentrated areas. In Mississippi, which over a seven-year period produced around 60 per cent of the total United States production of long-staple cotton, a large part of this cotton is produced in a comparatively small area known as the "Delta." This area is composed of about 12 counties lying between the Mississippi and Yazoo Rivers. In these counties a very large proportion of the cotton produced is long staple.

Where the production of a given crop is concentrated in a few areas and as is the case with long-staple cotton in the United States, most of the income of these communities comes from that crop, the importance of the economic situation relative to that crop is somewhat greater than where the same production is more widely distributed. U.S. Dept. of Agriculture, Bureau of Agricultural Economics, Washington, D. C., July, 1928, p. 8.

obviously too short to be a true staple cotton, was clearly a precautionary measure in case Egypt should try to develop a cotton of that length of sufficient strength to compete with domestic cotton.

The measure was finally carried in the Tariff Act of 1930, however, as a flat rate of seven cents a pound on all imports of raw cotton over one and one-eighths inches, thereby including not only the Delta cotton (Upland) but Pima and Sea Island crops.

It is obvious that the seven cent tariff laid by the United States on imports of cotton over one and three-eighths inches in length, in 1921, was aimed directly at Egyptian growths, and the Tariff Act of 1930, laying a duty of seven cents on all cottons over one and one-eighth inches in staple length was directed primarily toward Egyptian cotton. It should be remembered, before we proceed to estimate the effects of these tariffs on the Egyptian cotton situation that Egypt constitutes the chief source of American imports of Long-staple cotton. On the average, during the seven years preceding the enactment of the 1930 Tariff Act, about 92 per cent of the imports of all long-staple cotton into the United States came from Egypt. Moreover, we should recall that in Egypt there are two rather distinct types of cotton, the most important of which (in quantitative terms) is grown almost entirely in Upper Egypt and became known through the cotton trade as "Uppers". The bulk of this cotton is ordinary long-staple cotton or $\pm 1/8$ to $\pm 11/32$ inches in length. The cotton grown in Lower Egypt has, for the most part, always been of longer staple (mostly extra long staple, $\pm 3/8$ inches and longer) than that grown in Upper Egypt, so that for many years there were two contracts for Egyptian cotton on the Alexandria and Liverpool future markets, each one related to a distinct variety (Upper or Lower). Moreover, the total production of long-staple Upland for the United States as a whole averaged 744,000 bales during the period from the imposition of the tariff to 1937. This constituted about 3.5 per cent of the total domestic production in the United States. Practically all of this long staple Upland is under $\pm 3/8$ inches in staple length.

In contrast to Upland long-staple cotton, American-Egyptian or Pima cotton is all over $1 \frac{3}{8}$ inches in staple length, the bulk of it ranging from $1 \frac{9}{16}$ to $1 \frac{5}{8}$ inches. With the price of this extra long-staple cotton around \$1.00 per pound in the early part of 1920 the acreage and production of this cotton jumped to the highest on record. Production that year amounted to about 93,000 bales. But the following year prices declined to less than \$.40 per pound, resulting in an acreage decline of 65 per cent and a drop in production to 37,000 bales. Since then the production of Pima has never exceeded 33,000 bales and in 1924 was as low as 4,000 bales. In recent years all of the production of this cotton has been confined to Arizona. During the seven years 1930-31 to 1936-37, the average production of American-Egyptian was about 14,000 bales. This, plus the average production of long-staple Upland during the same period, gives an average domestic production of all long-staple cotton of 758,000 bales which is equivalent to 6.0 per cent of the average production of all cotton in the United States during these years. (4)

We should mention at the outset that there are serious difficulties involved in tracing the effect of these protective tariffs on the production, consumption and especially the price of Egyptian cotton. Besides the usual difficulties of measuring the effect of tariff and the tariff alone, on these variables, these tariffs have been enforced in most abnormal circumstances; years of depression and serious financial disturbances. So while the problem by itself is a pretty complicated one, (5) these circumstances are likely to add more complications by increasing the number of factors which bear on the problem and must be duly taken care of.

Two general approaches to the problem of measuring the effects of a tariff have been used in the various studies carried

(4) U. S. Dept. of Agriculture, July, 1933, p. 4.

(5) The problem of the effect of a tariff is, in the words of P. Y. Edgeworth, "too complicated for the unaided intellect to deal with". H. Schultz, *Correct and Incorrect Methods of Determining the Effectiveness of the Tariff*, *Journal of Farm Economics*, November, 1933.

out to that effect, namely, the "equilibrium" (6) method and the "price differential" method. Proponents of the equilibrium method rely on "a comparison of the equilibrium positions of the domestic and the foreign demand and supply curves before and after the imposition of the duty." (7) The entire method is founded on a consideration of the necessary conditions which must obtain if equilibrium is to be restored after the imposition of the duty. If imports continue, these conditions are: (1) The quantity of imports demanded by this country must be equal to the quantity of exports supplied to this country and (2) the domestic price must exceed the foreign price by the full amount of the duty after allowance has been made for cost of transportation. (8)

The method is distinctly mathematical, and so far the basic formulae have been worked out only for cases where imports continue to enter the country after imposition of a tariff. (9) It is further limited to cases where free competition prevails, and where the effect of the tariff on other commodities and on the balance of international payments is not so great as to prevent a return to equilibrium conditions.

A simple example of the equilibrium method was found in a tariff study made by P. Wright. (10)

The method has also been applied sometimes and for comparison with other methods, by the Wisconsin Tariff Re-

(6) An explanation of the equilibrium method of determining the incidence of a duty as applied to homogeneous commodities is contained in an article by H. Schultz, as referred to in above footnote.

The method is due, however, to Professor Pigou, who first advanced it in 1904, though it did not receive its first concrete, statistical application until 1928, when Schultz used it to estimate the effect of the tariff on the price of sugar. Certain implications of it were explored, however, by P. G. Wright and by Professor T. O. Yntema, who independently provided simple proofs of Pigou's formulae.

(7) H. Schultz, p. 625 of the article referred to above.

(8) *Ibid.*, p. 624.

(9) If imports do not continue the problem is still soluble, according to Schultz, by similar methods.

(10) Philip G. Wright, *The Tariff on Animal and Vegetable Oils*, (New York, 1928).

search Committee which has directed the preparation of several tariff studies. (11)

The method as applied by Schultz, and of course, by the other writers who resorted to it for the solution of tariff problems, has been objected to and criticized on several grounds. Professor Walter A. Morton of the University of Wisconsin has advanced economic and statistical arguments in support of the thesis that the equilibrium method "even if it were satisfactory, could not be used to ascertain the effect of... duty during the past decade." (12)

His economic objections could be summarized very briefly in that "mathematical economists have relied almost wholly on neo-classical reasoning... and their assumptions are subject to the same limitations" and that "the mathematical school in effect really attempts to furnish concrete data to fill in the purely subjective supply and demand schedules of neo-classical theory." "Neo-classical economists generally assume that the long-run supply curve is the normal cost curve, and the demand curve is the utility curve. Only the supply curve is determinable empirically, and then only in such cases as marginal costs are known. So long... as the demand curve remains subjective, it is useless for empirical analysis." (13)

As to the statistical objections to the "equilibrium method", some of which as admitted by Schultz himself to have some bearing on the limitations and qualifications of the use of statistical demand curves, these points were especially stressed by Professor Morton. He contends that the methods which must

(11) This committee consists of Professor J. R. Commons, D. H. Mer-
hard and W. A. Morton, of the University of Wisconsin. The committee has
directed the preparation of several tariff studies of which: L. E. Ellis, "The
Tariff on Sugar", R. E. Hesse, "The Tariff on Dairy Products", T. W. Schultz,
"The Tariffs on Pork and Mutton" and H. R. Mohr, "The Tariff on Wool".

(12) In this criticism to the methods used by Schultz in applying laws
of demand and supply to sugar, Appendix "A" to Ellis' "The Tariff on Sugar"
published by Tariff Research Committee, Madison, Wisconsin (1933).

(13) Of these objections, says Professor Schultz, only the first deserves
serious consideration, the rest "are based on vague, indefinite, and erroneous
notions of the economic theory." *Op. cit.*, p. 669.

be used to determine the statistical demand and supply curves involve a logical impossibility. (14) The methods of eliminating the influence on supply and demand of factors other than price by the use of trends or trend ratios is adequate only on the assumption that they are not the determining, but merely "disturbing factors". Moreover, the existence of the law of demand is not an objective fact, since many curves can be fitted to the same scatter diagram of prices and quantities, and the selection of one of them as the law of demand involves the exercise of judgment. (15)

These latter objections to the use of "equilibrium" method and, generally, to the use of statistical demand and supply curves are now generally admitted to be based on sound grounds. In the words of Professor Schultz himself, "the 'equilibrium method' is, however, difficult to apply, since it calls for demand and supply curves which it is generally very difficult, if not entirely impossible, to obtain..."

To form an idea of the difficulties we must encounter in using this method, we refer once more to the study made by P. Wright. According to his method, in order to measure the effect of the tariff, we must have all of the data necessary to determine the price of cotton at a given moment of time. In addition to being able to estimate prices at a given time we

(14) "The mathematical school attempts to perform a task which on strictly logical grounds is impossible. It seeks to infer two unknown from one known — to derive from an effect (without a third system of reference) two independent causes, without knowing the value of either cause.

Some attempts to derive two unknown from one known assume that economic theory is the third system of reference, but economic theory is merely and hypothesis which statistics may prove, and not a proof of the validity either of statistical method or its result. To reject this or that result because it gives a curve which does not agree with economic theory, or to accept another because it does, is fallacious. It illustrates the well-known tendency to use statistics to prove preconceptions rather than to find the actual content of human behavior. Curves thus ascertained prove not how human beings behave, but merely that curves consistent with economic theory may be derived." 1912, pp. 163, 170-72.

(15) For further and general criticism of the statistical laws of demand and supply see E. Gilboy, "Quarterly Journal of Economics", February, 1921, pp. 218-221.

should have some means of estimating the influence of time itself on conditions of demand and supply in the cotton industry, since a tariff operates obviously over time. Moreover, we should be able to calculate prices in the world market and also in the domestic market and find out the effect of tariff on each.

This requires information on the following variables : magnitude of the tariff, elasticity of the domestic supply, elasticity of the foreign supply, elasticity of the domestic demand, elasticity of the foreign demand, the domestic output, the foreign output, domestic consumption and foreign consumption.

In regard to the elasticity of demand and supply, they are economic concepts and can only be estimated at best ; and thus any coefficient of elasticity which we might obtain would be open to serious criticism. As to the demand and supply curves, statistically determined, we should be aware of the logical inconsistency involved in determining two curves from the same data. In addition to this, there are the more questionable aspects of the method of deriving curves of either demand or supply because the series used are necessarily historical, and moreover there is no satisfactory way of eliminating the action of other factors than price from the quotations used. On the other hand, all the methods used for determining the elasticity of supply and of demand have been shown open to objection.

Taking all this into consideration, it seems quite impossible to estimate the ultimate change in the price (domestic : i.e., in the United States market or foreign, the international market) of cotton which might be expected to result from the imposition of a tariff, by means of the method given above. We note in addition that, even with full data, the formula might not be useful for it assumes, among other things, that the tariff laid will not impede the flow of imports which pay the tariff after the tariff is imposed. It is clear, thus, that the effect of a tariff on the price of long-staple cotton evidently cannot be solved by formula. No concise and mathematically exact answer can be given.

The second method, "a price differential analysis" involves the principle of measuring the difference between domestic

prices and foreign prices, and attributing the difference in favor of domestic prices to the influence of the tariff after the influence of other principal price-making factors has been considered.

"It is not based on any preconceived notions of a balanced and coherent market system, on a precise equilibrium economics founded on the belief that price is a perfect regulator of production and consumption, or that there is rational co-ordination of economic activity making for perfect adjustment at the margin. It begins with an analysis of the market and records what occurs. It analyses the institutional setting with which demand, supply, price and the tariff operate." (16)

This method is obviously quite flexible, (17) and the conclusions will depend entirely on the choice of pertinent data and the importance assigned to the various factors which are recognized as operating in a given market setup. However, it can, by tabulation of relevant facts and by logical deduction, expose the problems at hand; and while it gives a reasonable indication of the price changes consequent upon the imposition of the tariff, we shall eventually notice, in the course of analysis, the relevant changes in the production and consumption of Egyptian cotton. Thus, the whole phases of the problem are likely to form a unity and will be taken care of at the same time. In fact, the three phases; production, consumption and price are interdependently linked up together in a way that to trace the variations in one or more of them is best met, by using this method. Moreover, our interest here is mainly to attempt

(16) Roland E. Sennet, "A Reply to Professor Schuttin", *Journal of Farm Economics*, November, 1935, p. 642.

(17) It lacks the precision claimed for the equilibrium or formula method and it cannot show how much of the spread between domestic and foreign prices is due exactly to a fall in foreign prices and how much is due exactly to a rise in domestic prices following the imposition of the duty. *Ibid.*, p. 643.

to register what happens in the market rather than to measure exactly by how much a given variable has been affected.

In analyzing the effects of the duty, both in the case of ordinary long-staple cotton (Uppers) and extra-long staple cotton (Sakellaridis) we shall make use, thus, of the latter method. (18) This method consists simply of comparing the difference between the domestic (in the United States) and foreign prices of the imported cotton before the duty, with the difference after the duty, to find whether this margin has, or has not, widened by the full amount of the duty. After allowing, as far as possible, for non-duty factors that might have affected the differential, it is then possible to determine whether the domestic price of the imported cotton has, or has not, been raised relative to the foreign price by the full amount of the duty.

This approach does not reveal, of course, the absolute increase in the domestic price caused by the duty, since even if the differential were increased by the full amount of this duty it would not follow that the duty had raised the domestic price by the full amount of the duty. This is because the duty, by reducing imports, tends to depress the foreign price of the imported cotton.

So, in order to find out the absolute increase in the domestic price, we shall have to carry out a further analysis connected with the foreign market: this analysis will necessarily contain an estimate to the probable range within which the consumption of Egyptian Uppers and Sakellaridis was affected in the foreign market by the duty and the probable change in its price resulting therefrom. This latter part of the analysis, is obviously more important, from the Egyptian point of view, as it deals with a greater and more important proportion of its exports. Moreover, the response of Egypt's cotton production to such changes, will, eventually, be revealed.

Except possibly for short periods of time, the spread between the price of Egyptian Uppers and New England Mill Points

(18) This method has been used by Wisconsin Tariff Research Committee in connection with general tariff studies.

and at Alexandria (Egypt) would be about equal to the freight, duty, and other costs of delivering the cotton to New England Mill Points from Alexandria. Under such circumstances, it would be expected that prior to the levying of duty the quoted price in New England would exceed the price in Alexandria by the freight and other non-duty costs of importation, (19), and, that after the imposition of the duty the spread would be wider than before by the amount of the duty if that were the only cost of importation that had changed.

An examination of the prices (20) of Egyptian Uppers shows that in the 24 months from August, 1922 through May, 1929, during which period all cotton was on the free list (except 1-3/8 inch and longer which was subject to duty during August and most of September, 1927) the price of Fully Good Fair, Egyptian Uppers in New England averaged 3.4 cents per pound higher than in Alexandria. Imports of Egyptian Uppers continued, though at reduced volumes, after the imposition of the seven cent duty in June, 1930. If there had been no changes in any other factor affecting the inter-market price spread, the differential should have averaged seven cents more than before the duty or 10.4 cents per pound. The inter-market price spread actually averaged 10.2 cents per pound in the 87 months, October 1st, 1930 to July 1st, 1937, when the duty was enacted. In other words, the inter-market price spread has widened about 6.7 cents per pound, or by an amount slightly less than the duty.

(19) Ocean freight and other non-duty costs of importation are, however, much smaller than the duty, and it is safe to conclude that any change in these costs that may have occurred since the duty went into effect would be very small compared with the duty.

The principal causes, other than non-duty costs of importation that might tend to prevent the spread between the price of Egyptian Uppers in New England and the price in Alexandria from widening by exactly the amount of the duty following the imposition of the duty are attributed to the fact that the price quoted in one or both the markets might not be representative of the actual prices at which Egyptian Uppers is traded in those markets. Moreover, as it takes a considerable time to ship cotton from Alexandria to the United States, the two current prices might, over short periods of time, differ by an amount other than the current costs of importation.

(20) U.S. Dept. of Agriculture, Bureau of Agricultural Economics, July, 1938, p. 6.

But, as we mentioned before, the increase in the spread between the two markets may have been brought about not only by raising the domestic price above what it would have been without the duty but also, in part, at least, by a lowering of the foreign price. Insofar as the price effect is concerned, it is important to determine the incidence of the duty, that is, the extent to which the United States price was increased and the foreign price was decreased by the duty.

It is believed that most of the absolute effect of the duty, as far as the price of Egyptian Uppers is concerned, took the form of an increase in the United States price of Egyptian Uppers and that only a minor fraction took the form of a reduction in the foreign price. This belief is based on the fact that the incidence of any duty is determined partly by the relative size of the domestic and foreign market for the commodity and partly by differences in the degree to which domestic and foreign consumers and producers react to changes in the price of the product, that is, the elasticities of supply and demand in the domestic and foreign markets for the product.

The relative size of the domestic and foreign market is, however, especially significant in estimating the price incidence of the duty in cases, such as the present one, in which the difference in size is very great. In the post-duty years the United States imports of Uppers were only about 3.3 per cent of estimated foreign consumption of Uppers. On the assumption that the elasticity of supply and demand for Uppers is the same in the domestic (United States) market as in the foreign market, that is on the assumption that a percentage change in price will cause about the same percentage change in consumption and production in the United States market as in the foreign market, the fact that estimated foreign consumption is about 30 times as large as the United States consumption would indicate that the duty probably raised the domestic price of Uppers much more than it lowered the foreign price. This is because if the foreign consumption is 30 times as large as the United States consumption of the same cotton, the decrease in United States imports caused by the duty will raise the foreign consumption by approximately one-thirtieth per cent of the decrease in United States imports.

This tendency of the difference in the size of the markets to throw the price incidence of the duty on the domestic price is, if anything, probably augmented, rather than reduced, by the relationships existing between the degree to which domestic and foreign producers and consumers react to changes in the price of Uppers. It is believed that foreign consumption of Egyptian Uppers would change by a larger percentage than would United States consumption, as a result of a given percentage change in price. This view is based on the fact that Uppers cotton is used principally in the manufacture of tires. The cost of the cotton used in an automobile tire is a much smaller percentage of the cost of operating the car than the cost of cotton in most articles of clothing is of the retail price of that clothing. But a large proportion of total cotton consumed in the United States is used in clothing and is several times as large as the quantity of cotton used in tires. This consideration, except for the question of the extent to which the substitution of other cottons for Uppers is influenced by changes in their prices, would point toward the conclusion that the demand for Uppers is less elastic than the demand for total cotton in the United States.

Although there is very scanty information regarding the elasticity of the foreign demand for Uppers, there are certain reasons for believing that the foreign demand for this variety is more elastic than the domestic (United States) demand. In the first place, there are fewer different kinds of long-staple cotton competing with Uppers in the United States market than in foreign markets. Other things being equal, this would tend to increase the possibility of substitution of competitive growths over a wider range of uses in the foreign than in the domestic market. It also would tend to make foreign consumption of Uppers show a bigger percentage change in foreign countries than in the United States as a result of a given percentage change in its price. Moreover, the fact that average income of consumers in foreign countries is lower than in the United States would point toward the same conclusion.

On the other hand the foreign production of Uppers (Egyptian production) is certainly more responsive to price

changes than is the production in the United States (20) since none is produced in the latter. It is estimated that (21), the elasticity of cotton supply in Egypt is fairly high, within a range of two million acres. In absolute as well as in relative terms, Egypt could shift from one variety to another, and from a given volume of production to another, within the above range, with complete ease. During the first three years of the enactment of the tariff, the Egyptian Government passed three consecutive laws restricting the area under cotton. This restriction was not, of course, on account of the seven cent duty; it was inaugurated by the general decline in the price of cotton; but it certainly indicates, however, that the elasticity of cotton production in Egypt is fairly high. (22)

These relationships between the domestic and foreign elasticities of demand and supply would tend to supplement, rather than offset, our point of view that because of the relative smallness of the United States market, most of the incidence of the seven cent duty must have taken the form of an increase in

(21) There are no production figures for long-staple American cotton (Upland) for the years before the tariff. It is probable, however, that the production of ordinary long-staple cotton has shown some increase since 1920, but it is very doubtful that production could have gone much ahead of the pre-tariff average. Moreover, the increase in production cannot be the result of the tariff, since ordinary long-staple cotton has brought no higher premium above short-staple in the post-duty years than it did prior to the tariff. On the other hand, the advantage given this cotton by protection has been apparently not sufficient to offset the difference between its cost and that of short-staple cotton, which receives less tax. U. S. Dept. of Agriculture, "World Cotton Situation", Washington, 1929, Table on p. 64 showing "Average Discounts and Premiums for Staples Longer and Shorter than 7/8 inch, Specified Lengths."

(22) See U.S. Bureau of Agricultural Economics, Apr., 1935.

(23) One analysis of the effect of changes in the price of Upper Egyptian cotton on the acreage of cotton in Upper Egypt in the period 1914-24, after allowing for changes in the prices of competing crops, indicated that in the post-duty period the acreage responded to changes in Upper prices with an elasticity ranging from 0.8 to 0.9.

On the other hand, production of Egyptian cotton other than Sakel and other extra long-staple had declined from 1,218,000 bales (478 pounds) in 1920 to 945,000 in 1921, and it was 697,000 bales in 1922. It recovered again, however, to become higher in 1923 than it had been in 1922-29. U. S. Dept. of Agriculture, "World Cotton Situation", Foreign Cotton Production, Nos. 1915 and 1919.

the United States price of Egyptian Uppers and only a minor fraction took the form of a reduction in the foreign market.

In order to give proper weight to these facts and possibilities, a further analysis is required; an estimate of the reduction in consumption of Uppers in the United States following the imposition of the duty and caused by it, because on this basis we can have a more balanced judgment of the situation of Uppers cotton in the foreign market, as well as in the United States market.

The Tariff Commission estimates that in 1937, 92.4 per cent of the Egyptian Uppers cotton consumed in the United States was used in the production of live fabric, 3.3 per cent in thread, and 4.3 per cent in fine goods and other products. (24) Therefore, in that year the live and thread industries consumed almost 96 per cent of the Uppers cotton. Though conditions before and after 1937 were undoubtedly different, it is believed that changes in the consumption of Uppers in lives and thread may reasonably be taken as representative of changes in the total consumption of Uppers in the United States.

Based on calendar year data, it is estimated that the total raw cotton content of live fabric consumed in the United States in the two seasons beginning August, 1928 averaged 625,000 bales. It is estimated on the other hand that in the post-duty years beginning August, 1930 to August, 1937, the raw cotton content of the live fabric consumed averaged only 497,000 bales, a reduction of 128,000 bales. (25)

The duty on long-staple cotton cannot, however, be held responsible for any significant fraction of the decline in the total cotton used in lives. It could only affect this total in two ways, neither of which seems likely to have occurred to an appreciable extent. The duty, by raising the price of that portion of the cotton used in lives which is long staple, might have caused less cotton to be used per average live. Or, the

(24) U. S. Tariff Commission, "Long Staple Cotton", 1933, p. 22.

(25) U. S. Dept. of Agriculture, R. J. Chatham and A. N. Dapre, "Cotton Used in Live Fabric", Washington, 1937, p. 8.

increase in the price of long-staple cotton caused by the duty might have had no effect on the cotton content per average tire but, by raising the price of tires, might have reduced the number of tires consumed.

It does not seem likely that the seven cent duty is responsible for any important part of the 149,000 bales reduction in the use of cotton in tires, as far as its effect on the cotton content of the average tire is concerned.

Before the imposition of the duty, only 30 per cent of the cotton used in tires was 1-1/8 inches and longer. Of this 30 per cent, about one-third was American long-staple Upland. (26) Assuming a reasonable rise in the price of the latter because of the duty (say 4 cents per pound), the increase would have been only about 20 per cent in the price of tires on account of this factor. The other 70 per cent of long-staple cotton was mainly Egyptian Uppers and on this, the seven cent duty, if it had raised the domestic price by the total amount of the duty, would have raised it about 45 per cent of the average post-duty price that would have existed in the absence of the duty. Thus, the price of 70 per cent of the total cotton used in tires, was unaffected by the duty; the price of 30 per cent was raised by about 20 per cent.

These figures indicate that the duty raised the cost of cotton in the average tire probably less than 12 per cent. It is believed that this increase in the cost of cotton used in tires would not significantly affect the cotton content of the average tire. Changes in the average cotton content per tire are believed to occur only with the discovery of substitutes for cotton, or of improved methods of tire design and manufacture. An abnormally high price for cotton, if maintained over a long period, might affect manufacturing practices in this respect. But it is believed that the rate of technological development in the tire industry has been but slightly affected by any change in the price of cotton that might have resulted from the seven cent duty. (27)

(26) *ibid.*, p. 15.

(27) *ibid.*, p. 15.

On the other hand, it is not believed that the duty had any significant effect on the domestic consumption of cotton in the tire industry through its effect on the consumption of tires. This conclusion is based on the assumption that even if the duty had raised the price of the cotton used in producing tires as much as 10 per cent, the resulting increase in the cost of a tire would have been so small as to have had a negligible effect on the number of tires consumed, and therefore a negligible effect on the consumption of cotton in tires.

The thread industry uses practically no short-staple cotton and is the only other section of the domestic textile industry which uses an appreciable quantity of Egyptian Uppers or other imported ordinary long-staple cotton. The consumption of total cotton in the thread industry has averaged 81,500 bales in the three census years since the imposition of the duty, or slightly more than the 75,500 bales used in 1929. (28) As in the case of tire production, it is believed that the production of thread would have shown practically the same changes if there had been no duty on long-staple cotton.

This is based on the fact that the demand for long-staple cotton for use in thread is derived from the demand for thread which, in turn, is derived from the demand for clothing and other consumers' goods, in which thread is used. Even if all cotton used in thread were imported long-staple cotton, which is not the case, and even if the domestic price of imported long-staple were raised by the full amount of the duty, this would result in an increase of only about 10 cents in the cost of producing one pound of thread. The average whole-sale price of thread during the three post-duty census years was \$1.20 per

(28) Since practically no short-staple cotton is used in thread, the only way in which any factor, duty or otherwise, could have significantly affected the ratio of Uppers to total cotton in the thread industry would have been by changing the ratio of Uppers to other cotton 1-1/8 inches and longer in staple length used in that industry. This ratio decreased markedly after the duty was imposed. According to estimates made by the U. S. Tariff Commission, Uppers constituted 14.7 per cent of all cotton 1-1/8 inches and over, used in thread in 1929, 2.8 per cent in 1932, and 0.5 per cent in the first nine months of 1933. The reduction in absolute terms, however, could not exceed 8,000 bales. U. S. Tariff Commission, "Long Staple Cotton", 1933, p. 57.

pound. (29) This would be a very small fraction of one per cent of the price of most garments in which thread is used. It is believed that this small increase in the cost of a pound of thread and much smaller increase in the price of clothing would have a negligible effect on the consumption of the clothing in which thread is used.

On the basis of the above, it is estimated that the total raw cotton content of tires and thread, the two principal outlets for Egyptian Uppers in the United States market, fell from an estimated average of 715,500 bales in the two seasons preceding the duty to an average of 572,900 bales in the post-duty seasons, a decline of 142,600 bales, or about 20 per cent. (30) Practically all of the decline in the total raw cotton content of tires and thread would have occurred even if the duty on long-staple cotton had not been enacted. (31)

If tires and thread were the only products in which Egyptian Uppers cotton was used in the United States, and if there had been no change in the ratio of Egyptian Uppers to total cotton used in tires and thread, then the total consumption of the United States would have decreased by about 20 per cent or the same percentage that total cotton used in tires and thread decreased. A 20 per cent decline in the consumption of Uppers in the United States would have been equal to about 16,600 bales. Actually, the domestic consumption of Uppers decreased by about 86,000 bales (from 130,800 to 43,900 bales). The actual decrease exceeded the estimated proportionate decrease by 69,400 bales, which represents the approximate net effect of the duty and all other factors that tended to change the

(29) 1914, p. 20.

(30) C. F. Wells, Bureau of Agricultural Economics, U. S. Dept. of Agriculture, Washington, D. C., July, 1928, p. 36.

(31) In the tire industry, for instance, certain trends were apparent long before 1920 which affected the ratio of Uppers to other cotton in tires. Following the introduction of the low-pressure or balloon tire, about 1922, there was a sharp decline in the production of high-pressure tires. By 1928, only about 28 per cent of all passenger-car tires were of the high-pressure type and by 1930 only 1.5 per cent were high-pressure tires. As the balloon tire operated at a much lower pressure than the high-pressure tire, it required less strength in the cord fabric and, therefore, could use shorter staple cotton. See J. B. J. Chestnut and A. M. D'Arcy, "Cottons Used in Tire Fabrics", p. 4.

ratio of Egyptian Uppers to total cotton consumed in tires and thread. (37)

It is very difficult, if not impossible, to determine from available data the exact net effect of these non-duty factors on the ratio of Egyptian Uppers to total cotton consumed in the United States in the production of tires and thread. As a matter of fact, some of these factors may be ratio-increasing (38) factors as well as ratio-decreasing factors. Anyhow, the approximate maximum effect of the duty alone on the domestic consumption of Egyptian Uppers cannot exceed the whole reduction in the domestic consumption of Uppers amounting to 60,700 bales, even if we ignore the effect of all other non-duty Uppers ratio-decreasing factors.

The net effect of the duty on the Uppers cotton in the foreign market could now be estimated on clearer grounds. Though the duty probably decreased the United States consumption of Egyptian Uppers by something like 60,700 bales or less, it must have caused an increase in the foreign consumption of Uppers because the duty tended to depress the foreign price and because there is at least some response to price changes by foreign consumers. In other words, the decrease in the United

(37) Of these factors were the long-run technical change in the manufacture of tires and thread which obviously decreased the ratio of Egyptian Uppers to total cotton consumed in the United States.

The depression probably also was an Uppers ratio-decreasing factor. It is highly probable that the depression curtailed the consumption of certain classes of goods more than the consumption of others. It seems reasonable to suppose that this probably caused a greater decline in the demand in the United States for the higher-priced Uppers cotton than for total cotton. In other words, the price effect as well as the income effect, were likely, under these circumstances, to shift the consumer's demand towards cheaper substitutes.

The marked increase in the production and consumption of rayon in the United States, since 1928, and 1929 has also probably had more effect on the demand for long-staple than for short-staple cotton, and was, therefore, probably a ratio-decreasing factor.

(38) The tremendous increase in the production and consumption of rayon in foreign countries also may have tended to depress the price of Uppers more than the average price of all cotton, and consequently to have caused the ratio of the United States consumption of Uppers to total cotton to increase.

States consumption of Uppers caused by the duty necessarily resulted in about an equal decrease in the imports of Uppers. This reduction in American imports tended to depress the foreign price of Uppers at least slightly.

The fall in the foreign price thus caused by the duty would not only tend to increase the foreign consumption but would tend to decrease the production of Egyptian Uppers, since it is not reasonable to assume that Egyptian producers are entirely unresponsive to price changes. With the exception of the three seasons, following the imposition of the duty, the production of Egyptian Uppers increased, however, markedly. It still could be said that if it had not been for the duty the increase in the production would have been larger than it actually was. As no cotton exactly similar to Egyptian Uppers cotton is produced in the United States where the higher price caused by the duty would tend to stimulate its production, it follows that the duty tended to reduce total world production of Uppers. But a decrease in production of Egyptian Uppers must, except insofar as stocks can be drawn upon to make up the difference, be accompanied by a decrease in the world consumption of Uppers. For these reasons there is ground to believe that the duty decreased the world consumption of Egyptian Uppers below what it would have been without the duty.

It still remains true, however, that the decrease in world consumption was much less than the decrease in the United States consumption of Uppers caused by the duty. The great difference in the size of the two markets supports our previously mentioned deduction that the duty did not decrease world consumption nearly so much as it reduced the United States consumption of Uppers. In view of the fact that estimated foreign consumption of Egyptian Uppers was about 30 times as great as the United States imports of this cotton in the post-duty period, the same percentage change in the price of Uppers in both markets (under the assumption that demand had the same elasticity in both markets) tend to result in a change in foreign consumption of about 30 times as much as the change in United States imports and consumption. It is probable, moreover, that if any difference exists, the foreign demand is

more elastic than the domestic demand. This difference would tend to make the percentage increase in the foreign consumption larger than the percentage decrease in the domestic consumption resulting from the same percentage price changes in both markets.

These considerations suggest that it would be very conservative to estimate that at least half of the indicated decrease in the United States consumption caused by the duty (estimated at less than 60,700 bales) was offset by increased foreign consumption. On the other hand, the duty probably depressed the foreign price of Uppers but the depressing effect on account of the duty alone could not have exceeded something like one-fourth of a cent per pound. That is, the New England price of Egyptian Uppers averaged at least $6 \frac{3}{4}$ cents higher and the Alexandria price only less than $\frac{1}{4}$ cent lower, than would have been the case in the absence of the duty.

The Egyptian Government, however, seemed to have had a different view about the whole situation. To quote,

"The decline in cotton prices on all the markets was a natural consequence of the acute world depression and overproduction in cotton; but whereas American middling $7/8$ inch declined from 13.15 cents a pound in August, 1930 to 10.55 by the end of November, 1930, Egyptian Uppers, fully good fair, slumped from 15.05 tallari per cantar in August, 1930 to 11.05 at the end of November, 1930.

A decline of 2.60 points in American was met by a decline of 4.00 points in Uppers, while on the 17th of December, 1930, Uppers lost a further .43 points, being quoted at the same price as Middling in New-York. The premium of Egyptian Uppers over Middling $7/8$ inch American which in the past had very rarely declined below 200 points, fell during these four

months from 200 to 50 points. ...Such was the drastic readjustment which resulted from the exclusion of Egyptian cotton and the effort to find new markets for the 180,000 bales lost to us in the American market.

During the four months, August to November, 1930, exports of Egyptian cotton amounted to 388,000 bales against 481,000 bales — the average export figure for the same period in the last four pre-tariff seasons, 1926 to 1929. This reduction in the exports corresponds very closely to the reduction in imports to the United States of America, which for the period August to November, 1930, amounted to 2,000 bales only, as against an average of 70,000 bales for the corresponding period of the four seasons 1926 to 1929.

Later in the season, as exports rose to more normal figures and investment and trade-buying grew larger, both price and basis improved, but it was soon realized that it was only by means of its cheapness that Uppers could continue to remain in favor with consumers, and at the beginning of the 1931-32 season, Uppers were again selling on a basis of 35 to 60 points over Middling 7/8 inch in New York.

The average for the whole of the 1931-32 season does not exceed 105 points over New York, allowing for depreciation in the exchange, so that although redistribution of the surplus has been achieved the *effect of the tariff* in cheapening Uppers and Egyptian cotton in general has not yet worn off. (34)

(34) Egyptian Cotton Yearbook, Cairo, 1931-32, pp. 96-97. (Figures are mine).

There is no doubt about the fact that there has been a real decline in the premium of Egyptian Uppers in Liverpool over Upland $\frac{1}{8}$ inch staple in the United States since the tariff went into effect. This tendency would probably have appeared quite without reference to either tariff or depression, for the relative supply of Uppers has been increasing since the early twenties, but the decline was possibly accentuated by the depression. It was further accentuated, during 1931-33 by the depreciation of the Egyptian pound. And since 1933, although the United States and Egyptian currencies were again near their old relationship, a new factor has appeared to upset the price relationships, meaning, of course, the United States cotton production control and other measures, which have maintained the price of short-staple Upland, and with it long-staple Upland, above its normal relationship with other cottons. But I do not believe that a slight increase in the supply of Egyptian Uppers in the foreign market such as that caused by the reduction in the United States consumption on account of the tariff alone, and which can hardly exceed 30,000 bales, could cause all these material differentials in price.

Due to lack of data, it has been found extremely difficult to arrive at definite conclusions concerning the situation of extra long-staple cotton (Sakellaridis) after the imposition of the seven cent duty. By carefully examining the situation with respect to domestic and foreign consumption of extra long-staple Egyptian cotton, certain general conclusions could, however, be drawn.

In the pre-duty years the average margin of the New England over the Alexandria price of Sakellaridis was 3.18 cents per pound, and in the post-duty years it has averaged 10.00 cents per pound, an increase of 6.82 per pound. (35) In the meantime, the average estimated consumption of extra long-staple Egyptian cotton in the United States has shown a decline from 59,100 bales in the pre-duty period to 39,700 bales in the post-duty period. (36) On this basis it appears that the post-duty consumption of Egypt-

(35) Bureau of Agric. Economics, July, 1938, p. 28.

(36) U. S. Tariff Commission, 1935, p. 53.

ian extra long-staple cotton was about 20,000 bales less than the average consumption in the pre-duty years, which is a decline of 33 per cent.

After having estimated the decline in the United States consumption, the next problem is to estimate what part of this decline was due to the duty and what part was due to other factors. Such an estimate requires making an appraisal of the extent to which the United States consumption of this cotton is affected by changes in its price or the extent to which the depression and certain other factors might have reduced United States consumption of this cotton, even if the domestic price in the post-duty period had average seven cents per pound less than it did.

According to a report issued by the United States Tariff Commission in 1931, the sewing thread industry was, at that time, apparently the largest consumer of Sakellaridis cotton. (37) A more recent report issued by the Commission contains an estimate based partly on a special compilation by the Census Bureau and partly on a questionnaire sent by the Commission to manufacturers, which shows that in 1937 approximately three-fourths of the United States consumption of Sakellaridis and other imported extra long-staple was used in thread industry, about one-eighth in the tire fabric industry, and the remaining one-eighth about equally divided between the fine goods industry and other industries, mainly the knit goods industry. (38)

It is not possible to estimate the change in the output of each of the four of the industries using Egyptian extra long-staple cotton that occurred after the imposition of the duty. Some information is available, however, for the three industries, thread, tires and fine goods, which in 1937 apparently used more than 90 per cent of all imported extra long-staple cotton.

As far as the first industry is concerned, the production of thread increased from 25,250,000 pounds in 1929 to an average of

(37) "The Emergency Tariff Act and Long Staple Cotton," p. 17.

(38) *Op. cit.*, pp. 56 and 57.

27,325,000 pounds in the three post-duty years, that is, an increase of about $8\frac{1}{2}$ per cent. (20) There are grounds to believe that thread production would not have increased much more than this percentage, even if there had been no duty on Egyptian extra long-staple cotton. In the first place, Sakellaridis and other Egyptian extra long-staple cottons are only about one-half of total cotton used in thread. In the second place, thread constitutes a very small part of the cost of the products in which thread is used, and for that reason the demand for thread, and therefore the demand for cotton used by the thread industry, is probably very inelastic. It seems reasonable to believe, therefore, that the production of thread probably was affected to a negligible extent by any change in the price of Egyptian extra long-staple cotton that might have been caused by the seven cent duty.

If Sakellaridis and other Egyptian extra long-staple cotton were the only kind of cotton which could be used in the thread then, since the demand for cotton in that industry is probably very inelastic, any increase in the price of these cottons due to the duty would not cause an important reduction in the consumption of them in that industry. But Egyptian extra long-staple cotton is not the only cotton used in thread. In the three years for which estimates are available it comprised about 50 per cent of total cotton used in thread, American long-staple Upland from 30 to 50 per cent, and Egyptian Uppers about 15 per cent. Small amounts of Pima and Sea Island have also been used. In view of this fact, the possibility of substitution must be considered.

There is no indication, however, in the consumption figures, of any shift away from Egyptian extra long-staple cotton, on account of this factor. On the basis of returns from questionnaires, the United States Tariff Commission estimated that in 1929 Sakellaridis constituted 49.8 per cent of the total cotton used in thread industry; in 1932, 53.9 per cent, and in the first nine months of 1933, 48.2 per cent. These data indicate very little shift away from Sakellaridis toward other cottons, and it seems

(20) 1946, p. 62.

that this cotton maintained its relative position among other cottons used in the thread industry.

Due to the character of the demand for Egyptian extra long-staple in the thread industry outlined above and the fact that there was no shift away from this cotton to other cottons in the thread industry, at least in the first three years after the imposition of the duty, it would seem reasonable to assume that any shift away from the use of this cotton in thread that might have occurred after 1933 would probably not be attributable to the duty. If there were such a shift in the thread industry after 1933 it was due, principally, to causes other than duty.

In the second important branch of industry in which Egyptian extra long-staple cotton is used, namely, tires, we must remember that most of the long and extra long-staple cotton used in tires manufacture is confined to truck and bus tires. It is highly improbable that the duty on extra long-staple cotton can be held responsible for any considerable part of the decline in the production of bus and truck tires. Sakellaridis and other Egyptian extra long-staple cottons probably constituted a minor fraction of all long-staple cotton in truck and bus tires in both the pre-duty and post-duty period. On the other hand, the increase in the cost of truck and bus transportation that would result from a seven cent duty on such a minor fraction of the cotton used in bus and truck tires may be considered to be negligible.

Thus, whatever the decrease in the ratio of Sakellaridis and other Egyptian extra long-staple to total cotton in tires may have been, it was probably not due to the duty. There has been a tendency for tire fabric manufacturers to use shorter and cheaper staples in the production of tire fabrics. This has been made possible by improved methods of manufacture of tire fabric and was under way several years before the duty was imposed.

The available data pertaining to the fine goods industry, which in 1932 is estimated to have used about 6 per cent of the Egyptian extra long-staple cotton consumed in the United States, point to a very substantial reduction in the production of these

goods, following 1939. (40) With the cost of the raw material constituting comparatively small part of the price of fine goods, it is safe to say that probably a rather small part of the decline in the output of fine goods was due to any increase in the price of raw cotton which may have occurred because of the duty. (41)

From the examination of the changes in the production of the principal products in which Egyptian extra long-staple cotton is used (thread, lino fabric and fine goods) which occurred following the imposition of the duty, it would appear that these changes were probably responsible for a considerable part of the decline in the United States' consumption of Egyptian extra long-staple cotton, following 1939. The above considerations indicate, on the other hand, that very little of the changes in the output of these industries could be attributable to the duty. It has also been indicated that the duty probably had some little tendency to cause the substitution of other cottons for Egyptian extra long-staple in the thread or fine goods industries, which together used more than seventy-five per cent of this cotton. In other industries using this cotton, it may have caused a somewhat greater degree of substitution, but even here the effect of the duty seems to have been very insignificant.

It follows that, with the thread industry several times as important as all other industries combined using the extra long-staple cotton, and according to our estimates of the elasticity of demand in the former industry, the duty was not possibly responsible for much of the estimated decline in the United States' consumption of Egyptian extra long-staple (amounting to 20,000 bales) which occurred after the imposition of the duty. Certainly

(40) *Ibid.*, p. 62.

(41) Moreover, as Mr. Whitaker has pointed out, "Many of these materials are used for purposes in which staple plays an important part, and small changes in price are of only minor importance. Industrial fabrics often constitute only a small part of the cost of the finished product in which they are used, and for this reason small price changes in the fabric often have very little effect on consumption." R. Whitaker, "Trends in the Quality of Cotton Consumed", an address before the annual meeting of the Association of Southern Agricultural Workers, January 31, 1933.

not all of that decline was due to the duty. I should believe that a very conservative estimate would be that the duty could not have been accountable for more than fifty to sixty-five per cent of the decline, that is, something between ten to thirteen thousand bales.

As far as the effect of the duty on the foreign market is concerned, it should be mentioned that in the post-duty years the United States imports of Egyptian extra-long staple cotton averaged 33,000 bales, and the average foreign consumption, taken as production less United States imports, was 435,000 bales in average. A thirteen thousand bales reduction in imports would have been a reduction of about forty per cent in the United States imports. On the other hand, even if the foreign consumers had to absorb the whole reduction in the United States consumption (estimated at 13,000 bales) it would have been an increase in the foreign consumption of only about three per cent. Actually, of course, foreign consumers would not have had to absorb all of the 13,000 bales which the United States failed to import in average, every year since the imposition of the tariff, because we must allow some elasticity in the supply of Egyptian extra long-staple cotton. Thus, it seems reasonable to conclude that a forty per cent decrease in the United States supply of this cotton should have raised the price in the United States a much greater number of cents per pound than a three per cent addition to the foreign supply available for consumption, allowing a reasonable magnitude for the supply elasticity of extra long-staple cotton in Egypt, would have depressed the foreign price. This is because, ignoring all other factors, these percentages are so widely different in magnitude that the difference in their effects on the prices is not likely to be reduced much by an offsetting difference in the responsiveness of consumers to price changes in the two markets.

There is some reason to believe, however, that the depressing effect of the duty on the foreign price of Egyptian extra long-staple cotton was greater than in the case of Egyptian Uppers. In the case of Uppers, the estimated foreign consumption was thirty times as large as United States imports in the post-duty period, but in the case of Egyptian extra long-staple

cotton the estimated foreign consumption was only thirteen times as large as imports into the United States. Other things being equal, this difference in the relative size of the markets tends to indicate that the foreign price of Egyptian extra long-staple was depressed much more by the imposition of the duty than the foreign price of Egyptian Uppers was depressed.

Dr. Y. S. EL MOLLA.



COMMENTS ON THE INTERNATIONAL CREDIT CONFERENCE

(Rome — October, 1951)

By

A. S. MANDICAS
B.Sc. Econ.

I

The International Credit Conference held in Rome in October 1951 was organized by the Associazione Bancaria Italiana, and its success may be assessed by the presence of some six hundred delegates from 40 different countries including Egypt.

Its initial aim was to bring together under the same roof bankers, economists, jurists, experts and scholars from all over the world to discuss : (a) the problems of bank liquidity and control of inflation, and (b) the financing of foreign trade. No decisions binding the participating countries were expected to be taken and the discussions which for the whole time remained at a very high technical level were either of an academic nature or related to the case of individual countries.

Particular emphasis must be laid on the enormous preparatory work made by the Associazione Bancaria Italiana which took more than a year. The work was put under the aegis of two committees : a Committee of Honour under the Presidency of H.E. Luigi Einaudi, President of the Italian Republic and which counted among its members, ministers, presidents of banking associations and banks, etc., and a Scientific Committee under the Presidency of Prof. Bresciani-Turroni — so well known to Egyptian students of economics — and including such experts as Sir Theodore Gregory, Charles Rist, Richard Sayers, Jacques Rueff, Lord Chorley, Per Jacobsson and a score of Italian University professors.

Some 115 texts were received as contribution to the two main subjects of the conference. Of these, 32 were received from banking associations, 15 from commercial and central banks, 38 from individual bank delegates and 27 from jurists, economists and other experts.

The greater part of these texts related to the first part of the Conference in answer to the following questionnaire :

- Q. 1) Is the cash ratio reasonably stable ? If so at what level ?
- 2) What other assets (e.g. rediscountable bills) are regarded as especially liquid assets ? How important are they in amount ?
 - 3) What are the classes of assets (i.e. investments in government securities, advances to customers) regarded by the banks as being most remunerative ?
 - 4) What factors restrain the banks from acquiring more of these remunerative assets ?
 - a) availability of such assets ?
 - b) limitation of cash ?
 - c) limitation of other liquid assets ?
 - d) fear of loss, either realized or balance sheet ?
 - e) fear of freezing ?
 - 5) What are the present proportions between demand and time deposits ?
 - 6) What have been the main changes in these proportions since 1930, and to what circumstances are these changes principally due ?
 - 7) What are the present rates of interest paid on deposits of various categories ?
 - 8) Any other considerations of bank liquidity which is considered as peculiar to individual countries ?

The replies to this were brilliantly summarized and grouped by Mrs. Vera Lutz and her assistants and much of the success of the Conference is due to this work.

An important point raised was in connection with cash requirements, whether to the commitments of the banks arising out of deposits, should be added unutilised balances of credits opened. Opinions on the subject differed according to local bank practices, it was, however, stressed that in the case where customers accounts are only debited after utilisation of the credit, it becomes imperative to the bank to add to the total volume of deposits as registered in the balance sheet the amount of credits opened and not yet utilised.

As far as we are aware this practice is not followed in Egypt and the recent instructions to banks for a minimum "Reserve" ratio of 15 % does not take into consideration this liability.

From the point of view of the private banker the margin of cash above the legal minimum required should be such, that he does not find himself precluded from granting loans to important customers and be forced to refuse increased lines of credit to old clients.

This brings the question to the important question of what a reasonable cash ratio should be and how it could be influenced.

The cash ratio may be improved in two ways, by attracting more deposits and by borrowing. Moreover, it may also be improved by a switch from sight to time deposits (where a smaller cash ratio is required for such deposits).

In this connection opinions again differed : some thought that there was no practical difference between sight and time deposits while others insisted that different cash ratios were necessary for each category of deposits. It is immaterial here to examine at length the practice in the various countries but we may mention that the U.S.A., France, Italy, Belgium and some other European countries follow the latter principle, while here in Egypt the legislator has not differentiated between sight and time deposits.

The switch from time to demand deposits in various countries during the last twenty years is an interesting development.

Proportion of demand deposits to total deposits
(per cent)

	1930	1950
Finland	25	50
Germany	45	75
India	50	75
Ireland	20	35
Sweden	12	32
Switzerland	11	49
United Kingdom	53	66

The switch from time to demand deposits is attributed to the small interest now granted on time deposits which make depositors prefer having their money deposited on demand. The reduction in the interest rate on time deposits is in its turn reflecting the loss of importance in the differentiation between sight and time deposits to the bankers. High interest rates on time deposits were previously customary, owing to (a) the possibility of lending such deposits at longer terms, (b) the smaller cash reserves legally or in practice required, and (c) the smaller costs for running such accounts.

We give below the rates of interest granted at present in some foreign countries :

	<i>Demand deposits</i>	<i>Time deposits</i>
Belgium	$\frac{1}{2}$	1 to $2\frac{1}{2}$
Denmark	$\frac{1}{2}$ to $\frac{1}{2}$	$3\frac{1}{2}$ to $4\frac{1}{2}$
France	$\frac{1}{2}$ to $\frac{1}{2}$	1 to $2\frac{3}{4}$
Germany	1 to $1\frac{1}{2}$	3 to 5
Holland	$\frac{1}{2}$	1 to $2\frac{1}{2}$
India	$\frac{1}{2}$ to $1\frac{1}{2}$	$1\frac{1}{4}$ to 3
Italy	$\frac{1}{2}$	2
Spain	1	2 to 3
Switzerland	$\frac{1}{2}$	$\frac{3}{4}$ to $1\frac{1}{2}$
United Kingdom	—	$\frac{1}{2}$
U.S.A.	—	$2\frac{1}{2}$
Egypt	$\frac{1}{2}$ to 1	$2\frac{1}{2}$ to 3

In Egypt interest on demand deposits at 1 % is rather scarce and its granted to very important clients only, while for time deposits the 3 % interest is only rarely exceeded.*

We previously said that the cash ratio may be improved by attracting more deposits and by borrowing. With regard to the latter, it remains to be seen who is the lender.

Since the introduction of the Central Bank System, the lender is usually the Central Bank of the respective countries. Before the introduction of exchange control regulations any bank abroad could be the lender. However since the war international bank borrowing has greatly declined and thus commercial banks are tied up by rules and regulations laid down by their respective Central Banks.

In London certain Houses have specialized in the lending at very low rates, to big and small banks on the security of bills but finally it is the Bank of England which acts as lender of Last Resort. In U.S.A. under the Federal Reserve System it is the Reserve Banks which act as lenders of last resort.

Central banks in most countries are prepared to discount at very good terms government short term paper and advance against the security of government stock. Thus these two assets rank among the most liquid assets of banks. Second in rank of liquidity are short commercial bills with no longer than 3 months life. Such bills bearing at least two trade signatures and endorsed by the banks, are customarily accepted by central banks for rediscount, but in most legislations and in Egypt there is no obligation on the part of the central banks to discount such bills and it ultimately remains at their discretion to reject any bills without having to give reasons for it.

It would be too long here to try to enumerate the methods adopted by various countries and banks in connection with advances and loans but it may be mentioned that the general prin-

* The very low interest granted on savings deposits in Egypt 1 to 1 1/2 0/0 explains the small ratio of such deposits to total deposits.

ciple is that loans and advances should be for short-term periods and whatever the security whether bills, shares, stocks or mortgage, when for longer periods should be left to specialised institutions. Thus in many countries banks are divided into deposit banks in which case according to the rules — in many countries very strict — they should abstain from long-term lending, and finance institutions.

Among the liquid bank assets we must distinguish the self liquidating assets (bills discounted and other instruments of credit resulting from real commercial transactions, whose settlement in the near future is certain) and the transferable or shiftable assets. Moreover, the extent of liquidity of each sort of asset is primarily its acceptability by the Central Bank as security for advances or for rediscount. It was thus pointed out that in Sweden, paper resulting from mortgage advances — mainly long term — is considered quite acceptable for rediscount by the Swedish National Bank. In U.S.A. it was also pointed out that about half of secured loans, were term loans with maturities exceeding one to five years and mostly repayable by instalments and such loans were eligible as security for advances from the Federal Reserve Bank.

The above examples brought the extreme remark, that commercial banks are as liquid as their Central Bank would like them to be.

Discrepancies exist in the calculation of the Cash and Liquidity ratios. In some cases cash plus balances with the Central Bank are taken as a percentage of sight deposits or total deposits. In Egypt according to the recent legislation, in the calculation of the *reserve* ratio, only balances with the National Bank of Egypt are taken into consideration. (It would have been expected that the first item entering into the calculation of a "Reserve" ratio should have been "cash in hand"). Differences also exist in the working out of the denominator.

With regard to the calculation of the liquidity ratio things are still worse and each country has its own rules and regulations regarding what is a liquid asset and what not. In modern sense,

liquidity is shiftability to other holders and ultimately to the Central Bank.

The figures in the following table are not strictly comparable and the discrepancies shown — especially in the liquidity ratio—between the various countries is due rather to the systems of calculation used than to basic difference of banking structure that would be inferred from the actual figures :

	<i>Cash Ratio</i>	<i>Liquidity Ratio</i>
<i>End of 1950</i>		<i>(per cent)</i>
Austria	10	20
Belgium	4.2	81.5
Denmark	10.6	34
Finland	17	40
France	5.7	84.1
Holland	10	55
India	11.5	56.3
Italy	16.1	47.7
Norway	15	43.4
Pakistan	12.3	—
Spain	13.1	69.5
Sweden	7.8	47.9
Switzerland	5.8	28.1
United Kingdom	8	45.8
U.S.A.	29.7	73.4

In Egypt the average cash ratio which is subject to heavy seasonal fluctuation was at the end of 1950, 26 %, while it was as high as 40 % in September 1951. As it may be seen this ratio is much higher than in any other country except the United States, where also it has an important seasonal fluctuation. The keeping of a high cash ratio in U.S.A. is actually due to bitter past experience. The very low level of cash ratio in Belgium, France, Switzerland and Sweden is also worth noting.

In connection with liquidity it was pointed out that holdings of liquid assets is made compulsory by the authorities not so much to protect depositors — for this purpose deposit insurance has been introduced in many countries — but in order to reach

certain ends which are associated with the monetary policies of the countries. Thus the increasing holdings by banks of government paper has forced certain Central Banks to consider as *free reserves*, holdings of liquid assets over and above the minimum required by law.

A striking difference between banks in Egypt and abroad is the enormous percentage of total assets constituted by holdings of government paper.

Proportion of Government Securities to total assets (per cent)

	1938	1943	1950
Belgium	73.8	78.5	57.9
France	22.6	70.3	25.2
Italy	49.6	47.5	31.6
Mexico	4.0	12.5	14.7
South Africa	22.1	62.1	49.4
Sweden	4.3	27.2	10.2
United Kingdom	43.2	74.5	60.2
U.S.A.	54.8	79.7	61.7

In all the above countries there is a notable diminution from the peak figures of 1943. This is due not so much to a reduced amount of Government securities held as to inflated total balance sheets.

In Egypt the proportion of government securities held by banks to total bank assets does not exceed 1.5 % to 2 %* and is explained by the low yield of government paper in Egypt and the smallness of the national debt in comparison to total bank assets. Also it must be taken into consideration that in the absence, until the beginning of 1951, of a central bank, commercial banks, were not always sure that in case of need they could get an advance against such a security. The lightness of the local stock exchanges makes also problematic the possibility of

* In the above calculation holdings of the National Bank of Egypt have not been taken into consideration (For the sake of those interested the relative figures of the N.B.E. were 35 %, 52 % and 56 % for the respective years).

sale of large quantities of government securities within a reasonable time without incurring a very heavy loss.

II

The reference to banks holdings of government securities brings us to the second part of the Conference's work, namely the control of inflation, a subject strongly connected to the previous.

The increasing danger of inflationary trends registered all over the world, brought about the argument that it is impossible for any individual country to fight inflation, as inflation is imported from abroad. The argument was more than once put forward also in Egypt, but in many cases it is open to discussion. For, if each country looked after its own inflation, there would be no case for an imported one. Usually a local inflation is super-imposed to the one coming from the exterior. Further a country will not import inflation unless it is inflating itself. A country may always restrain a rise in the local prices by re-valuing its currency in terms of the currencies of the inflating countries. Moreover, each country should give its utmost attention and untiring efforts to combat an evil which undermines the bases of the state and civilisation.

Many methods for combatting inflation have been tried the effectiveness of which depends, first on the cause and second on the extent already taken by inflation. Thus, for all practical purposes each country is individually responsible for the appropriate and effective instruments taken for slackening or halting inflation.

The traditional instruments ; the raising of the discount rate and open market operations by the Central banks have more than once in recent years failed to attain their purpose.

The principal methods of control other than the classical ones already mentioned, as far as this is attainable through commercial banks, are :

- a) The raising of the legal cash reserve requirements of commercial banks,

- b) the fixation of discount platforms,
- c) forced holdings of government paper, and
- d) qualitative and voluntary controls.

The first, the raising of the cash reserve requirements is frequently nullified by conflicting action of the Central Banks, which in pursuance of government policies for keeping government paper interest low, purchase government securities on the open market or make direct advances to the treasury. The failure of such policies was seen in Sweden and not long ago in the U.S.A. The conflict between the Federal Reserve Board and the Treasury the outcome of which is still doubtful is exactly due to the two conflicting policies of the Treasury which would like to keep interest rates low by pegging long and short term government paper and the wish of the Federal Reserve Board to raise the interest rates as a means of fighting inflation. The pegging of prices requires purchases by the Federal Reserve Banks of government paper offered for sale, thus increasing the reserves of commercial banks. The policy of pegging carried during the depression following the termination of the war, was ill-timed when maintained at the period of full employment and increasing inflation which followed the Korean outbreak of hostilities. This was soon recognised in U.K. and Sweden, and government paper was unpegged and interest rates left free.

The fixation of discount — platforms was introduced in war devastated countries like, France, Italy, Belgium, Germany, etc. It was coupled with a forced retention of holdings of government paper and compulsory purchases of new amounts to keep pace with eventual increases in deposits. This policy of ceiling fixation of credits and rediscount platforms instituted in France permitted the Banque de France to fix maximum rediscount facilities for each bank. This was an extreme measure and originally failed its purpose as although the amounts of credit created were fixed, banks were free to grant loans to whomsoever they wanted. It was thus found necessary to control also the direction of credit and appropriate institutions were created to control the needs of each branch of industry. These measures were from time to time softened by open market operations by

the Banque de France and the granting of loans against priority paper. Rediscount was also made possible at a rate 1% above the official rediscount rate for medium term paper at other public institutions which in their turn could rediscount such paper at the Banque de France. It was further found necessary from time to time to raise the ceiling when the credit situation became too tight.

However, the forced holding and the forced purchase of new amounts of low interest yielding government paper was criticized as unjust and discriminatory. Thus banks were forced to keep and buy such paper, while other institutions — such as insurance companies etc. — were left free to invest in other more remunerative investments. This evidently was causing an unfavourable effect on bank profits.

The direct control of credits, belongs to the category of qualitative controls and its introduction in France, U.K., Germany, Italy, etc. was found as an excellent instrument of government dirigism. Directions to industry — for exports — were thus more easy by a tightening or loosening of credit lines. It was, however, found that even this way for combatting inflation was short of expectations, as an increase or decrease of credits to a certain category of industry was not sufficient to cause its expansion or its contraction. From reports received it would however appear that this sort of control was successful in U.K., France, and Italy, but not in Sweden and Holland. It was further found that the notion that credit expansion is harmless — if not beneficial — so long as it corresponds to the "needs of trade" still persists.

Voluntary controls were introduced in Switzerland, Sweden, U.S.A. and other countries, and include the tightening of credit in other respects than raising the discount and advances rate. Under it better types of collateral are required, a decrease in the maturity of loans, or as in the U.S.A. borrowers are required to maintain deposit balances amounting to a certain proportion of the loans granted to them.

The classical raising of the discount rate by the central banks is no longer considered so effective in reducing customers'

demands as the higher rates of interest on the supply of funds granted by lending institutions (cost of obtaining new bank reserves by the attraction of fresh deposits).

The control of inflation through the supervision of commercial banks' advances, and credits is a cause of great concern to them. As this compartment of banking business is the most profitable, difficulties arise for keeping up earnings with rising costs. The sacrifice of commercial banks is greatly resented as in most cases it is not followed by a general government policy for keeping prices down (subsides — taxation etc.)

The responsibility of the various elements of the economic structure of a country in connection with inflation may be summarised in the following :

- a) Business should not expect to have unlimited access to credit from commercial banks ;
- b) Commercial Banks should not expect to have unlimited access to cash from Central Banks ;
- c) Governments should not expect to be able to finance their borrowing at unduly cheap terms ;
- d) The Central Bank (or the Treasury) should accept the responsibility of seeing that the supply of cash provided to the system is kept within the necessary limits.

III

As the addresses made by the various speakers during the conference covered more than one side of the problems we have thought it more advisable to refer to them separately. We give below a short review of the main arguments.

Mr. Beckhart of the Chase National Bank pointed out to the changed conception of liquidity. Self-liquidating paper was originally described as arising out of commercial transactions, the consumation of which automatically brought repayment. It now referred to assets which were shiftable to the Central Bank. In U.S.A., up to March 1931, Government securities could be

shifted to the Federal Reserve Banks at more or less fixed prices. Since then their shiftability depended largely on the power of the market to absorb such securities. He also pointed out that *Cash Reserves* were originally meant to meet deposit withdrawals while they are now regarded as a device for the controlling of credit. Moreover, such reserves are fixed in relation to the *volume* of deposits and not to their *velocity* which according to him was a much more important factor.

Prof. Sayers emphasized the same point stating that the liquidity notion in the 19th century was that short-term liabilities should be matched by liquid assets. At present this had changed into degree of shiftability of the assets. Thus liquid assets are now for all intents and purposes only assets rediscountable by Central Banks, and *formal* liquidity has prevailed over *intrinsic* liquidity.

Mr. Lorain, of the *Sté Gle. pour Favoriser*, Paris, pointed out that some 25 to 30 years ago rediscount was very seldomly resorted to by banks and only in extreme cases. Usually new savings were keeping up the pace with demand for investments. However, continuous devaluations and loss of purchasing power of money was a cause of discouragement for new savings.

More radical and more destructive, were the arguments of Sir Theodore Gregory. He stressed the fact that most of the papers submitted and speeches on the subject dealt rather with expedients than cures. *Central banks were devising means for correcting mistakes for which they were partly responsible* (largely due to effects of Exchange Control). Bankers, he said, should ask themselves whether their *existence* under present tendencies was possible or even necessary. According to him inflation was not effectively handled, and consequently, public confidence in deposits steadily disappeared. He suggested the institution of *valorised deposits*, namely the revaluing of deposits at certain periods, thus making good any loss due to diminishing purchasing power of money. He compared the role of banks under planned economy to government departments taking instructions from the latter; and their investment policy, to waste-paper baskets for government paper. As remedies, he suggested,

the enlightening of the public and through it the legislative assemblies and the independence of Central Banks from Government intervention. The speech of Sir Gregory met with a general applause on the part of the audience which fell more or less unanimous on both the criticism and the remedies.

The speakers who followed Sir Theodore added little to the subjects already stressed.

IV

The second part of the Conference which dealt with the "Financing of Foreign Trade" was treated *en parvis parvis*.

Not only most of the time table of the Conference was devoted to the liquidity and inflation subjects but also the papers received from various economists, jurists and bankers, on the Financing of Foreign Trade had not been summarised for the sake of the delegates.

More than one of the papers submitted dealt with the systems of documentary credits adopted in various countries, and any detailed reference for non-specialised readers would be dull reading. For this reason we stress only the main arguments raised by some of the speakers.

The discussions were opened by H.E. Ugo la Malfa, Italian Minister of Foreign Trade, and remained throughout the duration of the Conference at a very high technical level. A profuse documentation on the sterling area had been submitted and distributed to the delegates and the Chairman from the start excluded all discussions of problems arising from this subject.

The classical instruments of International trade were reviewed and the success of the E.P.U. (European Payments Union) as central clearing house, in the progress of multilateral trade and freedom of trade in general was particularly emphasized. It was generally agreed that the financing of trade through documentary credits had been supplanted by acceptance credits of *90 days acceptance* — which provided ample time for shipment in Europe.

Lord Chorley, of the London School of Economics delved into the difficulties which face international trade. He singled out the necessity for the unification of commercial law (by agreement of businessmen and international state action), and spoke of the 1926 Geneva convention regarding the uniformity of the law for bills of exchange.

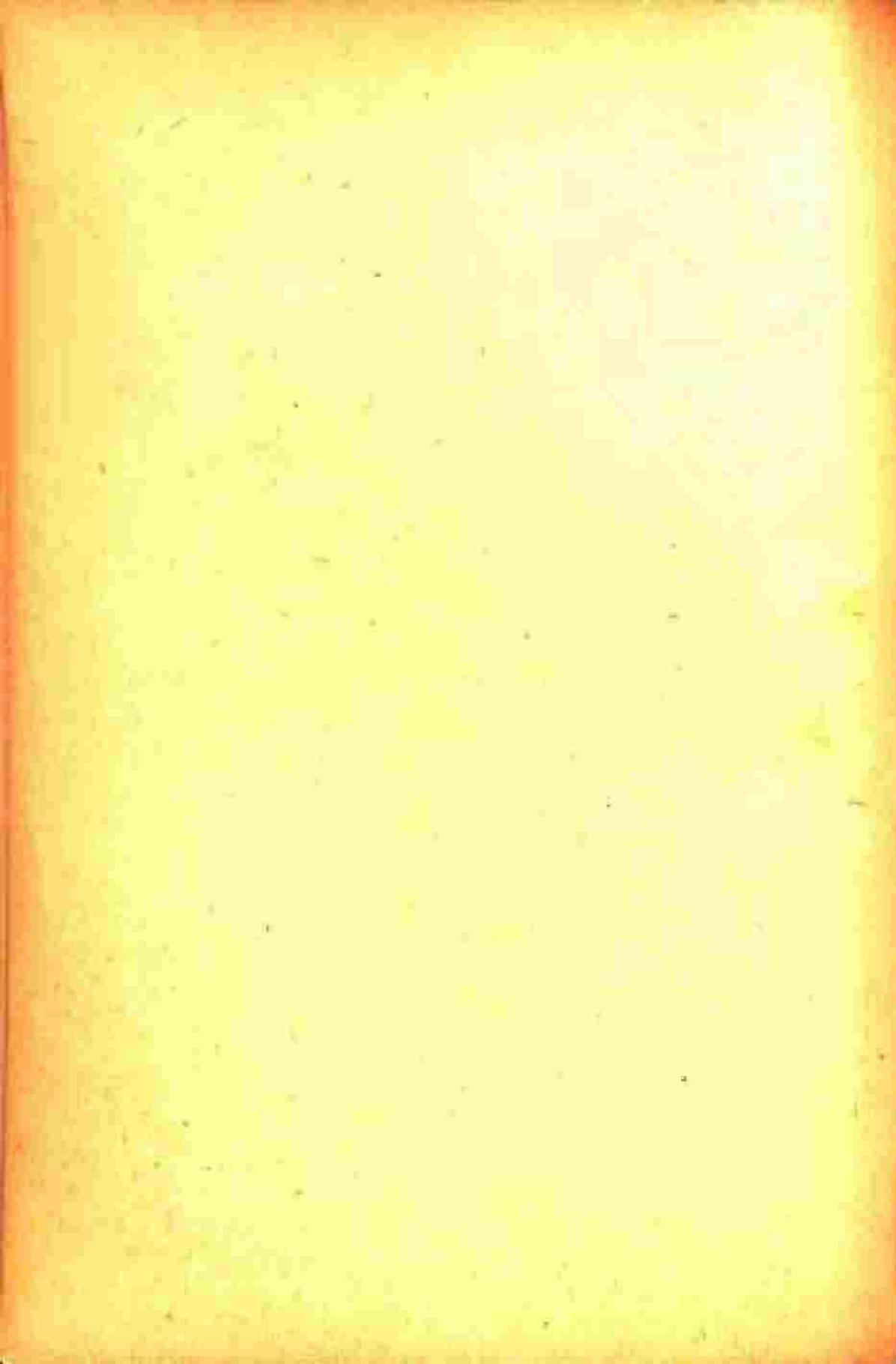
Mr. Megrah of the London Institute of Bankers commenting on the same subject raised the absence of international common nomenclature, and uniformity in bills of lading.

The gold clause as an instrument to insure the interests of the exporters was another point raised by Mr. Megrah who insisted upon official aids to exporters through : an insurance of export credits, the granting of privileges (such as a retention of part of foreign exchange receipts) and the supply of information on markets conditions overseas.

The importance and the working of the Export Credit Guarantee Department in London was stressed by other British speakers.

The spreading and generalising of compulsory credit insurance against payers' insolvency and exchange rate risks which would bring down premiums, was advocated by most of the speakers. Thus it was said that normal risks, such as private insolvency could be better covered by private underwriters, while abnormal, such as political (devaluations, blocking of proceeds etc.), should be covered by government institutions.

A. S. MANDICAS



ANALYSES ET COMPTES-RENDUS

H. MENDESHAUSEN : *Le Développement Economique des Pays du Moyen-Orient et de l'Amérique Latine durant la deuxième guerre mondiale et ses possibilités dans la présente conjoncture.*(1)

L'objet de cette étude est de rechercher l'incidence de l'effort actuel d'armement des Puissances Occidentales sur le progrès économique des pays insuffisamment développés en se reportant à ce qu'il advint dans ces pays durant la période de la deuxième guerre mondiale.

De quelle façon ces pays réalisèrent-ils un certain développement économique durant la dite période ? Ont-ils reçu de l'aide de l'étranger et de quelle nature ? Ces précédents peuvent-ils s'appliquer à la période actuelle de réarmement et de tension internationale, période qui peut se prolonger pendant des années sans pour autant dégénérer en une guerre totale ? Voilà les questions auxquelles l'Auteur se propose de répondre.

Il est deux façons de concevoir le progrès économique d'un pays. La première se rattache au concept de l'industrialisation et l'autre à celui de l'amélioration des niveaux de la vie et du travail.

Les pays insuffisamment développés sont pour la première, tandis que les pays industriels occidentaux penchent pour la deuxième. Ces deux concepts peuvent cependant s'accorder. Mais les partisans de l'un et de l'autre sont généralement en désaccord sur ce qu'ils considèrent comme les premiers pas du progrès économique.

Le point de divergence le plus aigu entre les deux conceptions est celui de savoir s'il faut donner la priorité aux grandes

(1) *Economia Internazionale*. — Revue de l'Institut d'Economie Internationale. Avril 1931, Gênes.

installations et particulièrement aux industries lourdes plutôt qu'à l'amélioration des terres arables et de l'outillage des paysans et des artisans.

L'Auteur s'attache à mettre en évidence le progrès ou l'absence de progrès dans l'un et l'autre cas.

D'après lui l'effort d'armement considérable du monde occidental fera surgir dans les pays insuffisamment développés deux problèmes : celui de l'insuffisance de certaines fournitures étrangères et celui du développement de la production de certaines matières premières nécessaires à la défense. D'autre part le dit effort est susceptible de stimuler dans les pays insuffisamment développés les investissements de capitaux dans les domaines connexes à la défense ou bien rendus nécessaires par l'insuffisance des importations de certaines fournitures.

Ces circonstances se reflètent sur les politiques de développement économique des deux groupes de pays. Les pays insuffisamment développés tendront à s'assurer le maximum d'aide de l'étranger sous la forme de fournitures et de conseils en rapport avec leur propre politique, tandis que les Puissances Occidentales se verront obligées de limiter l'aide à raison de l'absorption de leurs ressources par les armements et concentrer leur aide en des projets ayant pour objectif de créer des ressources additionnelles pour leur effort de défense.

De la sorte l'aide au développement de l'extérieur peut se trouver en opposition avec la politique de développement intérieur. Une large compréhension mutuelle peut cependant faciliter la coopération. De plus, même sans un accord formel, des mesures autonomes peuvent rendre possible à un pays d'aiguiller à l'avantage de son propre développement général l'aide étrangère accordée dans un but se rattachant à l'effort de la défense.

L'Auteur passe ensuite à l'examen des incidences de la deuxième guerre mondiale sur l'économie des pays insuffisamment développés et plus particulièrement dans les domaines agricole, extractif, manufacturier, du commerce extérieur, du revenu national, de l'assistance financière étrangère, de l'inflation monétaire, des investissements, etc.

En ce qui concerne l'Égypte, l'Auteur, tout en signalant l'effort d'accroître les cultures vivrières au dépens des produits d'exportation, constate que, dans l'ensemble, la production agricole est restée inchangée et qu'elle a même été affaiblie à certains égards pendant la guerre, ce que nos statistiques sont venues confirmer.

Pour ce qui est de l'industrie extractive, l'Auteur n'a pas constaté des changements importants sauf l'augmentation de l'exploitation des ressources utiles à la consommation locale et la réduction de celles intéressant l'exportation d'ailleurs entravée par la pénurie des moyens de transport ou par la fermeture de certains marchés étrangers.

En ce qui se rapporte à l'industrie manufacturière, l'Auteur donne les indices de la production des différents pays insuffisamment développés, le chiffre 100 représentant la production de l'année 1939 ou 1938-39.

A ce propos il nous est pénible de constater une fois de plus la pénurie des données statistiques égyptiennes. Aussi l'Auteur n'a pas pu donner pour l'Égypte un indice général et a dû se contenter de ceux de la production des tissus de coton (253) et du ciment (247).

De même l'Auteur n'a pas pu fournir, comme pour les autres pays, le pourcentage de la production locale absorbée par les troupes alliées.

En ce qui concerne le commerce extérieur des susdits pays, l'Auteur donne des indices de l'importation de biens de production qui sont très défavorables comme pour les autres marchandises en général, ce qui est à l'origine de l'accumulation des créances en sterlings à un rythme qui fut le plus élevé pour l'Inde et l'Égypte qui viennent après Cuba.

Abordant les points relatifs au revenu national, aux investissements et à l'inflation, l'Auteur estime que si l'on tient compte de la hausse des prix, l'augmentation réelle du revenu national a été généralement insignifiante. A cet égard aussi l'Égypte est absente du tableau des indices relatifs à tous ces domaines.

D'après l'Auteur cependant, en ce qui concerne le Proche-Orient en général, les investissements n'ont pas été supérieurs à l'usure de l'outillage national. Quant à l'aide financière étrangère, elle fut pratiquement nulle.

L'Auteur signale enfin l'apport des troupes alliées à l'ensemble de l'économie locale. Sans doute, dit-il, elles ont contribué à la création de certaines nouvelles entreprises de production avec l'assistance des techniciens des armées et des moyens de fortune pour satisfaire essentiellement les besoins des armées. Cela a cependant contribué à la formation d'une main-d'œuvre spécialisée dont le pays a tiré profit par la suite. D'autre part d'immenses stocks de marchandises — biens de production et de consommation — furent écoulés sur le marché local à des prix avantageux et le commerce local a pu réaliser des profits substantiels. Mais, dans l'ensemble, la présence des armées n'a pas produit que des effets bienfaisants. En effet ces dernières ont, par leur présence, déterminé une inflation des prix, des services et des biens de consommation, et l'usure de l'outillage national tandis que le développement de certaines productions a été sérieusement entravé par la concentration des efforts en d'autres directions.

L'auteur s'est ensuite appliqué à rechercher si l'effort de la défense des pays occidentaux serait susceptible de produire les mêmes effets que ceux qu'il a signalés pour la période des hostilités.

En ce qui regarde le commerce d'importation, il estime que, pendant la dernière guerre, les importations avaient fortement diminué. Cela ne devrait pas se produire pendant la présente conjoncture, bien que l'offre de certains produits puisse se contracter. Quant aux exportations, notamment des matières premières, il est vraisemblable qu'elles auraient tendance à se développer. Cependant il n'est pas à exclure que les pays exportateurs du Moyen-Orient prennent les mesures nécessaires pour éviter l'accumulation excessive de créances étrangères gelées, et l'inflation dont ils souffrent encore aujourd'hui.

Par contre il faut s'attendre à ce que l'aide financière et technique de l'étranger soit assez substantielle ne fût-ce qu'en

vue de promouvoir certaines productions nécessaires à l'armement. De sorte que l'industrialisation du pays avancera bien plus que durant la grande guerre.

En conclusion, dit l'Auteur, il est vraisemblable que durant la période du réarmement le progrès économique des pays insuffisamment développés sera caractérisé par certains aspects enregistrés pendant la dernière guerre sans que ces pays aient pour autant à subir les inconvénients constatés alors.

Les pays du Moyen-Orient et de l'Amérique Latine en général devraient accroître leur potentiel de production sans pour autant avoir à réduire leurs achats à l'étranger et sans subir une baisse du niveau de vie des propres populations tandis qu'ils pourront enregistrer une certaine augmentation du revenu national réel.

Il est évident que l'ordre de grandeur des avantages que les dits pays pourront réaliser dépendra en grande partie de leur esprit de prévoyance et d'organisation et d'une politique à longue vue conçue rationnellement et en temps utile.

Dr. I.G.L.

EMILE JAMES : *L'Union Européenne des Paiements.*

Il nous est particulièrement agréable de donner à nos lecteurs un bref compte rendu de l'étude d'un de nos distingués collaborateurs occasionnels, le Professeur Emile James, sur l'Union Européenne des Paiements parue dans la « Revue Economique » du mois de Septembre 1931.

Née en juin 1930, l'U.E.P. avait pour objectif immédiat de ranimer les échanges entre pays européens qui avaient été réduits à un chiffre dérisoire en raison surtout des restrictions à l'importation et de l'insuffisance des moyens de paiement.

Et cela en établissant un système de paiements entre les pays avec le concours des Banques Centrales, de la Banque de Règlements Internationaux d'une part, et l'appui du Plan Marshall d'autre part.

L'U.E.P. était censée réaliser à la longue le retour à la convertibilité des monnaies européennes entre elles, condition primordiale au rétablissement normal des échanges.

En fait, l'U.E.P. est une sorte de clearing où s'opère, par voie de compensation multilatérale, le règlement des dettes et créances des Banques Centrales des pays européens membres de l'organisation résultant des échanges commerciaux de chacun de ces pays.

Le règlement des déficits et excédents qui se produisent entre Etats membres peuvent être réglés par des crédits et des paiements en or en base des quotas attribués à chaque pays proportionnellement au commerce visible et invisible de chaque pays en 1939.

Les créateurs de l'U.E.P. ne se faisaient pas d'illusion sur la réalisation de leur objet essentiel qui était de promouvoir une politique tendant à un rapide développement des échanges intra-européens par la suppression graduelle des restrictions et discriminations qui les paralysaient.

Toutefois des résultats appréciables sont désormais acquis. Sans attribuer à l'U.E.P. le mérite du développement qui s'est produit depuis sa création dans les échanges, ni de la stabilisation relative des cours des changes constatée jusqu'à ces derniers temps, l'auteur reconnaît que « c'est grâce à elle que la compensation entre les divers pays européens est devenue beaucoup plus facile ».

Des difficultés ont surgi à la suite de déficits et d'excédents trop importants au débit ou au crédit de certains pays sans compromettre toutefois l'existence de l'institution qui continue à s'acquitter de sa tâche.

Cependant l'auteur lui reproche son système trop automatique tandis que de l'avis des experts consultés par l'O.N.U. en 1948, il fallait adopter une politique souple qui tint compte des situations individuelles et des causes variées des déficits et des excédents enregistrés. Mais l'adoption d'une telle politique qui nécessite, d'après l'auteur, l'extension des pouvoirs de l'U.E.P.

ne saurait être envisagée avant que « le prestige de la jeune institution n'ait été accru par son fonctionnement efficace sur des bases moins ambitieuses pendant un certain nombre d'années ».

En deuxième lieu il semble à l'auteur que les créateurs de l'U.E.P. aient témoigné d'une « confiance excessive dans le pouvoir *équilibrant* des mouvements d'or et des ouvertures de crédit à court terme, surtout lorsqu'il s'agit de déséquilibres structurels, graves et durables.

Enfin, Mr. James estime que l'U.E.P. devrait s'intéresser davantage à l'amélioration des rapports commerciaux et monétaires entre l'Europe et le reste du monde.

En l'état actuel des choses elle a sans doute rendu des services appréciables mais elle n'est pas armée pour atteindre des objectifs plus essentiels tels que la protection efficace contre l'instabilité monétaire, l'interconvertibilité des diverses monnaies européennes, le plein emploi, l'équilibre intra-européen ou international à long terme, objectifs dont la réalisation constitue une des aspirations universelles.

Dr. IJ. LEVI.

كتب حديثة

يناير - مارس ١٩٥٢

OUVRAGES REÇUS

(Premier Trimestre 1952)

محمد كامل أمين مفتي بك : الشركات - تأسيسها وإدارتها والتطويعها وفوائدها ولما فيها من القوانين المصرية الحديثة دار الكتاب العربي - القاهرة - سنة ١٩٥٠ - ص ١ - ٥٧١

قانون جنائي

محمد فتحي بك : علم النفس الجنائي علما ونسلا - جزان - مكتبة النهضة المصرية - القاهرة - سنة ١٩٢٩/١٩٥٠

قانون دولي عام

دكتور محمد حافظ قلم : الأمن الدولي - مطبعة دار نشر الثقافة - الاسكندرية - سنة ١٩٥٠ - ص ١٢٨

قانون العمل

دكتور محمد حلمي مراد : قانون العمل - الجزء الأول - مكتبة النهضة المصرية - القاهرة - سنة ١٩٥٠ - ص ١ - ٣١١

قانون عيني

احمد تشات بك : رسالة عينات في التعديلات - جزان - مطبعة الامتداد - القاهرة - سنة ١٩٥٠ - الطبعة الخامسة

دكتور سليمان مراد : أصول الايكات في المواد المدنية - الطبعة العالية - القاهرة - سنة ١٩٥٢ - ص ٥٢٥

دكتور عبد المنعم البلوي : أثر مدين المدة في الالتزام - مطبعة جامعة مؤاد الاول - القاهرة - سنة ١٩٥٠ - ص ٣٨٧

دكتور محمد علي عرفة : شرح القانون المدني الجديد في التأمين والمعاشات الصغيرة - مطبعة جامعة مؤاد الاول - القاهرة - الطبعة الثانية - سنة ١٩٥٠ - ص ٥٧٥

تاريخ

احمد أمين : فجر الإسلام - مكتبة النهضة المصرية - القاهرة - طبعة مائة - سنة ١٩٥٠ - ص ١ - ٣٢٢

عبد الرحمن الرفاعي : في المقاب النور المصرية | الجزءان الثاني والثالث | - مكتبة النهضة المصرية - القاهرة - سنة ١٩٥٠ ١٩٥١

دكتور علي البراهيم حسن : مصر في المصور الوسطى - مكتبة النهضة المصرية - القاهرة - سنة ١٩٥٠ - ص ١ - ٥٩٠

شريعة اسلامية

علي الخفيف : عنصر احتساب المعاملات الشرعية - مطبعة السنة الحميدية - القاهرة - سنة ١٩٥٠ - طبعة ثالثة - ص ٢٥٢

محمد زكي عبد البر : نظرية تحمل التبعة في الفقه الإسلامي - الجزء الاول - مطبعة المطبعة الجديدة - القاهرة - سنة ١٩٥٠ - ص ٢٢٧

ضرائب

خيرات صيف : الضريبة على التركات وإصلاحها وأسس تقديمه في التشريع المصري | دار الفكر العربي - القاهرة - سنة ١٩٥٠ - ص ٢٨٢

كمال عبد الرحمن الجوف : نظام الضرائب المصري : الضريبة على ايراد رؤوس الاموال المتلوة - شركة امتداد - القاهرة - سنة ١٩٥٠ - ص ٣١٨

قانون تجاري

دكتور فريد مشرفي : اصول القانون التجاري المصري - مكتبة الانجلو المصرية - القاهرة - سنة ١٩٥١ - ص ٤٧٤

مسائل دولية

QUESTIONS POLITIQUES
ET INTERNATIONALES

- دكتور راشد البراوي : حرب البترول في الشرق الأوسط. مكتبة النهضة المصرية. القاهرة، طبعة ثالثة، سنة ١٩٥٠، ص ١٦٩.
- W. Y. ELLSOT & N.A. Mc DONALD. — Western Heritage. (3rd. pub.) New-York, 1950, pp. XVI, 1927).
- Y. GLUCKSTEIN. — Stalin's Satellites in Europe. (Allen & Unwin, London, 1951, pp. 333).
- J. G. Mc DONALD. — My Mission in Israel 1948-1951. (V. Gollancz, London, 1951, pp. XII, 275).
- B. RUSSELL. — New Hopes for an Changing World. (Allen & Unwin, London, 1951, pp. 208).
- STRAUSS. — Irish Nationalism and British Democracy. (Methuen London, 1951, pp. X, 307).

الاقتصاد

ECONOMIE

- دكتور حسين خلاف : مبادئ الاقتصاد - الجزء الأول - مكتبة النهضة المصرية - القاهرة، طبعة ثالثة، سنة ١٩٥٠، ص ٢٨١.
- دكتور محمد فهمي لهيبة : الدخل الأعلى الوارد وقتلنا، مكتبة النهضة المصرية - القاهرة، سنة ١٩٥٦، ص ٢٢٦.
- وهيب صبيحة : الأسعار والنفقات، مكتبة النهضة المصرية، القاهرة، سنة ١٩٥٠، ص ٢٨١.
- وهيب صبيحة : السنة الانتصار، مكتبة الإنجاز المصرية، القاهرة، سنة ١٩٥٠، ص ٢٤١.
- ALBERT AFTALION & AUTRES. — La Monnaie (Ed. Domat Montchretien, Paris, 1952), pp. 499).
- R. G. HAWTREY. — Economic Aspects of Sovereignty. (Longmans, London, 1952, pp. VII, 191).
- O.E.C.E. — La Coopération Econo-

mique Européenne. 2ème Rapport préparé par l'O.E.C.E., Nov. 1951. (O.E.C.E. ed. Paris, 1951, pp. 42).

O.E.C.E. — European Economic Co-operation. A Second Survey prepared by the (O.E.C.E., Nov. 1951. (O.E.C.E. ed. Paris, pp. 41).

O.E.C.E. — La stabilité financière et la lutte contre l'inflation. (O.E.C.E. ed. Paris, 1951, pp. 110, 2 diagrammes et 38 tableaux).

O.E.C.E. — Financial Stability and Fight against Inflation. (O.E.C.E., Paris, 1951, pp. 99, 2 Diagrams and 38 Tables).

D. RICCI. — Théorie de la Valeur. Eléments d'Economie Politique Pure. (Malfaul ed. Milan, 1951, pp. XIII, 225).

W. ROEPKE. — Problem of Economic Order (National Bank of Egypt ed. Cairo, 1951, pp. 38).

UNITED NATIONS. — Formulation & Economic Appraisal of Development Projects. 2 Vols. (U.N. New-York, 1951).

E. WHITTAKER. — A History of Economic Ideas. (Longmans, 1950, pp. XII, 760).

QUESTIONS SOCIALES

- J. COMAS. — Racial Myths (Unesco, Paris, 1951, pp. 51).
- L. C. DUNN. — Race and Biology. (U.N.E.S.C.O., Paris, 1951, pp. 48).
- O. KLINBERG. — Race and Psychology. (U.N.E.S.C.O., Paris, 1951, pp. 40).
- A. ROSE. — The Roots of Prejudice. U.N.E.S.C.O., Paris, 1951, pp. 44).

DIVERS

- N. ANGELL. — After All. Autobiography of N. Angell. (Hamilton, London, 1951, pp. XII, 370).
- U. BRITAIN. — Search After Sunrise. (MacMillan, London, 1951, pp. 271).

RELEVÉ DES PRINCIPAUX ARTICLES PARUS DANS LES REVUES EGYPTIENNES ET ETRANGERES

(Premier Trimestre 1952)

REVUES EGYPTIENNES

الاقتصاد والحسابية

العدد ٢٠ - القاهرة - ١ يناير ١٩٥٢

- | | |
|---|--|
| جهود نادي التجارة المكنى لتخصيص عمالية حسابيات الشركات | عيد الجليل العمري بك : التضخم والغلاء
عزى وتعليق : قطع الملائات |
| التشوة الاقتصادية : التعليم التجاري ومدى مساهمته لتطور الاقتصاد في مصر | الدكتور محمد علي رفعت : على هامش مشكلة القطن - سبيل المعالجة
أخبار الاقتصادية |
| التشاطر الصناعي في عصر (بقية)
مشاكلنا القريبية ... | ج. أ. كروج : الاستخدام الرشيد للأيدي العاملة |
| محاسبة التكاليف : طريقة الاجر بالقطعة | التصديقات الشرق الأوسط : تجارة الشرق الأوسط مع بريطانيا |
| دليل التمويل : تحديد الإيرادات الخامسة للضريبة القانون رقم ١١ لسنة ١٩٢٩ | الاسواق والمعاملات المالية لعام ١٩٥٢ |
| بيان الملكية الصناعية : من شهر نوفمبر ١٩٥١ | أخبار الاقتصاد العالي : تحسين الأحوال الاقتصادية في هولندا |
| الانطلاق التجاري مع لبنان ... | الظن : خلال النصف الثاني من ديسمبر ١٩٥١ |
| قوانين وقرارات : تقرير رسم التدفئة | |

العدد ٢١ - القاهرة - ١٥ يناير سنة ١٩٥٢

- | | |
|---|--|
| أخبار الاقتصاد العالي : الضائقة المالية في بريطانيا | احمد عثمان : الجنيه المصري في الاسواق العالمية |
| الأوراق المالية : خلال عام ١٩٥١ - وخلال الأسبوعين الأولين من عام ١٩٥٢ | عزى وتعليق : العناية للمحاصيل القطنية - غلاء الاسعار - نقص كميات التمغ |
| حالة مصر الاقتصادية في عام ١٩٥٢ | الدكتور محمد علي رفعت : عنصر الفاشية في الاقتصاد المصري |
| القطن : في النصف الأول من يناير سنة ١٩٥٢ | أخبار الاقتصادية |
| مشاكلنا القريبية : الخسارة المسببة لسنة المازنة - الربط بعد قرار لجنة القطن | استعمال احتياطي هيوز الاسعار
تصنيع البلاد |
| محاسبة التكاليف : الطرق المعدلة لمصر الاجود | التصديقات الشرق الأوسط : واردات الشرق الأوسط من بريطانيا |
| دليل التمويل : تحميل ضريبة القيمة المضافة (القانون رقم ١٢ لسنة ١٩٢٩) | فتح الاعتماد المستندي وعلاقته بمرافقة العملة
تقدم التأمين في مصر |
| قوانين وقرارات | |

العدد ٢٢ - القاهرة - أول فبراير ١٩٥٢

- أحمد عثمان : علينا أن نواجه الشعب بالحقائق
عربي وتعليق : معالجة التضخم - سياسة
الضرائب - الأجانب
عبد الجليل العمري بك : التدخل الحكومي
في سوق القطن
أخبار اقتصادية :
حسن عبد العزيز كريس : سياسة مصلحة
السكك الحديدية المصرية الآتية والاقتصادية
ج. أ. كروج : التصديقات الشرق الأوسط
أخبار الاقتصاد العالي والتهوؤن بالتصديقات
اندونيسيا

العدد ٢٣ - القاهرة - ١٥ فبراير ١٩٥٢

- أحمد عثمان : اثر الحوادث الاخيرة على التصديقات
عربي وتعليق : مجز اليزابية - الاسلح
الفاخلي - زيادة عدد الموظفين - كساد
سوق القطن - مجال الحال الخربة .
الدكتور محمد علي رفعت : التضخم المالي
بين الحقيقة والخيال
أخبار اقتصادية
عبد الحميد كلويوش بك : الجمرك ونظام
الضرائب فيه
التصديقات الشرق الأوسط : تجارة الذهب
في الشرق الأوسط
ج. أ. كروج : التهوؤن بالريف الى مستوى
الفضل

العدد ٢٤ - القاهرة - أول مارس ١٩٥٢

- أحمد عثمان : سياسة الكشف
عربي وتعليق : زيدوا الشروط الاكثيف اسلح
القرى - مدن العمال - الحكم المالي
محمد علي رفعت : سياسة الكشف والحرمان
أخبار الاقتصادية
مصطفى شوقي : مسئلة أعضاء مجلس
الإدارة في الشركات المساهمة
التصديقات الشرق الأوسط : البنك الدولي
للتعمير والإنشاء والشرق الأوسط -
الذرة المنشآت الصناعية الكبيرة .
أخبار الاقتصاد العالي : تزايد ديون بريطانيا

الأوراق المالية : في النصف الثاني من يناير
١٩٥٢
سياسة التنمية الصناعية في الهند
القطن : في النصف الثاني من يناير ١٩٥٢
العلاقات التجارية بين مصر والبحر
محاسبة التكاليف : حصر العمل وزيادة المداخيل
دليل العمول : الضريبة على أيراد دأوس
الأموال المنقولة - الديون والودائع والتأمينات -
تنظيم اجراءات الاحتياطي الاكثافي والشمولي
لمنة الضمان والراجحة - بيان الملكية
الصناعية من شهر ديسمبر ١٩٥١
قوانين وقرارات

أخبار الاقتصاد العالي : صندوق التعمير الدولي
والاستقرار الاقتصادي في العالم
الأوراق المالية : في النصف الأول من فبراير
الأزمة الاقتصادية في بريطانيا والأزمة
الاقتصادية في مصر
القطن : خلال النصف الأول من فبراير
الاستهلاك العالي للقطن في عام ١٩٥٠-١٩٥١
محاسبة التكاليف : المصروفات الصناعية
غير المباشرة
دليل العمول : الضريبة على أيراد دأوس
الأموال المنقولة : الأمداء من الضريبة على
قوائد الديون والودائع والتأمينات
قوانين وقرارات

الأوراق المالية : في النصف الثاني من فبراير
سوق العمول : ملخص محاضرة لعالي عبد
الجليل العمري بك
القطن : في النصف الثاني من فبراير
الدكتور يوسف جرجس بروسوم : تنظيم العمل
التجارية والصناعية
محاسبة التكاليف : تحصيل المصروفات الصناعية
غير المباشرة على الأقسام المنتجة
دليل العمول : تحديد البالغ الى فرض عليها
ضريبة قوائد الديون والودائع والتأمينات
- فرض تجزئية - قوانين وقرارات -
بيان الملكية الصناعية من يناير ١٩٥٢

مجلة لخرافة الإسكندرية

السنة الخامسة عشرة - العدد ١٨٢ الإسكندرية - ديسمبر ١٩٥١

كلمة الشهر

- النظم الاقتصادية المصري في مؤتمر
 الغرف التجارية العربية
 في التجارة والاقتصاد :
 يوسف الفرياني : النقل البحري وأسعار
 التفريغ والتوليد
 شؤون الفرياني :
 فوزي عبد القادر الميلاوي : عمليات البورصة
 والعربية على الأرباح التجارية والصناعية
- أبناء وفراوات مختلفة :
 - قانون رسم الدفعة وثواتين بتعديل بعض
 أحكام قوانين الضرائب
 الأسواق التجارية والمالية في شهر نوفمبر
 سنة ١٩٥١ .
 - النظم المصري - النظم الأمريكي -
 البكرة - الحبوب - الأوراق المالية -
 حركة التخزين بخازن شركة الاستيداع
 العمومية المصرية في الإسكندرية وبورسعيد
 والسويس في شهر نوفمبر سنة ١٩٥١
 - لتعارف التجاري

**BULLETIN DE LA CHAMBRE DE COMMERCE
 EGYPTIENNE D'ALEXANDRIE**
15^{ème} Année, No. 183 — ALEXANDRIE, DECEMBRE 1951

General agreement on tariffs and trade.

السنة ١٧ ، العدد ١٨٣ الإسكندرية - يناير سنة ١٩٥٢

- كلمة الشهر : مشكلة التلاء وازمة الوثود
 في التجارة والاقتصاد : الاستاذ يوسف الفرياني
 - تجارة مصر الخارجية في عام ١٩٥١
 الاقتصاد المصري في سنة ١٩٥١ : من خلال
 حركة بورصتي العلوود والأوراق المالية
 شؤون الفرياني : الاستاذ فوزي الميلاوي -
 التقلبات الفرائية وأثرها في استقرار النظام
 الفرياني المصري
 أبناء وفراوات مختلفة :
 لجنة دائمة للدعاية للنظم المصري ،
 وفراوات وزارية متنوعة ، زيادة الرسوم
- التعديلات في التعريفة الجمركية السورية
 الأسواق التجارية والمالية في شهر ديسمبر
 سنة ١٩٥١ : النظم المصري ، النظم
 الأمريكي ، البكرة ، الحبوب ، الأوراق
 المالية ، حركة التخزين بخازن شركة الاستيداع
 العمومية المصرية في الإسكندرية وبورسعيد
 والسويس في شهر ديسمبر سنة ١٩٥١
 لتعارف التجاري

**BULLETIN DE LA CHAMBRE DE COMMERCE
 EGYPTIENNE D'ALEXANDRIE**
16^{ème} Année, No. 184 — ALEXANDRIE, JANVIER 1952

Lois, Décrets, Arrêtés, etc.

السنة السادسة عشر ، العدد ١٨٤ الإسكندرية ، فبراير سنة ١٩٥٢

- مؤتمر الغرف التجارية العربية في بيروت
 شؤون الفرياني :
 الاستاذ فوزي الميلاوي : الناتج التي تعرف
 لأعضاء مجالس إدارة الشركات ولعمومها
- الشريعة على إيراد رؤوس الأموال المتقونة
 في عالم الصحافة :
 المسئمة الفرنسية للإقامة المحفوظة
 والمنتجات الزراعية

الاسواق التجارية والثانية في شهر يناير ١٩٥٢
النظر المصري ، النظر الأمريكي ، البقرة ،
الحبوب ، الاسواق المالية
حركة التخزين بمطاحن شركة الاستصلاح
العمومية المصرية في الاسكندرية وبورسعيد
والسويس في شهر يناير سنة ١٩٥٢
للتعارف التجاري

في العالم الاقتصادي الخارجى :
الحالة الاقتصادية في أوروبا
البناء وفرارات :

مولد حضرة صاحب السمو الملكي الامير
احمد فؤاد ولي العهد - الاحكام المصرية
في مصر وشؤون وفرارات وزارية مختلفة
تنظيم الامتحان الخامس بمهنة المحاسبة
والراجحة

مصر الصناعية

السنة ٢٨ - العدد الاول القاهرة - يناير ١٩٥٢

مسائل الضرائب : منشورات مصلحة الضرائب
- احكام قضائية
المعامل التجارية : الاتفاقيات التجارية بين مصر
وسويسرا - الاتفاقيات التجارية بين مصر
وتشييكوسلوفاكيا
البناء مننومة - المطبوعات الفنية
التاليفات الحكومية
النصوص التشريعية التي تهم الصناعة والتي
صدرت خلال تلك الفترة من اول ديسمبر
١٩٥٢ الى اول يناير سنة ١٩٥٢

الإفتتاحية : ميزانية الامية
تجريات الصناعة المصرية
مكافحة الامية (١) عرض لاهم احكام القانون
رقم ١١ لسنة ١٩٤٤ بمكافحة الامية
المنقولة الشعبية
مسائل العمل : احكام لجان التوفيق والتحكيم
(اختصاص اللجان)
الحالة الاقتصادية في الشرق الاوسط
الإنسان في صناعة الفنادق

L'EGYPTE INDUSTRIELLE

28ème Année, No. 1 — LE CAIRE, JANVIER 1952

EDITORIAL : Le budget de la Na-
tion
Chronique de l'industrie égyptienne.
La lutte contre l'analphabétisme.
Questions du travail ; Jurisprudence
des comités de conciliation et d'ar-
bitrage.
La situation économique au Moyen-
Orient

Le crédit hôtelier
Questions fiscales : Circulaires de
l'Administration des Impôts, Ju-
risprudence en matière fiscale.
Commerce extérieur : Accords com-
merciaux
A travers la presse technique
Actes législatifs
Adjudications gouvernementales.

القاهرة ، فبراير سنة ١٩٥٢

السنة ٢٨ ، العدد ٢

مركز الكاونسلوك في العالم
البناء مننومة
المطبوعات الفنية
تجريات العمال
التاليفات الحكومية
النصوص التشريعية التي تهم الصناعة والتي
صدرت خلال هذه الفترة من اول يناير الى اول
فبراير سنة ١٩٥٢

الإفتتاحية : حوادث ٢٦ يناير - أزمة صناعة
الحرير - كتابنا السنوي
تجريات الصناعة المصرية
مكافحة الامية (٢) نتائج تطبيق القانون في
حدوث التصاريح العام لمكافحة الامية
مسائل العمل : احكام لجان التوفيق والتحكيم
(اختصاص اللجان)
الحالة الاقتصادية في تركيا

L'EGYPTE INDUSTRIELLE

38ème Année, No. 2 — LE CAIRE, FEVRIER 1952

EDITORIAL : Les incidents du 28 janvier

Chronique de l'industrie égyptienne
Exécution de la loi sur la lutte contre l'analphabétisme

Questions du travail : Jurisprudence des Comités de Conciliation et d'Arbitrage

Progrès et problèmes économiques de la Turquie

La situation monétaire du Caucase

A travers la presse technique
Informations diverses

Actes législatifs

Adjudications gouvernementales

Syndicats ouvriers.

البنك الاهل المصري

النشرة الاقتصادية

الجلد الرابع - العدد الرابع - القاهرة 1951

سوق الاوراق المالية

التطن

التجارة الخارجية

تقديرات ميزانية الدولة عن السنة المالية

1951/1951

التعديلات الجديدة في الفرائض المباشرة

الموازن والمقاييس والتكاليف

الاسطول التجاري المصري

في السودان :

الحالة العامة

التطن

الحاصلات الأخرى

التجارة الخارجية

في الخارج :

الاستثمار الخارجي الفردي في تركيا

البنك الدولي للإنشاء والتعمير

تقرير البنك المركزي بنزول بلاندا

القسم الإحصائي

ملاحظات وتعليقات :

سعر التبادل السنوي الجديد للجنيه

المصري

العودة إلى الأسطة النقدية التقليدية

للدعم القوة الشرائية للعملة المختلفة

الكتاب السنوي لاتحاد الصناعات المصرية

نسبة التبادل الخارجي

القات الرئيسية :

تطور الشركات المصرية بعد الحرب

ميزان مدفوعات مصر في النصف الأول

من سنة 1951

التشؤون الاقتصادية :

في مصر :

التطورات النقدية

التقلبات النقدية الموسمية

الحرف الأجنبي

نظم الرقابة على النقد

الاتفاقيات التجارية

الذهب

NATIONAL BANK OF EGYPT

ECONOMIC BULLETIN

Vol. IV, No. 4 — CAIRO, 1952

Notes and Comments :

New Local Parity for the Egyptian Pound

Half-hearted Retrenchment.

The Purchasing Power of World Currencies still falling

The Useful Beck

Writing on the Wall

LEADINGS ARTICLES :

Development of Egyptian Companies since the War
Egypt's Balance of Payments, First Half Year, 1951.

ECONOMIC REVIEW :

EGYPT :

Monetary Developments
Seasonal Monetary Fluctuations
Foreign Exchange
Exchange Control Regulations
Trade and Payments Agreements
Gold
Stock Exchange
Cotton
Foreign Trade
The 1951/52 Budget Estimates

New Amendments to Direct Taxes
Weights and Measures
Egyptian Mercantile Marine

SUDAN

General
Cotton
Other Crops
Foreign Trade

FOREIGN :

The Encouragement of Foreign Investments in Turkey
The Sixth Annual Report of the International Bank for Reconstruction and Development
Report of the Reserve Bank of New Zealand

STATISTICAL SECTION

**BRITISH CHAMBER OF COMMERCE
OF EGYPT JOURNAL**

VOL. XXXVIII, No. 1 — CAIRO, JANUARY, 1952.

Crystal-Gazing
Agricultural Machinery on Show
Notes of the Month :
New Year's Honours
Payment of Tax on Liquidation of Special Reserves
The F.B.I. Register of British Manufacturers
B.O.A.C. Anniversary
Amusement Tax
The 1952 British Industries Fair
The Estate Duty Law

Exhibitions in the U.K. in 1952.
Foreign Trade of Egypt
London Letter
Increase in Specific Customs Duties
Statistics
New Inventions and Processes
Egyptian Government Adjudications
Market Reports for December/January
Stocks and Shares
Officers of the Chamber
Particulars of Membership

**BRITISH CHAMBER OF COMMERCE
OF EGYPT JOURNAL**

VOL. XXXVIII, No. 2 — CAIRO, FEBRUARY, 1952

The Late King George VI
Restoring Confidence
Notes of the Month :
The New Ministry
Martial Law in Egypt
The Farmer & Stock Breeder Year Book (1952)
January 26, 1952
Parliamentary Bulletin
"Egypt Today"
Postal Parcels and Packets for India
Britain Buys Sudan Cotton
Four Million Tons of Shipping
The British Industries Fair 1952
Orders issued under Martial Law

London Letter
Law Relating to Weights and Measures
Amendment of Customs, General Ad Valorem and Excise Duties
Foreign Trade of Egypt
The Sterling Area Reserves
New Inventions and Processes
Declaration of Stocks
Market Reports for January/February
Egyptian Government Adjudications
Stocks and Shares
Statistics
List of Officers
Particulars of Membership

BULLETIN DE LEGISLATION ET DE JURISPRUDENCE EGYPTIENNES

50ème Année, No. 1 — ALEXANDRIE, 1951

Législation de novembre 1951.

Doctrines

Table annuelle de législation

Table annuelle des arrêts de la
Cour de Cassation et des Cours
d'Appel et des jugements des au-
tres Juridictions

Table annuelle des arrêts du Conseil
d'Etat

Table annuelle de la rétrospective
des arrêts de la Cour de Cassation.

DOCTRINE

HASSAN BOGHADADY BEY : De la
loi applicable en matière de mesu-
res provisoires

Législation (Décembre 1951)

Cours d'Appel et autres Juridictions

BULLETIN DE L'UNION DES AGRICULTEURS D'EGYPTE

L'EGYPTE AGRICOLE

49ème Année, No. 395 — LE CAIRE,
SEPTEMBRE-OCTOBRE 1951

GASTON BERTHEY : S. AVIGDOR
(4 Octobre 1870—2 Octobre 1951)

ETUDES ECONOMIQUES
ET AGRONOMIQUES

A. M. PSALTI : Le Jeu des Nat-
urels

ANALYSES ET COMPTES RENDUS

G.B. : Le Canal de Suez

CHRONIQUE AGRICOLE LOCALE

NOUVELLES DIVERSES

Le Coton

La Culture du Lin

Les Céréales

Fruits et Légumes

La politique agricole des Domaines
de l'Etat

Irrigation et Drainage

Le Limon Obstruteur

Une Forêt de 12.000 feddans

Pour la Construction de Silos

L'eau potable aux Fellahs

Stocks Cotonniers

BIBLIOGRAPHIE

Revue de la Presse Locale

L'EGYPTE AGRICOLE

49ème Année No. 396 — LE CAIRE,
NOVEMBRE-DECEMBRE 1951

ETUDES AGRONOMIQUES

ET ECONOMIQUES

La régularisation du Nil

G. CATZEFLIS : La lutte contre le
ver de la feuille

ANALYSES ET COMPTES RENDUS

G.B. : L'agriculture et l'élevage en
Afrique du Nord.

CHRONIQUE AGRICOLE LOCALE

Etat et perspectives des cultures en
Septembre 1951.

Etat et perspectives des cultures en
Octobre 1951.

Etat des irrigations et du drainage en
Septembre 1951.

Etat des irrigations et du drainage en
Octobre 1951.

TROISIEME ESTIMATION DE LA
RECOLTE COTONNIERE POUR
1951.

NOUVELLES DIVERSES

Le coton

Le riz

Pasteurisation du lait

Défrichement de 200.000 feddans

A propos du « Cotton Dust » et du
D.D.T.

L'exportation des produits agricoles
Stocks Cotonniers

BIBLIOGRAPHIE

Revue de la presse étrangère

Italie

Trinidad

Canada

U. R. S. S.

**LA GAZETTE FISCALE, COMMERCIALE
ET INDUSTRIELLE**

4ème Année - Nouvelle Série, Nos. 13 - 14 — ALEXANDRIE,
SEPTEMBRE-OCTOBRE 1951

I. DOCTRINE

Dr DELAWER ALY : Des charges
déductibles des bénéfices imposa-
bles

J. N. SAIDENBERG : Des sous-locat-
ions estivales. (note)

II. JURISPRUDENCE

A — Jurisprudence égyptienne

B — Jurisprudence étrangère

III — LEGISLATION (Juillet, Août
et Septembre 1951)

IV — CIRCULAIRES FISCALES

V — CHRONIQUE.

4ème Année - Nouvelle Série, Nos. 15 - 16 — ALEXANDRIE
NOVEMBRE-DECEMBRE 1951

LEGISLATION FISCALE

Impôt sur les Revenus

Impôt Général sur le Revenu

Droit de Mutation sur les Succes-
sions

Droit de Timbre

REVUES ETRANGERES

THE BANKER

VOL. XCVII, No. 313 — LONDON, JANUARY, 1952

A Banker's Diary.

Bank Liquidity and the Markets.
The New Foreign Exchange Market.
Agenda for Sterling Conference.

HARRY NORRIS : Industry and the City.

Fire-Purchase under Scrutiny.

J.S. G. WILSON : France's Experiment in Credit Control.

A.C.L. DAY : Italy's Financial Policies since the War.

Salaries in the Clearing Banks.
International Banking Review.
Appointments and Retirements.
Banking Statistics.

DROIT SOCIAL

14ème Année, No. 10 — PARIS, DECEMBRE 1951

Droit Social 1952.

PREMIERE PARTIE : ORGANISATION PROFESSIONNELLE

LOUIS ARMAN : L'évolution des transports et les relations du Rail et de la Route.

PIERRE CARRIAS : Les cotentes rurales et le droit.

J. BOUTARD : Chronique législative (23 juillet — 24 octobre 1951).

Jurisprudence récente en matière d'organisation professionnelle.

ALFRED SAUVY : La situation économique.

DEUXIEME PARTIE : TRAVAIL
PAUL DURAND : Les rapports de l'entreprise et du comité d'entreprise.

ANNEXES :

I. — Le régime des opérations immobilières effectuées par les comités d'entreprises des caisses de sécurité sociale.

II. — Coopératives de consommation et comités d'entreprises.

III. — Les droits de l'employeur sur les cantines gérées par les comités d'entreprises.

IV. — Contrôle de l'employeur sur les locaux dépendant du comité d'entreprise.

MAURICE MEUNIER : Information Pratique : La notion de « cadre ».

J.B. : Chronique législative (23 juillet — 24 octobre 1951).

Informations récentes en matière sociale.

Jurisprudence récente en matière sociale.

Bibliographie.

TROISIEME PARTIE : SECURITE SOCIALE

ET PRESTATIONS FAMILIALES
La crise de la sécurité sociale et les positions de la Mutualité. Rapport de la Fédération Nationale de la Mutualité française.

Les charges sociales et leur réalité.

XXX : Vers le redressement financier de la sécurité sociale.

O. LAMBEAUX : L'assurance volontaire.

J. B. : Chronique législative (23 juillet—24 octobre 1951).

GEORGES CALLEBAT : Information Pratique : Les cotisations d'allocations familiales et la double activité dans le régime agricole.

Jurisprudence récente en matière de sécurité sociale.

Motion adoptée par le Conseil supérieur de la sécurité sociale le 12 novembre 1951.

DROIT SOCIAL

15ème Année, No. 1 — PARIS, JANVIER 1952

JOSEPH DUQUESNE.

PREMIERE PARTIE :
ORGANISATION
PROFESSIONNELLE

ROGER MAUGER : L'industrialisation de l'Algérie. Sa portée, son évolution, ses limites.

Répression pénale et répression administrative (A propos de la résistance aux vérifications du contrôle économique). Arrêt du Conseil d'Etat du 19 Juin 1951, avec les conclusions de M. le Commissaire du gouvernement LETOURNEUR et la note de M. Jean RIVERO. Professeur à la Faculté de Droit de Poitiers.

ALFRED SAUVY : La situation économique.

DEUXIEME PARTIE : TRAVAIL.
L'expérience des comités d'entreprises. Bilan d'une enquête (à suivre).

CLAUDE LAPIERRE : Le problème des zones de salaires.

XXX : Situation de la main-d'œuvre agricole au 1er Octobre 1951.

Mme BERGER : La transformation des prisonniers de guerre allemands en travailleurs libres.

DOCUMENT : La loi fédérale alle-

mande du 21 mai 1951, sur la coopération des travailleurs dans les Conseils d'administration et Conseils de direction des entreprises minières et sidérurgiques.

TROISIEME PARTIE :
SECURITE SOCIALEET PRESTATION FAMILIALES
(Publiée avec le Concours du Centre National de la Recherche Scientifique)

JULES MILHAU : L'autonomie de la Mutualité agricole.

J. KLATZMANN : Démographie agricole et sécurité sociale

H. G. POULIZAC : Les conditions psychologiques du reclassement des diminués physiques.

J. GUERRAND : INFORMATION PRATIQUE — La situation des voyageurs, représentants, placiers, au regard des législations de sécurité sociale.

Jurisprudence récente en matière de sécurité sociale.

Motion adoptée par le Conseil supérieur de la sécurité sociale, dans sa séance du 20 novembre 1951 ; vote adopté par le Conseil supérieur de la Mutualité, dans sa séance du 11 janvier 1952.

ECONOMETRICA

Vol. 20, No. 1 — CHICAGO, JANUARY, 1952

HOLLIS B. CHENERY : Overcapacity and the Acceleration Principle.

ROBERT SOLOW : On the Structure of Linear Models.

JANET A. FISHER: Postwar Changes in Income and Savings among Consumers in Different Age Groups.

GEORGE H. BORTS : Production Relations in the Railway Industry.

Report of the Santa Monica Meeting.

Report of the Minneapolis Meeting.

Book Reviews, Announcements, Notes and Memoranda.

ECONOMICA

31st Year, Vol. XVIII, No. 77 — LONDON,
NOVEMBER, 1951

EDWARD H. CHAMBERLIN : Monopolistic Competition Revisited.

FRANCIS E. HYDE, BRADBURY B. PARKINSON & SHEILA MARRINER : The Port of Liverpool and the Crisis of 1793.

RONALD S. EDWARDS : Industrial

Technologists and the Social Sciences.

G. MORTON : Notes on Linear Programming.

L. M. LACHMANN : The Science of Human Action.

Book Reviews, Books Received.

ECONOMICA

32nd Year : New Series, Vol. XIX, No. 73 — LONDON,
FEBRUARY, 1952

- ABBA P. LERNER : Factor Prices and International Trade
 I. F. PEARCE : A Note on Mr. Lerner's Paper
 MARGARET HALL and HENRY SMITH : Further Reflections on Retail Pricing
 P. T. BAUER and D. S. YAMEY : Competition and Prices : A Study of Groundnut Buying in Nigeria.
 MARGARET RIX : The Value of Bonus Issues
 WALTER N. STERN : The First London Dock Boom and the Growth of the West India Docks
 Book Reviews
 Books Received

THE ECONOMIC JOURNAL

VOL. LVI, No. 242 — LONDON, DECEMBER 1951

- G. D. A. MacDOUGALL : British and American Exports : A Study suggested by the Theory of Comparative Costs, Part I
 T. W. SCHULTE : The Declining Economic Importance of Agricultural Land
 P. T. BAUER and D. S. YAMEY : Economic Progress and Occupational Distribution
 K. LACEY : The Tucker Report and the Technique of Adjusting Taxable Profits for Price Changes
 G. HABERLER : Welfare and Free Trade — A Rejoinder
 L. W. MCKENZIE : Ideal Output and the Interdependence of Firms
 C. H. SHARP : Public and Private Financing of Industrial Enterprise
 H. G. JOHNSON : The Taxonomic Approach to Economy Policy
 N. KALDOR : Mr Hicks on the Trade Cycle
 Reviews
 Notes and Memoranda
 I.M.D. LITTLE : Electricity Tariffs — A Comment
 A. C. PIGOU : Professor Dursenberry on Income and Savings
 S. S. DENNISON : Official Papers : Railway Wages
 Current Topics
 Recent Periodicals and New Books.

**JOURNAL OF COMPARATIVE LEGISLATION
AND INTERNATIONAL LAW**

THIRD SERIES — VOL. XXXIII — PARTS III & IV
LONDON, NOVEMBER 1951

- The Late Mr. C. E. A. BEDWELL, 1878 to 1950
 The Dinner of the Society
 H. P. ROMBERG, Esq. : The Central Legal Office for the British Zone of Germany
 JOSEPH SCHACHT, Esq. : Foreign Elements in Ancient Islamic Law
 GEOFFREY SAWER : The Case of Bank Nationalization
 Dr J. SUSSMANN : Law and Judicial Practice in Israel
 H. H. GRAVESON : The Teaching of Comparative Law in the U.S.A.
 K. E. ROBINSON, Esq. : The Public Law of Overseas France since the War
 G. H. BOUSQUET : Islamic Law and Customary Law in French North Africa

- NORMAN B. MARSH, Esq. : Penal
Clauses in Contracts : A compar-
ative Study
- Z. COWEN, Esq. : Notes on Consti-
tutional Developments in the Com-
monwealth — Appeals to the Privy
Council.
- W. R. LEDERMAN, Esq. : Canada
- Z. COWEN, Esq. : Commonwealth of
Australia
- ELLISON KAHN : South Africa
- Z. COWEN, Esq. : British West In-
dies
Notes
- Notices of Books

ETUDES ET CONJONCTURE

6ème Année, No. 6 — PARIS, NOVEMBRE-DECEMBRE 1951

- Les problèmes démographiques de
l'Asie
- Le mouvement migratoire Indo-Pa-
kistanais
- Comparaison entre les situations éco-
nomiques de l'Inde et du Pakis-
tan
- La situation économique du
Pakistan
- La situation économique de
l'Union Indienne
- L'Economie Iranienne et le Problème
du Pétrole
- La situation économique aux Philip-
pines.

INTERNATIONAL CONCILIATION

No. 476 — NEW-YORK — DECEMBER, 1951.

- J. B. CONDLIFFE : International Trade and Economic Nationalism.

JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL

79ème Année, No. 4 — PARIS,
OCTOBRE-NOVEMBRE-DECEMBRE 1951

DOCTRINE

- PAUL ROUBIER : Le droit unioniste
de la propriété industrielle (suite
et fin)
- M. SAPORTA : De certaines expo-

sitions du droit d'auteur dans les
rapports internationaux.

JURISPRUDENCE

BIBLIOGRAPHIE ET REVUE DES
REVUES.

THE JOURNAL OF POLITICAL ECONOMY

VOLUME LIX, No. 6 — CHICAGO, DECEMBER 1951.

- WILLIAM H. NICHOLLS : Domestic
Trade in an Underdeveloped Coun-
try — Turkey
- GEORGES E. LENT : Excess-Profits
Taxation in the United States
- BRUCE F. JOHNSTON : Agricultural
Productivity and Economic Deve-
lopment in Japan
- NEIL H. JACOBY : Perspectives on
Monopoly
- JAMES N. MORGAN : The Structure
of Aggregate Personal Saving
- ALVIN N. HANSEN : The Pigouvian
Effect
- Book Reviews
Books Received.

THE JOURNAL OF POLITICAL ECONOMY

VOLUME LX, No. 1 — CHICAGO, FEBRUARY 1952

- | | |
|--|---|
| ARTHUR F. BURNS : Hicks and the Real Cycle | Adjustment |
| MILTON FRIEDMAN : The «Welfare» Effects of an Income Tax and an Excise Tax | HARRY MENIG : A Functional Criterion for Wage Appraisal |
| J. M. LETICHE : Isaac Gervaise on the International Mechanism of | KENDIG & FELS : The American Business Cycle of 1879-85 |
| | Book Reviews |
| | Books Received |

JOURNAL OF THE ROYAL STATISTICAL SOCIETY

SERIES A (GENERAL)

VOLUME LXIV, Part III — LONDON, 1952

- | | |
|--|--|
| W. J. MARTIN : A Comparison of the Trends of Male and Female Mortality (With Discussion) | Application of Mathematical Statistics to Economics, 1943 — 1949 |
| D. J. MORGAN and W. J. CORLETT : The Influence of Price in International Trade : A Study in method (With Discussion) | C. V. FORD : Statistics of the British Motor Industry |
| H. S. MOUTHAKKER : Some Calculations on Electricity Consumption in Great Britain | The Editor of the «Statistics» : Wholesale Prices in 1950 |
| A. D. SCOTT : Bibliography of Ap- | Reviews of Books |
| | F.A.A.M. : Obituary : Sir George Epps, K.B.E., C.B. |
| | Statistical and Current Notes, Additions to Library. |

JOURNAL OF THE ROYAL STATISTICAL SOCIETY

SERIES A (GENERAL)

VOLUME LXIV, Part IV — LONDON, 1952

- | | |
|--|--|
| J. STAFFORD : Indices of Wholesale Prices (With Discussion) | Annual Report of the Council |
| MARJORIE DEANE : United Kingdom Publishing Statistics | Proceedings of the One Hundred and Seventeenth Annual General Meeting |
| COLIN CLARK : Urban Population Densities | Reviews of Books |
| Recent Advances in Mathematical Statistics, Bibliography, 1943-47. | Statistical and Current Notes, Additions to Library, Periodical Returns. |

THE MIDDLE EAST JOURNAL

VOL. 6, No. 1 — WASHINGTON, Winter, 1952

- | | |
|--|--|
| RAPHAEL PATAI : The Middle East as a Culture Area | Contents of the Quarter : Comment and Chronology |
| LEWIS V. THOMAS : Recent Developments in Turkish Islam | Economic Review |
| DONALD N. WILBER : The Structure and Position of Islam in Afghanistan | THOMAS B. STAUFFER : Labor Unions in the Arab States |
| DOROTHEA SEELYE FRANCK : Pakhtunistan — Disputed Disposition of a Tribal Land Develop- | Book Reviews |
| | Readers' Commentary |
| | Bibliography of Periodical Literature |
| | List of Periodicals Regularly Surveyed. |

REVUE D'ECONOMIE POLITIQUE

6ième Année, No. 6 — PARIS, NOVEMBRE-DECEMBRE 1951

DANIEL VILLEY : Examen de conscience de l'économie politique

PROBLEMES EUROPEENS

RAOUL DAUTRY : Le problème des transports européens

ALFRED SAUVY : Le Plan Schuman et l'économie européenne

PIERRE FROMONT : Le « Pool vert » ou l'organisation agricole de l'Europe Unie

ALBERT BARTHOLONI : Union économique et disparité des législations fiscales et sociales

Revue des Livres

REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

VOL. LXV, No. 1 — GENEVE, JANVIER 1952

JOHN PRICE : Les commissions d'industrie de l'Organisation internationale du Travail.

T. A. RYAN : La fatigue et l'effort dans leurs rapports avec les normes de rendement.

JOSEPH DONATO : Le Liban et sa législation du travail

RAPPORTS ET ENQUETES

La sécurité sociale dans les pays d'Amérique Centrale : I

STATISTIQUES

Notes explicatives

Chômage et emploi

Prix à la consommation

Salaires

Heures de travail

BIBLIOGRAPHIE

Publications du B.I.T.

Publications des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales

Autres publications

REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

VOL. LXV, No. 2 — GENEVE, FEVRIER 1952

Léon Jouhaux prix Nobel de la paix
L'Organisation internationale du Travail et les migrations

JACQUES BOUSSER et JEAN-JACQUES GILLON : L'inspection médicale du travail et l'organisation des services médicaux dans l'industrie en France

RAPPORTS ET ENQUETES

La sécurité sociale dans les pays d'Amérique centrale : II

Les conditions de travail dans les administrations publiques en Grande-Bretagne

STATISTIQUES

Chômage et emploi

Prix à la consommation

Salaires dans l'industrie manufacturière

Heures de travail dans l'industrie manufacturière.

BIBLIOGRAPHIE

Publications du B.I.T.

Publications des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales

Autres publications

WORLD AFFAIRS

Volume 5, No. 4 — LONDON, OCTOBER 1951

Editorial Note

B. CHENG : The Anglo-Iranian Dispute

W. BURMEISTER : Germany - Conditions of Political Recovery

K. M. SMOGORZEWESKI : France after the election

L. C. GREEN : The European Convention on Human Rights

HENDRICK BRUGMANS : The Col-

lege of Europe

SUSAN STRANGE : A European Agricultural Authority

W. M. SCAMMELL : The International Monetary Fund : An Interim Judgment

S. G. INMAN : Which Way Brazilian Economics ?

J. FRANKEL : The Pacific Pact

Notes on Current Books.

LEGISLATION

ECONOMIQUE ET FINANCIERE

(Premier trimestre 1952)

ACCISE

DECRET EXEMPTANT LE KEROSENE DU DROIT D'ACCISE OU DE CONSOMMATION (1)

NOUS, FAROUK Ier, ROI D'EGYPTE ET DU SOUDAN,

Vu la Loi No. 2 de 1930 portant modification du tarif douanier et les lois qui l'ont modifiée ;

Vu la Loi No. 4 de 1932 relative aux droits d'accise sur les produits du sol ou de l'industrie nationale ;

Vu la Loi No. 173 de 1951 prorogeant la date de présentation au Parlement du projet de loi concernant le tarif douanier et du projet de loi relatif aux droits d'accise.

Vu le Décret du 3 Avril 1948 modifiant le droit d'accise ou de consommation ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'Economie et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

DECRETONS

Art. 1. — Est exempté du droit d'accise ou de consommation le kérosène, qu'il soit produit du sol ou importé de l'étranger.

Art. 2. — Notre Ministre des Finances et de l'Economie est chargé de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur à partir de la date de sa publication au « Journal Officiel ».

BOURSES

DECRET PORTANT MODIFICATION DE CERTAINES DISPOSITIONS DU REGLEMENT GENERAL DES BOURSES DES CONTRATS (2)

NOUS, FAROUK Ier, ROI D'EGYPTE ET DU SOUDAN,

Vu l'article 72 du Code de Commerce National, modifié par la Loi No. 23 de 1939.

Vu l'article 12 du règlement général des bourses des contrats ratifié par le décret du 23 Août, 1948.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

DECRETONS

Art. 1. — Est ajouté un troisième alinéa nouveau à l'article 12 du règlement général des bourses des contrats, dont le texte est le suivant :

« Est établie une limite maximum de 10.000 (dix mille) cantars à l'achat ou à la vente, pour les transactions contractées à découvert. La même limite s'applique également au solde net des opérations d'arbitrage dont la limite ne devra pas dépasser 20.000 (vingt mille) cantars, à l'achat ou à la vente. Toutefois, sont exceptées de cette limite maximum les opérations ayant pour but la couverture de marchandises effectives. »

(1) «Journal Officiels» No. 27 (Numéro extraordinaire du 31 Janvier 1952).

(2) «Journal Officiels» No. 16 du 24 Janvier 1952.

Art. 2. — Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur à partir de la date de sa publication au « Journal Officiel ». (1)

DROITS DE DOUANE

DECRET PORTANT MODIFICATION DU DROIT AD VALOREM ETABLI SUR TOUTES LES IMPORTATIONS PAR RAPPORT A CERTAINS ARTICLES DEPORTES. (2)

NOUS, FAROUK Ier, ROI D'EGYPTE ET DU SOUDAN.

Vu la Loi No. 2 de 1930 portant modification du tarif douanier et les lois qui l'ont modifiée.

Vu le Décret du 12 Mai 1932 établissant un droit ad valorem de 1 pour cent sur toutes les marchandises importées et les décrets qui l'ont modifié.

Vu la Loi No. 173 de 1931 portant prorogation du délai de présentation au Parlement du projet de loi du tarif douanier et du projet de loi des droits d'accise ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

DECRETS

Art. 1. — Le droit ad valorem sur les marchandises mentionnées au tableau annexé au présent décret sera perçu aux taux qui y sont indiqués, et ce en remplacement des taux prévus par le Décret du 12 Mai 1932 et par les décrets qui l'ont modifié.

Art. 2. — Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur à partir de la date de sa publication au « Journal Officiel ».

T A B L E A U

No.	Désignation des marchandises	Taux du droit ad valorem %
104	Huiles fixes végétales et beurres végétaux repris aux Nos. 102 et 103, s'ils sont importés pour l'industrie	1
235b	Carbonate de Soude (soude naturelle ou artificielle)	3
721	Zinc brut, en masses, saumons ou plaques coulées : limailles, déchets et débris de vieux ouvrages	3

DECRET PORTANT MODIFICATIONS DES DROITS DE DOUANE SUR CERTAINS ARTICLES (3)

NOUS, FAROUK Ier, ROI D'EGYPTE ET DU SOUDAN.

Vu la Loi No. 2 de 1930 portant modification du tarif douanier et les lois qui l'ont modifiée ;

Vu le Décret du 14 Février 1930 portant établissement d'un nouveau tarif des droits de douane et les décrets qui l'ont modifié.

Vu la Loi No. 173 de 1931 relative à la prorogation du délai de présentation au Parlement du projet de loi du tarif douanier et du projet de loi des droits d'accise ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

(1) Ce décret a été publié en arabe au « Journal Officiel » No. 3 bis «As» (extraordinaire) en date du 8 Janvier 1932.

(2) « Journal Officiel » No. 13 (Numéro Extraordinaire) du 21 Janvier 1932.

DECRETS

Art. 1. — Les droits de douane sur les articles mentionnés au tableau annexé au présent décret seront perçus conformément aux taux qui y sont indiqués, et ce en remplacement des taux prévus au tableau «A» du tarif douanier.

Toute marchandise n'ayant pas acquitté les droits de douane avant la date de la mise en vigueur du présent décret sera taxée aux droits établis par ce décret.

Art. 2. — Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur à partir de la date de sa publication au Journal Officiel.

T A B L E A U

No.	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits
194	Huiles fixes végétales et beurres végétaux repris aux Nos. 102 et 103 s'ils sont importés pour l'industrie (1)		Exemptés
397	Glaces (2)		
	(a) brutes	Valeur	8 % avec un minimum de L.E. 1.500 milles (L.E. une et cinq cents millièmes) par 100 K.B.
	(b) doucies ou polies	Valeur	10 % avec un minimum de L.E. 1.875 (L.E. une et huit cent soixante-quinze millièmes) par 100 K.B.
	(c) étamées, argentées, dorées ou platinées	Valeur	15 % avec un minimum de L.E. 2.800 milles par 100 K.B.
	(d) les mêmes, biscoutées, gravées, taillées ou découpées	Valeur	15 % avec un minimum de L.E. 2.800 milles par 100 K.B.
399	Verres à vitres (2) :		
	(a) ordinaires	100 K.B.	L.E. 1.500 milles.
	(b) verres de couleur ou légèrement teintés, verres ordés	100 K.B.	L.E. 2 (L.E. deux)

(1) Sous réserve de dénaturacion aux frais des importateurs, de justification d'arrivée aux usines destinataires et de toutes garanties exigées par l'Administration des Douanes. En outre, pour les produits importés pour la savonnerie, le taux réduit ne sera appliqué qu'à ceux destinés à la fabrication du savon contenant au moins 60 % d'acide gras par rapport au poids.

(2) Doivent être taxés comme « glaces » les verres à vitres ayant reçu l'un des compléments de main-d'œuvre prévus pour les glaces : doucissage, polissage, étamage, arpentage, platinage, biscoutage, creuvre, taille ou découpage.

**DECRET EXEMPTANT LE KEROSENE DES DROITS DE DOUANE
ET DU DROIT AD VALOREM (1)**

NOUS, FAROUK 1er, ROI D'EGYPTE ET DU SOUDAN,

Vu la Loi No. 2 de 1930 portant modification du tarif douanier et les lois qui l'ont modifiée ;

Vu le Décret en date du 14 Février 1930, établissant un nouveau tarif des droits de douane et les décrets qui l'ont modifié ;

Vu le Décret du 12 mai 1933 établissant un droit ad valorem sur toutes les marchandises importées et les décrets qui l'ont modifié ;

Vu la Loi No. 173 de 1931 portant prorogation du délai de présentation au Parlement du projet de loi du tarif douanier et du projet de loi des droits d'accise ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'Economie et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

D E C R E T S

Art. 1. — Est exempté des droits douaniers l'article mentionné au tableau annexé au présent décret, et ce au lieu d'être assujéti aux taxes prévues au tableau «A» du tarif douanier.

Art. 2. — Sera exempté du droit ad valorem l'article mentionné à l'article précédent.

Art. 3. — Notre Ministre des Finances et de l'Economie est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur à partir de la date de sa publication au « Journal Officiel ».

T A B L E A U

No.	Désignation des marchandises	Droits
221 (c)	Kérosène :	} Exempté
	(1) à l'importation	
	(2) à la sortie des usines de raffinerie sous surveillance du Gouvernement	

IMPOTS

**LOI No. 5 DE 1932 PORTANT MODIFICATION DU TROISIEME ALINEA
DE L'ARTICLE 3 DE LA LOI No. 69 DE 1942 PORTANT ALLEGEMENT
DE L'IMPOT FONCIER EN FAVEUR DES PETITS PROPRIETAIRES
AGRICLES (2)**

NOUS, FAROUK 1er, ROI D'EGYPTE ET DU SOUDAN,

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté ;

Nous avons sanctionné et promulgués la loi dont la teneur suit :

Art. 1. — Le troisième alinéa de l'article 3 de la Loi No. 69 de 1942 portant allégement de l'impôt foncier en faveur des petits propriétaires agricoles, modifiée par les Lois Nos. 87 de 1944, 55 de 1945 et 23 de 1950, est remplacé par le texte suivant :

«Lorsqu'une aliénation entraîne dans la propriété un changement dont il résulterait que le contribuable soit privé de l'exemption ou

(1) «Journal Officiel» No. 27 (Numéro Extraordinaire) du 31 janvier 1932.

(2) «Journal Officiel» No. 37 du 14 Février 1932.

qu'un changement soit introduit sur les montants qu'il doit acquitter ou sur ceux qui lui sont déduits, le contribuable devra présenter une demande à cet effet à la Moudiriya dont il obtient la déduction du montant de l'exemption ou de l'allègement et dans le périmètre de laquelle ses terres sont situées, et ce en vue d'obtenir un formulaire d'une nouvelle déclaration dans laquelle l'état présent de sa propriété sera indiqué.

« Cette déclaration sera prise comme base pour la déduction du montant de l'exemption ou de l'allègement dont il bénéficiera annuellement, laquelle déduction commencera à partir de l'année consécutive à celle de l'aliénation. »

Art. 2. — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution de la présente loi, qui entrera en vigueur à partir du 1er janvier 1951. Il prendra les arrêtés nécessaires à son exécution.

Nous ordonnons que la présente loi soit revêtue du sceau de l'Etat, publiée au « Journal Officiel » et exécutée comme loi de l'Etat. (1)

PROPRIETE INDUSTRIELLE

Arrêté No. 339 de 1951 portant règlement d'exécution de la Loi No. 132 de 1949 sur les brevets d'invention et les dessins ou modèles industriels (*)

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.

Vu la Loi No. 132 de 1949 sur les brevets d'invention et les dessins ou modèles industriels ;

L'Assemblée Générale des Sections d'avis et de Législation au Conseil d'Etat entendu ;

ARRETE :

CHAPITRE I. — Des Brevets d'Invention.

1. — Des formalités à la demande de brevet.

Art. 1. — Toute demande de brevet est présentée au Bureau des Brevets d'Invention sur le formulaire No. 1, y annexé en modèle.

Art. 2. — Outre les pièces indiquées dans l'article 15 de la Loi, la demande du brevet doit être accompagnée :

- (1) d'une description sommaire de l'invention, accompagnée de dessins pour l'intelligence de son objet ;
- (2) d'un extrait du folio d'enregistrement au Registre de commerce ou d'un extrait officiel de l'acte constitutif de la Société ou d'une copie de ses statuts, lorsque le requérant est une Société ou un Organisme.
- (3) d'un duplicata du mémoire descriptif de l'invention et de son dessin de toute autre pièce qui a été annexée à la demande du brevet au moment de son dépôt dans le pays étranger, le tout dûment légalisé par l'Administration de la Propriété Industrielle de ce pays, et ce lorsque le dépôt de la demande est effectué en vertu de l'article 53 de la loi.

Ces documents sont présentés ensemble avec la demande ou dans un délai de trois mois au plus de la date de son dépôt ;

- (4) le certificat de protection temporaire s'il existe.

Art. 3. — Les demandes recevront des numéros consécutifs dans l'ordre de réception. Le numérotage commence le 1er janvier de chaque année.

(1) Cette loi a été publiée en arabe au « Journal Officiel » No. 12 en date du 19 Janvier 1952.

(*) Cet arrêté a été publié en arabe au « Journal Officiel » No. 61 bis Extr. en date du 12 juillet 1951.

Il est délivré au requérant un récépissé indiquant le numéro d'ordre de la demande, la date et l'heure de sa présentation.

La demande et ses annexes seront revêtues du sceau de l'Administration et porteront la mention du numéro d'ordre et de la date de présentation.

Art. 4. — Les demandes sont inscrites sur un registre spécial avec les indications suivantes :

- (1) Le numéro d'ordre de la demande.
- (2) La date de présentation de la demande.
- (3) Les nom et prénom du requérant, la dénomination ou la raison sociale de la Société ou de l'Organisme.
- (4) Les nom et prénom du mandataire, s'il existe.
- (5) Le nom du pays étranger qui a reçu le dépôt du brevet d'invention et la date de sa présentation, lorsque le dépôt est effectué en vertu de l'article 53 de la loi.
- (6) La date de l'arrêté octroyant le brevet et le numéro du brevet.

Art. 5. — Il sera tenu un répertoire alphabétique pour les demandes présentées à l'Administration ; ce répertoire mentionnera le nom du requérant, le nom de l'invention, le numéro d'ordre de la demande, la date et l'heure de sa présentation.

Le répertoire est mis à la disposition du public à la bibliothèque attachée à l'Administration des brevets d'invention.

2. — Des dessins d'invention

Art. 6. — La description de l'invention ne doit contenir aucun dessin ou croquis autre que les dessins graphiques et les équations chimiques ou tout dessin et équation semblables. Les équations seront interprétées par un dessin exécuté selon les formes établies dans les articles suivants ou par un croquis présenté sur de la toile à calquer ; ce dessin ou croquis sera annexé à la description de l'invention.

Art. 7. — Le dessin de l'invention sera exécuté sur papier à dessin très blanc, comprimé, de surface lisse, de qualité bonne et solide, et d'épaisseur moyenne ; il doit être tracé sans couleurs et susceptible d'être nettement reproduit photographiquement.

Le dessin ne peut être appliqué ou collé sur du papier fort.

Art. 8. — Le dessin sera exécuté sur des feuilles de papier ayant les dimensions suivantes : 33 cms. de hauteur sur 29 à 32 cms. ou 40 à 42 cms. de largeur.

Une marge libre de 1 1/2 cm. devra entourer le dessin ;

Plus d'une feuille pourra, le cas échéant, être employée.

Les différentes figures du dessin recevront des numéros d'ordre consécutifs et seront séparées par un espace suffisant.

Art. 9. — Le dessin sera exécuté selon les règles suivantes :

- (1) L'emploi d'une encre très noire « encre de Chine » pour l'alignement du dessin.
- (2) Les lignes doivent être claires et d'une épaisseur homogène.
- (3) La modération dans les traits de hachure et d'ombre ; ces traits ne doivent pas être adhérents ou rapprochés à un degré susceptible de créer une confusion.
- (4) Les traits d'ombre ne doivent pas présenter une grande différence, en épaisseur, des lignes du dessin.
- (5) Les parties en saillie du dessin et les traits d'ombre ne doivent pas être noirs ou colorés.
- (6) Le dessin doit être exécuté sous les dimensions suffisantes pour reproduire clairement l'objet de l'invention et ne doit représenter que les figures partielles qui assurent cette reproduction.

Les figures ne doivent pas porter les dimensions de tout ou partie de l'invention : néanmoins, l'indication des dimensions, au cas où elle y est portée, doit être faite par dessin, et non par écriture.

- (7) Les figures doivent être tracées dans un sens vertical, par rapport à la feuille du papier.
- (8) Les caractères et les chiffres, qui servent à indiquer les diverses parties du dessin doivent être écrits d'une manière claire sur 2 millimètres au moins de hauteur : les mêmes chiffres et caractères doivent être employés dans les différentes figures du dessin. Les caractères et les chiffres qui figurent en dehors du cadre du dessin, doivent être joints, par des lignes fines, aux parties auxquelles ils se rapportent.
- (9) Le papier de dessin ne doit présenter aucun pli, froissement, grattage ou autre trace susceptible de rendre la figure impropre à la reproduction photographique.

Art. 10. — Le papier à dessin doit porter les indications suivantes :

- (1) Le nom du requérant en tête du papier du côté gauche.
- (2) Le nombre de feuilles qui comprend le dessin : ces feuilles porteront en tête du côté droit, des numéros d'ordre.
- (3) Le mot « original » du côté droit sous l'indication précédente.
- (4) Le numéro d'ordre de la demande du brevet et la date de son dépôt, en tête du papier du côté gauche.

Aucune mention relative à l'appellation ou à la description de l'invention ne doit figurer sur le papier à dessin.

Le requérant ou qui pour lui doit apposer sa signature au bas de chaque papier à dessin du côté droit.

Art. 11. — L'original du dessin est déposé ensemble avec une copie conforme exécutée suivant les conditions et les formes prévues aux précédents articles : les caractères et les chiffres qui servent à indiquer les diverses parties du dessin ainsi que les lignes qui les joignent à ces parties seront tracés au crayon noir.

Lorsque le dessin est exécuté à la main, la copie peut être présentée sur de la toile à calquer.

La mention « copie conforme à l'original » doit figurer en tête de la copie du côté droit, sous l'indication relative au nombre de feuilles et au numéro d'ordre.

2. — Des échantillons et des modèles

Art. 12. — Le Bureau des Brevets d'Invention peut charger le demandeur d'un brevet relatif à des inventions chimiques dans les aliments, les substances médicamenteuses ou les compositions pharmaceutiques, de présenter deux échantillons de ces produits.

Le demandeur dresse une liste indiquant le genre des échantillons. Une description détaillée de l'invention doit figurer sur la liste ou y être annexée.

Mention doit être faite des échantillons présentés, en tête de la description détaillée de l'invention et dans la publication de la demande au Bulletin des Brevets d'Invention.

Art. 13. — Les échantillons mentionnés à l'article précédent sont présentés dans des flacons ayant, au plus, 8 cms. de hauteur et 4 cms. de diamètre extérieur, fermés hermétiquement par un bouchon et cochetés à la cire rouge. Tout échantillon doit porter une mention établissant son rapport au produit désigné dans la description de l'invention : la mention est faite sur une étiquette collée ou attachée à l'échantillon : dans ce dernier cas, l'étiquette doit avoir, au plus, 10 cms. de longueur et 3 cms. de largeur.

Art. 14. — Si l'invention consiste en une matière colorante, il en sera présenté un échantillon conformément aux dispositions des deux articles précédents. L'échantillon sera accompagné de modèles des objets imprimés ou teints avec cette matière ; les modèles devront être exécutés, autant que possible, d'une manière plate et fixés sur des cartes de 33 cms. de longueur et 21 cms. de largeur. Les cartes désigneront en détail l'opération d'impression ou de teinture et particulièrement celle de la composition des solutions des différents acides, de leurs degrés de concentration et de température, la durée de chaque opération ainsi que la capacité d'absorption de la couleur dans les acides de teinture ; ces cartes désigneront, également, la proportion des matières colorantes adhérentes aux tissus teints et la composition de la pâte d'impression ; elles devront en outre, porter une mention établissant le rapport entre la matière employée dans l'impression ou la teinture et la désignation qui en est donnée dans la description de l'invention.

Mention du genre devra figurer sur tout échantillon des matières toxiques, caustiques, explosives et inflammables.

Art. 15. — En dehors des cas précités, le Bureau peut, en cas de besoin et conformément aux prescriptions établies par lui, charger le requérant de présenter des échantillons ou des modèles.

4. — De l'examen de la demande de brevet

Art. 16. — S'il appert que l'invention peut être exploitée d'une manière contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, le Bureau des Brevets d'Invention peut subordonner l'acceptation de la demande à la renonciation par l'intéressé au droit d'exploiter l'invention à telle fin.

Art. 17. — Lorsque le Bureau décide d'apporter des modifications à la demande du brevet, il doit notifier sa décision, avec les motifs qui l'ont édictée, au requérant ou à son mandataire, et ce par lettre recommandée avec avis de réception.

Le requérant, faute de ce faire dans le délai de six mois de la date de la modification, est réputé avoir renoncé à sa demande.

Art. 18. — Le requérant peut, dans le délai de trente jours de la date de la notification de la décision, se pourvoir devant le Comité prévu par l'article 22 de la loi, contre la décision du Bureau précité ; le recours est présenté en double exemplaire sur le formulaire No. 2 ci-annexé.

Le Bureau des Brevets notifie au requérant, par lettre recommandée, la date de la réunion du Comité fixée pour l'examen de son recours et l'invitera à comparaître par devant ce Comité ; la notification doit parvenir au requérant cinq jours au moins avant la date de la réunion.

Art. 19. — Un représentant du Bureau des Brevets peut être présent lors de l'examen du recours ; il a le droit de répliquer aux chefs du recours.

La décision du Comité et ses motifs sont notifiés au plaignant par lettre recommandée.

5. — De la publication de la demande de brevet

Art. 20. — Lorsque la demande de brevet réunit les conditions édictées par la loi et est présentée conformément aux dispositions du présent règlement, le Bureau des Brevets devra :

- (1) Publier la demande dans le Bulletin des Brevets d'Invention ; la publication doit porter les indications suivantes :
 - a) Les nom, prénom, nationalité et profession du requérant ; si le requérant est une Société ou un Organisme, la publication indiquera la dénomination, et la raison sociale de la Société ou de l'Organisme, sa forme, son statut et son siège social.
 - b) Le nom de l'invention.
 - c) La date de la présentation de la demande.

- d) La date du dépôt, à l'étranger, d'une demande de brevet de l'invention, si la demande est présentée par application de l'article 53 de la loi.
- e) Le numéro d'ordre de la demande.
- (2) Soumettre au public — au Bureau des Brevets — le dossier de la demande de brevet, contenant la demande, la description de l'invention, son dessin et les échantillons y relatifs « s'il en existe ».

6. — De l'opposition contre la délivrance du brevet

Art. 21. — La déclaration d'opposition contre la délivrance du brevet est présentée, en double exemplaires sur le formulaire No. 3 y annexé en modèle, au Bureau des Brevets, dans le délai de deux mois de la date de la publication de la demande de brevet.

Art. 22. — Le Bureau des Brevets notifiera au demandeur du brevet ou à son mandataire, par lettre recommandée, une copie de l'opposition dans le délai de quinze jours de la date de sa réception.

Le demandeur du brevet pourra répliquer à l'opposition dans le délai d'un mois de la date de sa notification ; la note en réplique sera présentée en double exemplaires sur le formulaire No. 4, y annexé en modèle. Le Bureau communiquera à l'opposant, par lettre recommandée, copie de la note en réplique dans les cinq jours de sa réception.

Art. 23. — Le Président du Comité de l'article 23 de la loi fixera la date à laquelle l'opposition sera examinée ; cette date sera notifiée au demandeur du brevet et à l'opposant, par lettre recommandée, dix jours avant l'audience.

Art. 24. — La décision du Comité qui commet un expert doit :

- 1) déterminer, d'une manière précise, la mission de l'expert ;
- 2) fixer un délai pour le dépôt du rapport de l'expert ;
- 3) fixer l'audience à laquelle le rapport sera discuté.

Art. 25. — Le Comité notifie sa décision d'expertise à l'expert commis soit par la voie de l'Administration dont il relève, en ce qui concerne les experts fonctionnaires de l'Etat, soit par lettre recommandée, en ce qui concerne les experts non fonctionnaires.

Art. 26. — Lorsque les parties, d'un commun accord désignent un expert, le Comité aura à confirmer ce choix.

Art. 27. — Le Bureau des Brevets d'Invention est tenu de notifier aux parties, la décision du Comité et ses motifs, dans les dix jours de son émission, et ce par lettre recommandée avec avis de réception.

7. — De la délivrance du brevet

Art. 28. — En l'absence d'une opposition formée contre la délivrance d'un brevet, ou en présence d'une opposition formée et rejetée par décision ou par jugement, le Bureau des Brevets est tenu de provoquer un arrêté de délivrance du brevet.

Art. 29. — Si, antérieurement à l'octroi du brevet, le demandeur cède tout ou partie de son droit au brevet, le cessionnaire peut demander au Bureau la délivrance du brevet en son nom ou ensemble avec d'autres noms, suivant les cas.

La demande doit être présentée sur le formulaire 5, y annexé en modèle, accompagnée de l'original ou d'une copie conforme de la cession.

Art. 30. — L'arrêté portant délivrance du brevet doit indiquer :

- 1) le numéro du brevet,
- 2) le nom de l'auteur de l'invention ;

- 3) le nom, la nationalité et le domicile du titulaire du brevet, ou la raison sociale, la dénomination et le siège social, si le titulaire est une Société ;
- 4) la durée de la protection, la date de son commencement et de son expiration.

En ce qui concerne les brevets d'addition, l'arrêté doit indiquer le numéro et la date du brevet principal ainsi que la date de l'expiration de sa protection.

Art. 21. — L'arrêté portant délivrance du brevet est publié au Bulletin des Brevets d'Invention.

8. — De la licence obligatoire pour l'exploitation des inventions et de la radiation des brevets

Art. 22. — La demande d'une licence obligatoire pour l'exploitation de l'invention est présentée au Bureau des Brevets sur le formulaire No. 6, y annexé en modèle.

Le Bureau notifiera une copie de la demande au titulaire du brevet qui devra, dans les trois mois de la notification, lui faire parvenir sa réponse.

Le Bureau notifiera sa décision au titulaire du brevet, aux ayants-droit et au demandeur de la licence ; la décision sera publiée au Bulletin des Brevets d'Invention et mention de son contenu sera faite au Registre des Brevets.

Art. 23. — La demande de radiation du Brevet est présentée au Bureau des Brevets sur le formulaire No. 7 dont modèle est annexé. Le Bureau publiera la demande au Bulletin des Brevets d'Invention et en donnera avis au titulaire du brevet et aux ayants-droit par lettre recommandée.

Tout intéressé peut, dans le délai de quatorze jours à dater de l'avis et de la publication, notifier, au Bureau, son opposition à la demande de radiation ; cette notification est faite sur le formulaire No. 8 dont modèle est annexé.

Le Bureau des Brevets rendra sa décision et la publiera au Bulletin des Brevets d'Invention ; mention de son contenu sera faite au Registre des Brevets.

9. — Du règlement des droits annuels et du renouvellement de la durée du brevet

Art. 24. — Le Bureau des Brevets d'Invention avisera le titulaire du Brevet, un mois avant le commencement de chacune des années de la durée de son brevet, de la date de l'échéance de l'annuité.

Art. 25. — La demande de renouvellement de la durée du brevet sera présentée, avec les pièces justificatives, au Bureau des Brevets d'Invention, sur le formulaire No. 9, y annexé en modèle.

Le Bureau des Brevets notifiera la décision sur le renouvellement au titulaire du brevet et aux ayants-droit, la publiera au Bulletin et en fera mention sur le registre des Brevets d'Invention.

Art. 26. — Tout intéressé peut, dans le délai d'un mois à compter de la notification et de la publication, recourir contre la décision sur le renouvellement devant le Comité de l'article 23. Ce recours est présenté sur le formulaire No. 10 y annexé en modèle.

10. — De la transmission et cession du brevet, de son nantissement et de sa saisie

Art. 27. — Toute transmission et cession, nantissement ou saisie d'un

brevet sera publié au Bulletin des Brevets d'Invention et mention en sera faite dans le registre des Brevets d'Invention à la demande de tout intéressé présentée, avec les pièces justificatives, sur le formulaire No 11, y annexé en modèle.

11. — De la nullité, radiation, déchéance et modification des brevets d'invention

Art. 38. — Tout bénéficiaire d'un jugement définitif prononçant la nullité ou la radiation d'un brevet, peut demander au Bureau des Brevets d'Invention de faire mention de ce jugement dans le registre des Brevets d'Invention et de le publier au Bulletin ; la demande est présentée, ensemble avec une copie authentique du jugement, sur le formulaire No 12, y annexé en modèle.

Art. 39. — Les brevets déchus ou modifiés suivant les cas énumérés aux articles 34, 35 et 36 ne le sont, ainsi que les brevets expropriés pour cause d'utilité publique sont publiés au Bulletin des Brevets d'Invention ; la publication doit porter le numéro d'ordre du brevet, la date et les motifs de sa déchéance ; mention en est faite dans le Registre des Brevets d'Invention.

12. — Du Registre des Brevets d'Invention

Art. 40. — L'arrêté portant délivrance du brevet est inscrit dans le Registre des Brevets d'Invention. Le registre portera les indications mentionnées à l'article 31.

Art. 41. — Tout intéressé peut demander au Bureau des Brevets d'Invention, l'inscription au Registre des indications suivantes :

- (1) Le changement des nom et prénom du titulaire, de sa nationalité, de sa profession ou de son adresse ; si le titulaire est une société, l'intéressé peut requérir l'inscription de tout changement apporté à la dénomination de la Société, à sa Raison Sociale, à sa forme, à son but ou à son siège social.
- (2) Tout changement apporté à l'adresse à laquelle sont destinés la correspondance et les documents se rapportant au brevet ; la demande est présentée sur le formulaire No 13, y annexé en modèle.

13. — De la protection temporaire de l'invention

Art. 42. — Le titulaire de l'invention qui entend assurer, conformément à l'article 32 de la loi, la protection temporaire de son invention qui figure à l'une des expositions nationales, doit :

communiquer au Bureau des Brevets son intention d'exposer son invention, avant que l'exposition n'ait lieu ; cette communication est présentée sur le formulaire No 14, y annexé en modèle, accompagnée d'une description sommaire de l'invention et de son dessin. Le Bureau peut charger le titulaire de l'invention de présenter toute autre indication qu'il juge nécessaire pour l'intelligence des éléments et de l'objet de l'invention.

Art. 43. — Les demandes sur l'exposition des inventions sont inscrites sur un registre portant les indications suivantes :

- (1) La date de présentation de la demande.
- (2) Le nom de l'exposant.
- (3) L'exposition et la date officielle de son inauguration.
- (4) Une dénomination qui démontre l'objet de l'invention.

Toute personne peut consulter ce registre sans frais.

Art. 44. — Le Bureau des Brevets d'Invention délivrera, sans frais, au requérant un certificat de protection temporaire qui lui assurera, pendant un délai maximum de six mois à dater de l'inauguration de l'exposition à laquelle figure l'invention, les droits qui découlent de la délivrance du brevet.

II. — Dispositions Générales

Art. 45. — L'intéressé peut désigner un mandataire à l'effet de présenter la demande de brevet ou la déclaration d'opposition à sa délivrance, ou de prendre toutes autres mesures prévues par la loi ou par le présent règlement.

Si le demandeur du brevet ou l'opposant à sa délivrance n'est pas résidant en Egypte, il devra y désigner un mandataire à l'effet de recevoir toutes les communications, documents et pièces prévus par le présent règlement.

Le mandat doit être spécial ; il est conservé au Bureau ensemble avec les pièces présentées.

Art. 46. — Toute personne peut demander la compilation du registre des Brevets d'Invention, ou des brevets et documents qui s'y rapportent à l'exception des rapports sur les demandes des brevets dressés par les fonctionnaires du Bureau.

Toute personne peut obtenir des extraits et des copies des registres ou des documents précités ; à cet effet, la demande doit être présentée sur le formulaire No. 15, y annexé en modèle.

Art. 47. — Tout intéressé qui, après avoir présenté sa demande de brevet, désire obtenir à l'étranger un brevet pour la même invention, peut requérir du Bureau des Brevets un certificat attestant le dépôt de sa demande en Egypte.

Le certificat mentionnera le but pour lequel il est délivré et sera accompagné d'une expédition de la demande et de ses annexes. Le Bureau peut, avant de délivrer le certificat, charger le requérant de présenter une copie conforme à l'original des documents précités.

Art. 48. — Le propriétaire du brevet peut se faire délivrer du Bureau des Brevets d'Invention une copie conforme à l'original du brevet qui a été égaré ou détérioré.

A cet effet, la demande est présentée sur le formulaire No. 16, y annexé en modèle.

Art. 49. — Le titulaire du brevet peut demander au Bureau des Brevets la rectification de toute erreur matérielle qui aura figuré dans la demande de brevet, dans la description de l'invention, dans l'arrêté portant délivrance du brevet ou dans une indication portée sur le registre des Brevets d'Invention.

A cet effet, la demande est présentée sur le formulaire No. 17, y annexé en modèle.

Art. 50. — La demande du brevet présentée sous le régime de l'article 19 de la loi, doit être accompagnée des documents établissant que l'invention jouissait, à la date du 25 novembre 1919, de la protection légale.

Art. 51. — Les récépissés établissant le paiement des droits dus suivant le tableau No. 1 y annexé, seront joints aux demandes mentionnées dans le présent règlement.

Art. 32. — Le Bureau des Brevets d'Invention aura une bibliothèque composée des études, ouvrages et publications sur la propriété industrielle, les sciences, les arts et sur les différentes industries, ainsi que des descriptions des inventions réalisées dans les pays étrangers et qui sont transmises, par voie d'échange, à l'Administration de la Propriété Industrielle. Les documents et les répertoires qui sont exposés au public seront, également, déposés à la bibliothèque du Bureau.

Le public aura à consulter, sans frais, tout ce qui précède.

Art. 33. — L'Administration de la Propriété Industrielle publiera dans la première semaine de chaque mois un « Bulletin des Brevets d'Invention » dans lequel paraîtront, en conformité du présent règlement, les indications qui sont soumises à la publicité aux termes de la loi précitée.

Elle émettra, également, dans le premier mois de chaque année, les publications suivantes :

- 1) Une publication comprenant un sommaire descriptif des inventions pour lesquelles des brevets ont été délivrés au cours de la précédente année.

La description de chaque invention sera, en cas de besoin, accompagnée des dessins pour l'intelligence de son objet.

- 2) Une publication portant, par ordre alphabétique, les noms des personnes qui ont obtenu des brevets au cours de la précédente année.
- 3) Une publication portant les numéros des brevets d'invention délivrés au cours de la précédente année avec indication attributive de chaque brevet par rapport à la répartition technique adoptée par le Bureau des Brevets d'Invention dans le classement des inventions enregistrées.

CHAPITRE II. — Des Dessins et Modèles industriels

1. — Des demandes d'enregistrement

Art. 34. — Toute demande d'enregistrement des dessins et modèles industriels est présentée au Bureau des Dessins et Modèles Industriels sur le formulaire No. 1, y annexé en modèle.

Art. 35. — La demande d'enregistrement doit être accompagnée :

- 1) de deux copies de chaque dessin ou modèle ; l'échantillon des produits auxquels le dessin ou modèle se rapporte ne sera pas admis en remplacement de ces copies. Toutefois, un échantillon du produit, objet du dessin, peut être présenté, lorsque cet échantillon est susceptible d'être fixé sur du papier d'une dimension de 33 x 33 cms. et d'être conservé sans endommager les documents qui y sont annexés.
- 2) d'un extrait du folio d'enregistrement au Registre de commerce, ou d'un extrait officiel de l'acte constitutif de la société, ou d'une copie de ses statuts, lorsque le requérant est une Société ou un Organisme.
- 3) d'une reproduction du dessin ou du modèle qui a été annexée à la demande d'enregistrement lors de son dépôt dans le pays étranger, lorsque la reproduction sera dûment légalisée par l'Administration de la Propriété Industrielle de ce pays, lorsque le dépôt de la demande est effectué en vertu de l'article 53 de la loi. Cette reproduction doit être présentée ensemble avec la demande dans un délai maximum de trois mois.
- 4) la demande présentée en vertu de l'article 52 de la loi doit être accompagnée du certificat de protection temporaire.

Art. 56. — Le duplicata du dessin ou du modèle visé à l'article précédent sera exécuté sur une feuille de papier, carton, etc., d'une dimension de 22 x 31 cms, dont une seule face est utilisée pour la reproduction photographique. Les figures du dessin ou du modèle seront exécutées suivant un plan vertical par rapport à la feuille. Lorsque le dessin ou modèle est représenté par plusieurs figures, celles-ci doivent être tenues dans le cadre d'une même feuille : il sera indiqué sur chaque figure la manière dont elle se présente aux regards : vue d'ensemble, vue de face, vue de côté ou autre.

Le duplicata tracé à la main doit être exécuté à l'encre sur papier ou sur toile.

Art. 57. — Le dessin ou modèle ne doit contenir ni mots ni lettres, ni chiffres lesquels doivent être supprimés de la reproduction ou de l'échantillon à moins qu'ils ne constituent des éléments substantiels du dessin ou modèle.

Art. 58. — Si le dessin est une répétition d'une même figure, un duplicata doit représenter la figure entière ainsi qu'une section de la répétition en longueur et en largeur.

Art. 59. — Lorsque le dessin comprend le nom ou le portrait d'une personne en vie, le requérant doit établir que l'intéressé consent l'emploi de son nom ou portrait.

Lorsque le nom ou portrait concerne une personne récemment décédée, le requérant doit établir que les héritiers consentent l'emploi du nom ou du portrait, de leur auteur. /

Art. 60. — La feuille du papier réservée au duplicata du dessin ou du modèle doit porter les indications suivantes :

- 1) Le numéro d'ordre des dessins ou modèles annexés à la demande d'enregistrement et ce en tête de la feuille du côté droit.
- 2) La signature du requérant ou de son mandataire, au bas de la feuille du côté droit.

La feuille ne doit porter aucune indication relativement au dessin ou modèle, ou aux produits objets de ce dessin ou modèle.

Art. 61. — Les demandes d'enregistrement de dessin ou modèle recevront des numéros consécutifs dans l'ordre de réception : le numérotage commence le 1er janvier de chaque année ; il est délivré au requérant un récépissé indiquant le numéro d'ordre de la demande, la date et l'heure de sa présentation.

La demande et ses annexes seront revêtues du sceau de l'Administration et porteront la mention du numéro d'ordre et de la date de sa présentation.

Art. 62. — Toute demande d'enregistrement est inscrite sur un registre spécial avec les indications suivantes :

- 1) Le numéro d'ordre de la demande.
- 2) La date de présentation de la demande.
- 3) Les nom et prénom du requérant ; la dénomination ou la raison sociale, lorsque le requérant est une Société ou un Organisme.
- 4) Les nom et prénom du mandataire, s'il existe.
- 5) Le nom du pays étranger qui a reçu le dépôt de la demande d'enregistrement du dessin ou modèle et la date de ce dépôt, lorsque le dépôt est effectué en vertu de l'article 53 de la loi.

Art. 63. — Le Bureau des dessins et modèles peut s'opposer à la demande d'enregistrement dans les cas suivants :

- 1) Lorsque la demande ne remplit pas les conditions visées à l'article 59 de la loi.
- 2) Lorsque le dessin ou modèle est en contradiction avec une loi en vigueur en Egypte ou une convention internationale à laquelle l'Egypte a adhéré.
- 3) Lorsque le dessin ou modèle est contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

Art. 64. — Lorsque le Bureau décide le refus de l'enregistrement il doit, dans le délai de quinze jours à dater de la décision, notifier les motifs au requérant ou à son mandataire, par lettre recommandée avec avis de réception. Le requérant peut, dans le délai d'un mois de la date de réception de la notification, se pourvoir contre cette décision devant le comité de l'article 22 de la loi.

Art. 65. — L'enregistrement des dessins et modèles industriels s'opère par l'inscription des demandes admises sur le Registre des Dessins et Modèles Industriels.

Le registre doit porter les indications suivantes :

- 1) Le numéro d'ordre de la demande.
- 2) La date de présentation et d'enregistrement de la demande.
- 3) Les nom et prénom du requérant, sa nationalité, sa profession et son nom commercial, s'il en existe.

Si le titulaire est une Société ou un Organisme, mention sera faite de sa dénomination, de l'adresse de son siège social et de l'objet de sa constitution.

- 4) Le domicile élu en Egypte, auquel seront destinés la correspondance et les documents se rapportant à l'enregistrement.
- 5) Le nombre de dessins et modèles annexés à la demande ; la désignation des produits objets de ces dessins et modèles.
- 6) Les modifications et additions qui seraient apportées après l'enregistrement.
- 7) Le transfert de la propriété des dessins et modèles.
- 8) Le renouvellement de l'enregistrement et sa radiation.
- 9) Le nom du pays étranger où a reçu le premier dépôt de la demande d'enregistrement du dessin ou modèle et la date de ce dépôt, lorsque la demande est présentée en vertu de l'article 52 de la loi.
- 10) Le nom de l'exposition à laquelle les dessins et modèles ont figurés et la date de son inauguration officielle, lorsque la demande est présentée en vertu de l'article 53 de la loi.

Art. 66. — L'enregistrement est publié au Bulletin des Dessins et Modèles Industriels, cette publicité doit donner les indications suivantes :

- 1) Le numéro d'ordre de l'enregistrement du dessin ou modèle.
- 2) La date de présentation et d'enregistrement de la demande.
- 3) Le nombre de dessins ou modèles annexés à la demande ; la désignation des produits industriels objets de ces dessins ou modèles.
- 4) Le nom du requérant, sa nationalité, sa profession et son adresse ; la dénomination ou la raison sociale, la forme, le siège social et l'objet de la constitution, lorsque le requérant est une Société ou un Organisme.
- 5) Le nom du mandataire, s'il existe, et son adresse.
- 6) Le nom du pays étranger qui a reçu le dépôt de la demande d'enregistrement du dessin ou modèle et la date de ce dépôt, lorsque la demande est présentée en vertu de l'article 52 de la loi.

2. — De la transmission de propriété du dessin ou modèle

Art. 67. — La mention de toute transmission de propriété du dessin ou modèle sera faite dans le registre sur la demande du nouveau titulaire ou de son mandataire présentée au Bureau des Dessins et Modèles Industriels sur le formulaire No. 2, y annexé en modèle.

Art. 68. — La demande visée au précédent article doit être accompagnée des pièces établissant la transmission avec une copie conforme de ces pièces pour être conservée au Bureau des Dessins et Modèles Industriels et l'original restitué au requérant.

Si le requérant est une société ou un organisme, la demande sera accompagnée d'un extrait officiel du folio d'inscription au Registre de Commerce, ou d'un extrait officiel de l'acte de constitution de la Société ou de l'organisme, ou d'une copie de ses statuts.

Art. 69. — Le Bureau fera mention au registre, de la transmission de la propriété du dessin ou modèle avec les indications concernant le nouveau titulaire ou son mandataire, s'il existe, des causes et date de cette transmission et de la date de la mention faite au Registre. La mention opérée, le Bureau des Dessins et Modèles Industriels en avisera le requérant.

Art. 70. — La transmission de propriété sera publiée au Bulletin des Dessins et Modèles Industriels ; cette publicité portera les indications suivantes :

- 1) Le numéro d'ordre de la demande d'enregistrement.
- 2) Le numéro et la date du bulletin qui a publié l'enregistrement.
- 3) Le nom du précédent titulaire du dessin ou modèle.
- 4) Le nom du nouveau titulaire, sa nationalité, sa profession et son adresse ; ou, si le nouveau titulaire est une Société ou un Organisme, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme, l'objet de sa constitution et son siège social.
- 5) Le nom du mandataire, s'il existe, et son adresse.
- 6) La date de la transmission de propriété et celle de la mention qui en est faite au Registre.

3. — Du renouvellement de la durée de protection, des modifications à apporter sur le registre et de la radiation de l'enregistrement

Art. 71. — La demande du renouvellement de la durée de protection du dessin ou modèle est déposée sur le formulaire No. 3, y annexé en modèle.

Lorsque la demande de renouvellement est présentée dans le délai légal, le Bureau mentionnera le renouvellement au Registre et délivrera au requérant un certificat dans ce sens.

Art. 72. — Le renouvellement de la durée de protection est publié au Bulletin des Dessins et Modèles Industriels ; cette publication portera les indications suivantes :

- 1) Le numéro d'ordre de la demande d'enregistrement.
- 2) Le nom du titulaire du dessin ou du modèle et sa profession.
- 3) Le numéro et la date du bulletin dans lequel l'enregistrement a été publié.

Art. 73. — Le titulaire du dessin ou du modèle peut demander l'inscription au registre des indications suivantes :

- 1) Le changement du nom du propriétaire ou de son nom commercial, de sa nationalité ou de sa profession. Si le titulaire est une société ou un organisme, il peut requérir l'inscription de tout changement apporté à la dénomination de la société, à sa raison sociale, à l'objet de sa constitution ou à son siège social.

- 2) Tout changement d'adresse à laquelle seront destinés la correspondance et les documents se rapportant à l'enregistrement.
- 3) La rectification de toute erreur matérielle qui aura figuré dans la demande d'enregistrement ou dans toute autre indication portée sur le registre.

La demande sera présentée sur le formulaire No. 4, y annexé en modèle.

Art. 74. — La Direction consignera les indications modifiées dans le Registre et les publiera au Bulletin des Dessins et Modèles Industriels ; la publicité portera le numéro d'ordre de la demande d'enregistrement, le nom du titulaire et le détail de la modification et mentionnera le numéro et la date du Bulletin dans lequel l'enregistrement du dessin ou du modèle a été publié.

Art. 75. — Tout bénéficiaire d'un jugement prononçant la radiation de l'enregistrement opéré au nom d'une personne autre que le titulaire de fait du dessin ou modèle, pourra requérir du Bureau des Dessins et Modèles Industriels de faire mention du jugement dans le Registre des Dessins et Modèles Industriels.

La demande est présentée sur le formulaire No. 5, y annexé en modèle, accompagnée d'une copie authentique du jugement.

Art. 76. — La radiation de l'enregistrement est publiée au Bulletin des dessins et modèles industriels ; la publicité portera les indications suivantes :

- 1) Le numéro d'ordre de la demande d'enregistrement.
- 2) Le nom du titulaire du dessin ou du modèle et sa profession.
- 3) Le numéro et la date du Bulletin dans lequel l'enregistrement a été publié.
- 4) Les causes et la date de la radiation.

4. — Des expositions nationales et internationales.

Art. 77. — L'intéressé qui entend exposer, dans l'une des expositions nationales ou internationales, son dessin ou modèle, ou le produit objet du dessin ou modèle, ou qui entend publier la description d'un dessin ou modèle pendant l'exposition, peut assurer au dessin ou au modèle pendant la durée de l'exposition, la protection temporaire prévue à l'article 52 de la loi.

A cet effet, il doit communiquer son intention au Bureau des Dessins et Modèles Industriels, avant que l'exposition n'ait lieu ; cette communication est présentée sur le formulaire No. 6, y annexé en modèle, ensemble avec deux copies du dessin ou modèle conformément aux dispositions de l'article 57.

Art. 78. — Les demandes sont inscrites sur un registre spécial contenant les indications suivantes :

- 1) La date de la présentation de la demande.
- 2) Le nom de l'exposant.
- 3) L'exposition et la date de son inauguration.
- 4) Le nombre des dessins ou modèles et le détail des produits industriels qui en font l'objet, sans que, toutefois, ce nombre soit supérieur à cinquante.

Toute personne peut consulter ce registre, sans frais.

Art. 79. — Le Bureau des Dessins et Modèles Industriels délivrera, sans frais, au requérant ou à son mandataire un certificat de protection temporaire qui lui assurera, pendant la durée de protection, les mêmes droits qui découlent de l'enregistrement du dessin ou du modèle.

5. — De la compulsion, des extraits et des certificats.

Art. 80. — Les personnes ci-après désignées ont le droit, pendant la durée de protection, de compulsier les dessins et modèles enregistrés :

- (1) Le propriétaire du dessin ou modèle dont le nom est inscrit au registre ou son délégué muni, à cet effet, d'un mandat spécial.
- (2) Tout bénéficiaire d'une décision du Tribunal autorisant la compulsion, lorsque le bénéficiaire fournit au Bureau, des renseignements qui permettent de reconnaître le dessin ou modèle requis.

La communication aura lieu en présence d'un fonctionnaire responsable désigné, à cet effet, par le Bureau des Dessins et Modèles Industriels. Il ne sera pas délivré, pendant la durée de protection, des reproductions des dessins ou des modèles enregistrés sans au titulaire.

Art. 81. — Toute personne peut compulsier les dessins et les modèles dont la durée de protection est expirée.

Art. 82. — Le Bureau délivre au titulaire qui entend enregistrer son dessin ou modèle à l'étranger, un certificat attestant le dépôt de la demande d'enregistrement en Egypte ; le certificat mentionnera le but pour lequel il est délivré et sera accompagné d'une expédition de la demande et des dessins ou modèles y annexés.

Le Bureau peut, avant de délivrer le certificat, charger le requérant de présenter une copie conforme à l'original de ces dessins ou modèles.

6. — Dispositions générales.

Art. 83. — Le titulaire du certificat d'enregistrement peut se faire délivrer du Bureau des dessins et modèles industriels, une copie conforme à l'original du certificat qui aura été égaré ou détérioré.

A cet effet, la demande est présentée sur le formulaire No. 7, y annexé en modèle.

Art. 84. — L'intéressé peut désigner un mandataire à l'effet de présenter la demande d'enregistrement du dessin ou modèle industriel, ou la déclaration d'opposition à l'enregistrement, ou de prendre toutes autres mesures prévues par la loi ou par le présent règlement.

Si l'intéressé n'est pas résidant en Egypte, il devra y désigner un mandataire à l'effet de recevoir toutes communications, documents et pièces prévus par le présent règlement.

Le mandat doit être spécial ; il est conservé au Bureau ensemble avec les pièces présentées.

Art. 85. — Les récépissés établissant le paiement des droits dus suivant le tableau « B » annexé, seront joints aux demandes mentionnées dans le présent règlement.

Art. 86. — La demande d'enregistrement présentée sous le régime de l'article 85 de la loi, doit être accompagnée des documents établissant que le dessin ou modèle jouissait, à la date du 25 novembre 1949, de la protection légale.

Art. 87. — L'Administration de la propriété industrielle publiera dans la première semaine de chaque mois un « Bulletin des Dessins et Modèles Industriels » dans lequel paraîtront les indications qui sont soumises à la publicité conformément aux dispositions du présent règlement.

Elle émettra, également, dans le premier mois de chaque année, les publications suivantes :

- 1) Une publication comprenant les noms des titulaires des demandes qui ont été dûment enregistrées ou qui ont subi des modifications ou des changements au cours de l'année précédente, disposés par ordre alphabétique avec indication de l'adresse du propriétaire du dessin ou du modèle et du numéro et de la date de l'enregistrement.
- 2) Une publication portant les numéros des dessins et modèles qui ont été dûment enregistrés ou qui ont subi des changements ou des modifications au cours de la précédente année avec indication du numéro et de la date du Bulletin des Dessins et Modèles Industriels dans lequel l'enregistrement, le changement ou la modification, suivant le cas, a été publié.

Art. 23. — Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au « Journal Officiel ».

Fait le 16 Ramadan 1370 (30 juin 1951).

Signé : MAHMOUD GHANNAM.

(Traduction).



جداول احصائية

STATISTICAL TABLES

تعدادات السكان في مصر *

POPULATION CENSUSES IN EGYPT *

TOTAL POPULATION (1) عدد السكان (١)

السنة YEAR	عدد السكان NUMBER	الزيادة العددية INCREASE	متوسط الزيادة في السنة ANNUAL AVERAGE OF INCREASE %
1882	6604021	—	—
1902	9714325	2910304	2.9
1907	11267359	1572834	1.6
1917	12750918	1463559	1.3
1927	14217864	1466946	1.2
1937	15932664	1714800	1.2
1947	15002389	3150695	2.0
1948	19568000	475611	2.5
1949	20004000	436000	2.2
1950	20439000	435000	2.2

(*) Source : Statistical Department, Ministry of Finance and Economy,

* مصدر البيانات : مصلحة الإحصاء والتعداد بوزارة المالية والاقتصاد .

(1) Figures for 1882-1947 are census figures, from 1948 they are mid year estimates.

(١) الأرقام من السنوات 1882 - 1947 أرقام تعدادات ، وابتداء من سنة 1948 عبارة عن عدد السكان التقديري في منتصف السنة

التوزيع الجغرافي للسكان حسب النوع
GEOGRAPHIC DISTRIBUTION OF POPULATION, BY SEX.

1927, 1937 & 1947. (1)

(Thousands)

(بالآلاف)

PLACE	1927			1937			1947		
	ذكور	إناث	جملة	ذكور	إناث	جملة	ذكور	إناث	جملة
	MALES	FEMALES	TOTAL	MALES	FEMALES	TOTAL	MALES	FEMALES	TOTAL
GOVERNORATES :									
Cairo	533.7	505.9	1039.6	672.5	639.6	1312.1	1003.4	1027.3	2030.7
Alexandria	290.1	273.9	564.0	347.7	338.0	685.7	464.6	454.6	919.0
Canal	69.3	60.5	129.8	83.3	77.8	161.1	128.8	117.1	245.9
Suez	22.2	18.3	40.5	26.2	23.5	49.7	56.8	50.5	107.3
Damietta	17.2	17.7	34.9	28.5	19.8	48.3	27.1	26.5	53.6
TOTAL	966.5	876.3	1842.8	1150.2	1098.7	2248.9	1790.7	1673.8	3464.5
PROVINCES :									
Behira	473.2	569.7	1042.9	515.8	545.8	1061.6	598.7	645.6	1244.5
Gharbiyah	862.1	919.8	1781.9	933.3	1012.6	1945.9	1130.0	1190.4	2320.4
Daqahliyah	576.8	553.9	1130.7	599.7	618.8	1218.5	693.5	729.4	1422.9
Sharqiyah	475.5	521.4	996.9	550.4	579.5	1129.8	666.4	679.4	1345.8
Minoufiyah	546.2	550.0	1096.2	576.0	483.7	1059.7	560.0	590.0	1150.0
Qalyubiyyah	278.4	280.9	559.3	303.7	300.5	604.2	345.5	348.4	693.9
Giza	297.8	293.0	590.8	347.2	338.1	685.3	407.7	410.9	818.2
Beni-Suef	253.8	254.4	508.2	179.1	282.2	461.3	297.2	314.8	612.0

المحافظات :

القاهرة

الإسكندرية

القنال

السويس

دمياط

المنيا

البحيرة

الغربية

الشرقية

المنوفية

القليوبية

الجيزة

بني سويف

Fayoum	270.5	277.5	554.0	298.6	303.5	602.1	300.6	343.1	669.7	الفيوم
Minya	420.5	459.2	839.7	468.1	466.1	928.3	515.2	523.8	1044.2	المنيا
Assiut	543.8	534.8	1078.6	616.8	583.5	1203.3	685.6	687.9	1374.3	الاسيوط
Ghiza	459.1	479.3	968.4	577.7	549.7	1118.4	640.2	643.3	1283.5	الجيزة
Qena	454.6	447.6	902.2	531.2	496.4	1017.6	531.4	553.1	1106.5	الاقصر
Ainwan	121.0	146.3	267.3	144.2	166.9	305.1	135.6	153.3	290.9	السيوة
TOTAL	6039.3	6201.0	12240.3	6756.8	6803.3	13362.1	7566.2	7823.4	15389.6	الجملة
Fertiler districts :										الضواحي الخصبة
Sinai	9.3	5.8	15.1	16.3	7.7	18.0	20.5	17.2	35.7	سيناء
Western Desert	26.4	22.6	49.0	28.4	24.2	52.6	38.4	36.4	74.8	الصحراء الغربية
Southern Deserts	12.2	13.2	25.4	14.2	14.9	29.1	15.7	16.8	32.5	الصحراء الجنوبية
Red Sea	3.6	1.6	5.2	6.8	3.1	9.9	16.5	5.4	15.9	البحر الاحمر
TOTAL	51.5	43.2	94.7	59.7	49.9	109.6	85.1	75.8	160.9	الجملة
Total Egypt (2)	7058.1	7119.8	14377.9	7966.7	7954.0	15520.7	9392.0	9575.0	18087.0	جملة القطر المصري (2)

(1) Dates of Censuses : 18 February 1927, 26 March 1937 and 26 March 1947.

(2) Excluding amounts estimated at 40,000 in 1927, 12,000 in 1937 and 55,000 in 1947.

(1) تواريخ التعدادات : ١٨ فبراير ١٩٢٧ - ٢٦ مارس ١٩٣٧ - ٢٦ مارس ١٩٤٧ .

(2) باستثناء الكميات المقدرة على ٤٠.٠٠٠ في ١٩٢٧ - ١٢.٠٠٠ في ١٩٣٧ - ٥٥.٠٠٠ في ١٩٤٧ .

توزيع السكان حسب النوع والعمر
POPULATION BY SEX AND AGE

1927, 1937 & 1947.

(Thousands)

(بالآلاف)

AGE	1927				1937			1947			العمر		
	MALES		FEMALES		TOTAL		MALES		FEMALES			TOTAL	
	ذكور	إناث	ذكور	إناث	جمله	ذكور	إناث	جمله	ذكور	إناث		جمله	
Below 5 years	694	1026	1022	1086	2108	1290	1305	2585	من 5 سنوات				
5-9	507	922	1168	1181	2209	1200	1191	2400	من 9-5				
10-14	866	750	1031	978	1909	1142	1071	2213	من 14-10				
15-19	680	615	713	633	1346	964	917	1981	من 19-15				
20-24	523	577	540	565	1105	678	706	1384	من 24-20				
25-29	574	653	617	693	1310	680	787	1472	من 29-25				
30-39	968	1015	1157	1175	2332	1179	1343	2523	من 39-30				
40-49	662	655	820	785	1505	965	982	1979	من 49-40				
50-59	391	409	475	470	945	592	621	1214	من 59-50				
60-69	245	274	274	304	578	320	381	717	من 69-60				
70-79	120	138	128	151	279	131	161	292	من 79-70				
80-89	48	64	46	68	114	40	58	98	من 89-80				
90-99	15	18	14	21	35	10	16	26	من 99-90				
100 years and over	5	4	4	5	9	2	3	5	من 100 سنة فأكثر				
Not Stated	18	21	18	19	37	23	33	58	غير مبيّن				
TOTAL (1)	7458	7121	7967	7934	15921	9592	9575	18867	جمله (1)				

(1) Excluding nomads, estimated at 40,000 in 1927, 22,000 in 1937 and 33,073 in 1947.

(2) تقسيم البدو الرحل البالغ تعدادهم 40,000 في تعداد 1927 و 22,000 في تعداد 1937 و 33,073 في تعداد 1947.

توزيع السكان حسب النوع والجنسية
POPULATION BY SEX AND NATIONALITY,

1927, 1937 & 1947.

(بالآلاف)

(Thousands)

NATIONALITY	1927			1937			1947		
	ذكور MALES	إناث FEMALES	جملة TOTAL	ذكور MALES	إناث FEMALES	جملة TOTAL	ذكور MALES	إناث FEMALES	جملة TOTAL
	Egyptians	6945.4	7005.9	13951.3	7875.5	7838.7	15714.1	9312.7	9406.9
Foreigners									
Greeks	37.0	39.3	76.3	33.4	35.2	68.6	28.1	29.4	57.5
Italians	24.8	27.7	52.5	22.8	24.9	47.7	13.0	14.9	27.9
British	18.6	15.6	34.3	16.0	15.5	31.5	15.5	12.7	28.2
French	11.8	12.5	24.3	8.8	10.0	18.8	4.5	5.2	9.7
Turks	4.3	4.7	9.2	1.6	1.6	3.2	2.6	2.8	5.4
Syrians	2.1	2.7	4.8	0.7	0.8	1.4	0.9	0.8	1.7
Palestinians	1.1	0.9	2.0	0.3	0.2	0.5	0.6	0.4	1.0
Others	12.3	9.9	22.2	7.7	7.1	14.8	8.0	6.6	14.6
TOTAL	1172.2	113.4	225.6	91.2	95.3	186.5	73.2	72.9	146.0
Not Stated	0.5	0.5	0.9	0.0	0.0	0.1	6.1	5.3	11.4
Total Egypt (a)	7058.1	7110.8	14177.9	7966.7	7944.0	15920.7	9392.0	9575.0	18967.0
Ratio of foreigners to total population (b)	13.9	15.9	15.9	11.4	12.0	11.7	7.6	7.8	7.7

(1) Excluding nomads, estimated at 40,000 in 1927, 12,000 in 1937 and 53,073 in 1947.

(2) Including nomads, estimated at 40,000 in 1927, 12,000 in 1937 and 53,073 in 1947.

(في الآلاف)

توزيع السكان حسب النوع والطبقة العلمية
POPULATION BY SEX AND EDUCATIONAL STATUS,
1927, 1937 & 1947.

Educational Status	1927			1937			1947			الحالة العلمية
	MALES	FEMALES	TOTAL	MALES	FEMALES	TOTAL	MALES	FEMALES	TOTAL	
Total Population (1)	6083.6	6083.5	12147.1	6944.8	6868.3	13813.1	8112.2	8263.8	16376.0	جملة السكان (١)
Literate.										متعلمون
able to read and write	1301.8	272	1573.8	1710.8	654.2	2365.0	2265.9	923.9	3188.8	ملمون بالقراءة والكتابة
Holders of lower certificates	30	4	43	104	24	128	145.4	53.3	198.7	حاملة شهادات أقل من متوسطة
Holders of Intermediate cert.	21	1	22	35	4	39	96.6	16.8	113.4	حاملة شهادات متوسطة
Holders of Higher Cert.	11.7	0.6	12.3	31.9	0.9	32.7	82.0	3.3	85.3	حاملة شهادات عالية
Holders of Higher Cert. from abroad	13.4	6.3	19.7	4.7	1.1	5.8	1.4	0.6	2.0	حاملة شهادات عالية من الخارج
TOTAL (1)	1386.8	284.1	1670.9	1886.3	684.2	2570.5	2561.3	988.3	3558.6	جملة المتعلمين
Ratio to total population	22.9	4.7	18.6	27.2	10.0	20.0	31.6	12.1	28.3	نسبة المتعلمين إلى جملة السكان
Illiterate	4666.0	5787.6	10453.6	5058.0	6183.7	11241.7	5249.0	6825.3	12074.3	أولئك الذين لا يتعلمون
Not Stated	10.8	11.8	22.6	0.5	0.4	0.9	309.9	446.2	748.1	حالات غير معينة

(1) Excluding children below 5 years

(١) لا تشمل الأطفال دون الخامسة

توزيع السكان حسب النوع وفئات الصناعة
 POPULATION BY SEX AND INDUSTRY GROUP,
 1927, 1937 & 1947.

(Thousands)

Industry group	1927			1937			1947			فئات الصناعة
	♂	♀	TOTAL	♂	♀	TOTAL	♂	♀	TOTAL	
Agriculture, forestry fishing and hunting	3002.1	923.9	3526.0	3605.1	703.1	4308.2	3656.0	3888.6	7544.6	الزراعة والصيد الغابات والصيد والتمسك
Extraction of Minerals	9.7	-	9.7	10.8	-	10.8	12.5	0.1	12.9	استخراج المعادن
Transformation Industries	437.3	45.4	482.7	432.2	46.1	478.3	651.8	57.0	708.8	الصناعات التحويلية
Construction	134.4	0.9	125.3	119.8	0.9	120.7	112.4	1.0	113.4	البناء والتشييد
Transportation and Communications	129.4	1.5	130.9	137.9	1.0	138.9	201.5	1.9	203.4	النقل والبريد
Commerce and Finance	365.4	42.2	407.6	399.9	66.1	466.0	544.6	75.6	620.2	التجارة والأعمال المالية
Social Services (public and private) (1)	267.6	16.1	283.7	305.3	16.6	321.9	499.1	26.4	515.5	الخدمات الاجتماعية (عامة وخاصة) والأدوات العامة (2)
Personal services (2)	197.2	56.9	254.1	157.1	69.1	226.2	207.2	299.0	2856.2	الخدمات الشخصية (3)
Undefined and unproductive Industries (3)	473.6	122.2	595.8	806.4	468.8	1275.2	1122.5	447.4	1570.3	الصناعات غير الواضحة وغير المنتجة (4)
Total occupied persons	5006.7	839.1	5845.8	6668.5	1363.7	8032.2	7058.3	7097.0	14155.3	جملة ذوي الأعمال
Unoccupied persons	1057.0	5344.5	6401.5	886.3	5504.6	6390.9	1053.8	1172.8	2226.7	بدون أعمال
Total (4)	6063.7	6063.6	12127.3	6944.8	6868.3	13813.1	8112.1	8269.8	16382.0	جملة (4)

(1) Include health, education, welfare services, government services except transportation and communication.

(2) Include hotels, restaurants, cleaning establishments, domestic servants, etc.

(3) Include students; foreign tourists; persons living on charity, pensions, or savings, etc., and persons of indefinite occupation.

(4) Excluding children under 5 years.

(1) تشمل الخدمات الصحية والتعليمية والرعاية الاجتماعية، والخدمات الحكومية فيما عدا النقل والبريد.

(2) تشمل الفنادق والمطاعم ومطالين التنظيف والتطهير المنزلية، الخ.

(3) تشمل الطلبة والسياح الأجانب والذين يسكنون في مساكن خيرية أو على نفقة الآخرين، أو الذين يتلقون معاشاً أو تقاعدات.

(4) تشمل الأطفال دون سن الخامسة.

توزيع السكان حسب الحرف والهن

POPULATION BY OCCUPATION,

1927, 1937 & 1947.

(Thousands)

(بالآلاف)

Occupation	Centuries التعدادات			الحرفة أو المهنة
	1927	1937	1947	
Agricultural labourers	659.8	1457.3	1393.0	مزارعون بلاجرا
Cultivators on land on lease	238.4	210.4	678.6	مزارعون في أرض يستأجرونها
Cultivators on their own land	724.9	960.0	545.9	مزارعون في أرض يملكونها
Farmer's relatives assisting in the work of the farm	913.0	1228.9	1174.4	مزارعون يساعدون ذويهم
Pensioners and persons living on private means	66.3	31.7	83.2	أصحاب أملاك وإيرادات تمليكات
Professors and teachers	18.4	30.6	43.9	إساتذة ومعلمون
Doctors, physicians, surgeons	3.0	3.7	6.3	طبيبات
Chemists and druggists	1.5	1.2	1.6	كيميائيون وصيدائيون
Engineers	6.5	8.4	15.8	مهندسون على اختلاف التواضع
Lawyers, advocates	2.7	3.4	4.7	محامون
Actors and musicians	5.4	4.8	5.5	ممثلون وموسيقيون
Authors, editors, translators, etc.	0.9	1.2	8.2	مؤلفون ومصححون ومترجمون
Religious people	61.4	50.9	52.4	رجال الدين على اختلاف التواضع
Chief clerks, clerks	49.8	102.3	127.9	رؤساء كتبة وكتبة
Compositors, printers, binders	6.1	8.1	8.8	شاهيون وسفانو حروف ومجلدون
Merchants	246.3	206.8	254.4	تجار
Spinners, weavers, thread turners	47.2	50.0	88.9	نزلون ونساجون وفنانون
Engine, train, tram and motor car drivers	14.8	21.8	39.0	سائقو قطارات أو ترام أو سيارات
Mechanics, tinmiths, solderers and platers	25.8	39.2	94.9	ميكانيكيون وبرايدون وخرائطومعدان وشامون
Builders	36.9	23.5	26.5	بنائون
Fishermen	40.1	42.9	44.0	صيادو سمك
Workmen and labourers	896.3	100.3	229.1	فئة ومهات الآخرون
Other occupations	1787.7	2836.7	9229.2	حرف ومهن أخرى
Total occupied persons	5845.7	7422.1	11455.2	جملة ذوي الأضال
Unoccupied persons	6001.4	6391.0	2226.8	بدون أضال
TOTAL (1)	12147.1	13813.1	16382.0	جملة (٢)

(1) Excluding children below 5 years.

(٢) لايشمل الأطفال دون سن الخامسة

المواليد والوفيات والزيادة الطبيعية للمواليد موتى

BIRTHS, DEATHS, NATURAL INCREASE,

INFANT MORTALITY AND FOETAL DEATHS,

1927 - 1949

السنوات Years	مواليد أحياء Live Births		وفيات (1) Deaths (1)		الزيادة الطبيعية Natural Increase		وفيات فى السنة Deaths under 1 year		مواليد موتى (2) Fortal Deaths (2)		المواليد لكل مائة من المواليد من الإناث Births of males per 100 Births of Females
	العدد بالآلاف Number 000's	السببى الإحصائى السكانى o/100 popul.	العدد بالآلاف Number 000's	السببى الإحصائى السكانى o/100 popul.	العدد بالآلاف Number 000's	السببى الإحصائى السكانى o/100 popul.	العدد بالآلاف Number 000's	السببى الإحصائى السكانى o/100 popul.	العدد بالآلاف Number 000's	السببى الإحصائى السكانى o/100 Births	
1927	627.6	44.0	359.5	25.2	268.1	18.8	95.1	182	5.1	8.1	168
1929	645.2	44.2	403.5	27.6	241.8	16.6	102.4	199	4.8	7.4	168
1931	664.6	44.5	397.7	26.6	266.9	17.9	166.4	190	4.9	7.3	167
1933	668.5	43.8	420.8	27.5	247.7	16.2	108.6	162	5.0	7.4	168
1935	646.8	41.3	412.2	26.4	234.6	14.9	103.7	161	4.6	7.1	169
1937	694.1	43.5	434.2	27.2	259.9	16.3	114.9	165	5.4	7.8	168
1939	696.7	42.2	439.0	26.0	267.7	16.2	112.3	161	5.4	7.7	168
1941	695.0	40.8	441.0	25.9	254.0	14.9	104.4	150	5.1	7.3	110
1943	689.8	39.6	432.6	28.3	197.1	11.3	110.5	160	5.1	7.3	110
1945	707.5	43.9	512.0	28.6	275.5	15.4	120.4	153	6.1	7.7	160
1946	774.2	42.7	463.4	25.9	304.8	16.8	109.0	141	5.9	7.0	168
1947	834.5	43.6	468.6	21.4	425.9	22.3	112.6	134	5.8	7.1	110
1948	832.7	42.9	388.0	23.4	434.7	21.5	105.8	126	5.9	7.1	169
1949	831.3	42.1	416.5	20.5	420.8	21.6	115.4	138	5.8	6.9	169

(1) Excluding foetal deaths.

(2) i.e., death prior to the complete expulsion or extracting from its mother of a product of conception. Irrespective of the duration of pregnancy; the death is indicated by the fact that after such separation, the foetus does not breathe or show any other evidences of life.

(1) لا تشمل المواليد موتى

(2) يعنى المولود ميتا فى حالة الولادة التى تسبق وضعه
بصرف النظر عن مدة الحمل. ويعد على الولادة كمولود المولود
بعد انفصاله لا يتنفس ولا تظهر عليه أية علامة للحياة من
علامات الحياة.

تقدير الدخل القومي (١)

ESTIMATE OF THE NATIONAL INCOME.
1948 (1)

Source of Income	ملايين الجنيهات Millions of L.E.	مصادر الدخل
Agriculture		الزراعة
Farm produce	253	محاصيل زراعية
Live-stock	35	الانتاج الحيواني
Eggs and poultry	12	البيض والدواجن
Fishing and bee-hives	6	صيد الأسماك ونملها النحل
Industry	104	الصناعة
Commerce and Transport	485	التجارة والنقل
Services		الخدمات
Government services (2)	13	خدمات الحكومة نظير رسوم خاصة (٢)
Professions	18	خدمات المهنيين الحرة
Entertainment	2	خدمات الترفيهية
Personal services	41	خدمات الاستعانة
Other services	6	خدمات أخرى
Rents from dwellings	32	إيجار المساكن
Net income from abroad (3)	18	صافي الدخل من الخارج (٣)
TOTAL	1017	جسلة

(1) This estimate of the national income of Egypt, computed by the Statistical Department, Ministry of Finance and Economy, is based on the concept of the aggregate of the net values added in all branches of economic activities, together with the net income from abroad. This estimate represents the net national product of Agriculture, industry, commerce and transport, services, rents of dwellings and income from abroad.

(2) I.e. duties on : permits, licences, transfer of property, legal recognition of documents, post, etc.

(3) This item represents the difference between the total invisible receipts and the total invisible payments, excluding capital remittances.

١ - وضعت مصلحة الإحصاء والتعداد هذا التقدير مستخدمة طريقة تقدير صافي القيم المضافة للسلع والخدمات في مختلف أنواع الإنتاج - وهذه الطريقة المعروفة بطريقة الفائض أساسها احتساب صافي المنجول من مصادر الدخل الرئيسية بعد خصم التكاليف - وهو الصافي الذي يوزع على منتج من يساهمون في كل مصدر من تلك المصادر - ومصادر الدخل الرئيسية التي قسم إليها الدخل عامة هي الزراعة والصناعة والتجارة والنقل والخدمات وإيجار المساكن وصافي الدخل من الخارج

٢ - مثل رسوم الرخص ورسوم نقل الملكية ورسوم استخراج الترخيصات والتمتدات الرسمية والبريد الخ ..

٣ - عبارة عن الفرق بين جسلة الإيرادات الغير المنظورة وجسلة المصروفات الغير المنظورة بعد استبعاد رؤوس الأموال المعولة

وسائل التره (١)

PURCHASING MEDIA (1)

(L.E. 000's)

(بالآلاف الجنيهات)

END OF	أموال بالبنوك (١) - (٢) BANKING MONEY	نقود ورقية (٣) PAPER MONEY	نقود معدنية (٤) METALLIC MONEY	إجمالية TOTAL	الرقم القياسي ١٠٠ = ١٩٣٦-١٩٤٨ INDEX NUMBER 31 12, 1939 = 100	تاريخ
December 1939	53520	26945	4272	85442	100	ديسمبر ١٩٣٩
" 1940	62302	38970	5864	106386	125	" ١٩٤٠
" 1941	89183	51970	5400	146193	172	" ١٩٤١
" 1942	116057	78700	6142	200899	235	" ١٩٤٢
" 1943	158481	100824	5628	304933	357	" ١٩٤٣
" 1944	257944	121511	5663	385088	451	" ١٩٤٤
" 1945	294035	146899	6102	447036	523	" ١٩٤٥
" 1946	293827	144319	6027	444183	520	" ١٩٤٦
" 1947	283893	144683	6098	438674	513	" ١٩٤٧
" 1948	273452	144458	5936	443866	519	" ١٩٤٨
March 1949	278614	157365	5982	441961	517	مارس ١٩٤٩
June 1949	263575	154864	5970	422406	494	يونيو ١٩٤٩
Sept. 1949	258888	150735	6001	416674	488	سبتمبر ١٩٤٩
December 1949	286612	173923	6014	466549	546	ديسمبر ١٩٤٩
March 1950	274125	170738	5997	450860	526	مارس ١٩٥٠
June 1950	248573	159087	6010	413670	484	يونيو ١٩٥٠
Sept. 1950	240338	168209	5927	414674	485	سبتمبر ١٩٥٠
December 1950	275948	188395	6033	471376	552	ديسمبر ١٩٥٠
March 1951	284168	184210	6090	468468	534	مارس ١٩٥١
June 1951	240541	186528	6129	433248	507	يونيو ١٩٥١
Sept. 1951	231797	173710	6235	411742	482	سبتمبر ١٩٥١
December 1951	244355	204726	5600	454681	532	ديسمبر ١٩٥١

(1) Figures for 17 banks including National Bank of Egypt.

(2) Including current A/c. time deposits and savings.

(3) A reduction estimated at 10% of the Current A/c. has been made to allow for that amount of till money which is maintained by the commercial banks.

(4) Including banknotes of N.E.E. and currency notes. A reduction is made for the amount of banknotes circulating in the Sudan.

(5) A reduction is made for metal money in circulation in the Sudan.

(١) الأرقام عن ١٧ بنكاً بما في ذلك البنك الأهلي المصري

(٢) تشمل الحسابات الجارية والودائع لأجل والودائع في حسابات التوفير بملححة البريد والبنوك

(٣) أجرى تخفيض تقديري مقداره ١٠٪ من قيمة الحسابات الجارية نظراً لاحتفاظ البنوك التجارية في خزائنها

(٤) تشمل أوراق البنك الأهلي وأوراق العملة المساعدة بعد خصم قيمة البنكنوت المتداول في السودان

(٥) بعد خصم قيمة العملة المعدنية المتداولة في السودان

البنكوت المصرى وغطاؤه والتداول النقدى

BANKNOTES ISSUED, THEIR COVER AND MONETARY CIRCULATION

بنكوت المبهات

END OF	REASON FOR ISSUANCE		COVER OF BANKNOTES ISSUED				MONETARY CIRCULATION				
	مبلغ	عدد	GOLD	مبلغ البنكوت المصدرة			R.M. NOTES	CURRENCY	COINS (B)	RESIDUAL	TOTAL
				COINAGE	BILLS & SECURITIES	WAL LOAN					
December	32200	6241	6854	7095	1500	20456	50	5038	25494	1978	
"	28900	6241	5083	8076	2900	26445	50	5092	31587	1978	
"	52700	6241	37244	7715	1500	50600	51	6063	57174	1978	
"	79100	6241	63744	7715	1500	75347	2550	6853	81750	1978	
"	101400	6241	85944	7715	1500	95603	2724	6598	10915	1978	
"	122000	6241	106544	7715	1500	116768	3442	6718	128378	1978	
"	148000	6241	132544	7715	1500	140745	1899	7270	149914	1978	
"	1435000	6376	119909	7715	11000	157168	2031	7281	166503	1978	
"	145000	6376	119909	7715	11000	137338	1983	7331	146844	1978	
"	164000	6376	114236	7715	35670	153856	2197	7250	163283	1978	
"	174000	6376	114236	7018	46290	166106	2491	7269	175929	1978	
"	191000	6376	114236	7098	63290	183901	3168	7301	194860	1978	
January	190000	6376	114236	7098	63290	183901	3168	7417	192954	1978	
February	191000	6376	114236	7098	63290	183901	3168	7444	194374	1978	
March	191000	6376	114236	7098	63290	183901	3168	7444	194374	1978	
April	183000	6376	114236	6942	61446	182754	3090	7493	193432	1978	
May	194261	41052	91519	6942	61446	183464	3210	7486	194100	1978	
June	190761	41052	91519	6861	55376	175100	3121	7499	188980	1978	
July	183261	50092	91519	6786	51604	170784	3223	7543	181550	1978	
August	181761	50092	81569	6786	44904	161481	3228	7562	172051	1978	
Sept.	191761	50092	81569	6786	41001	160118	3263	7571	171232	1978	
October	210761	50092	81569	6768	51682	174983	3360	7616	184556	1978	
November	216761	50092	81569	6768	66682	193463	3474	7643	204632	1978	
December	227761	60553	71620	6318	88070	204511	3557	7653	215723	1978	
		60553	71590	6270	84339	200917	3663	6081	211961	1978	

(B) Covers the National Bank of Egypt.

(C) Including holdings of the National Bank of Egypt.

(1) في خارج البنك الاصل المصرى
(2) تشمل التحويلات ببيت الاصل المصرى

BANK DEPOSITS AND SAVINGS - ودائع البنوك و صناديق التوفير - (بالآلاف الجنيهات)

END OF	DEPOSITS WITH COMMERCIAL BANKS (1)			SAVINGS DEPOSITS WITH		TOTAL	الرقم التبادلي INDEX NUMBER (JUNE-AUG. 1929 = 1000 (2))
	SIGHT DEPOSITS		ودائع لأجل TIME DEPOSITS	بالتوفير BANKS (3)	ودائع التوفير OFFICE SAVINGS BANKS		
	الخاصة PRIVATE	الحكومية GOVERNMENT					
December	51611	3199	5566	2678	7894	37038	112
"	56033	18186	6764	1475	9299	92757	701
"	107126	67954	5065	1641	19706	104892	444
"	159553	68481	9069	6768	27106	270777	587
"	206108	61741	17395	9626	33468	322738	699
"	183277	80499	11876	8797	33739	323698	706
"	173968	87624	13886	8426	37154	316658	685
"	194471	54522	14819	7823	29771	299107	648
"	181751	71211	20492	8212	34055	314795	632
"	180159	58913	26735	8354	29680	302932	656
January	189969	67738	19623	8426	29701	306677	665
February	18,866	59570	19148	8394	29671	308632	651
March	174411	55487	25628	8110	29692	296678	628
April	178405	50316	17483	8548	29577	281371	623
May	167784	58199	17420	8577	29560	281280	609
June	167260	41632	18347	8536	28975	264965	574
July	163386	47461	18007	8334	28790	268168	577
August	169724	33257	18394	8544	28566	290095	562
Sept.	163691	26792	24975	8335	28412	254405	551
October	166903	36188	18084	8443	28270	237048	589
November	171244	36070	18307	8367	28147	263275	574
December	173751	33854	20446	8561	28446	268758	582

(1) Figures for 17 banks, including National Bank of Egypt.

(2) Figures for 10 banks including National Bank of Egypt.

(3) Actual Value for base-period L.E. 48,144,000.

(1) تمثيل 17 بنكا في ذلك البنك الأمل المصري

(2) تمثيل 10 بنوك في ذلك البنك الأمل المصري

(3) القيمة الفعلية في فترة الأساس 17144 ألفا من الجنيهات

115

INDEX NUMBER OF WHOLESALE PRICES - لاسعار الجملة - الرقم القياسي
 (June-August 1930 = 100) (يونيو - أغسطس سنة ١٩٣٠ = ١٠٠)

MONTHS	الغذاء والمنتجات FOODSTUFFS						المنتجات الصناعية INDUSTRIAL PRODUCTS AND MATERIALS								العموم GENERAL			
	CEREALS الحبوب	BAKERY PRODUCTS المخبوزات	OILS الزيوت	MEAT & FISH الحمى والأسماك	EGGS & VEGETABLES البيض والخضراوات	OTHERS الغذاء الأخرى	TOTAL الكل	TEXTILES المنسوجات	IRON & STEEL الحديد والصلب	MANUFACTURES المصنوعات	TOTAL الكل	MINERAL PRODUCTS المنتجات المعدنية	OTHERS المنتجات الأخرى	PAPER الورق		FERTILIZERS الأسمدة	REFRACTORIES المنتجات المقاومة للحرارة	OTHERS المنتجات الأخرى
December 1949	115	133	166	121	126	152	204	167	231	221	161	234	141	159	22	142.5	194.0	142.5
" 1941	164	167	188	135	157	181	221	214	267	261	228	294	169	202	149	187.5	194.5	187.5
" 1943	231	333	319	231	240	354	258	336	370	319	328	480	266	311	189	291.5	191.5	291.5
" 1944	285	449	385	303	225	406	243	341	1839	495	363	536	366	413	261	330.3	191.1	330.3
" 1945	263	424	343	291	241	389	252	378	1721	628	310	391	303	436	366	333.4	191.6	333.4
" 1946	268	434	406	298	239	435	243	384	463	376	298	346	277	349	266	316	191.5	316
" 1947	248	386	406	297	241	433	248	381	443	418	239	373	318	346	277	316	191.5	316
" 1948	251	386	369	317	213	428	250	395	416	473	311	353	343	356	277	316	191.5	316
" 1949	228	369	345	325	289	341	272	362	353	347	366	338	339	329	286	321.5	191.5	321.5
" 1950	273	446	395	358	278	413	268	374	419	343	366	464	431	338	316	322	191.5	322
February 1951	271	433	414	328	276	408	269	386	373	366	366	511	467	369	316	376.1	191.5	376.1
March	268	401	420	315	279	386	266	390	379	366	366	511	457	375	316	376.1	191.5	376.1
"	264	428	420	309	280	381	269	392	374	393	366	511	466	375	316	376.1	191.5	376.1
April	261	423	416	301	280	381	269	391	374	393	366	511	466	375	316	376.1	191.5	376.1
May	247	413	430	368	280	365	269	391	374	393	366	471	466	375	316	376.1	191.5	376.1
June	273	434	427	368	281	366	269	391	374	393	366	471	466	375	316	376.1	191.5	376.1
July	277	429	417	358	281	366	269	391	374	393	366	471	466	375	316	376.1	191.5	376.1
August	275	442	421	367	281	366	269	391	374	393	366	471	466	375	316	376.1	191.5	376.1
Sept.	272	428	428	362	281	366	269	391	374	393	366	471	466	375	316	376.1	191.5	376.1
October	272	428	428	362	281	366	269	391	374	393	366	471	466	375	316	376.1	191.5	376.1
Nov.	274	429	427	366	281	366	269	391	374	393	366	471	466	375	316	376.1	191.5	376.1
Dec.	274	429	427	366	281	366	269	391	374	393	366	471	466	375	316	376.1	191.5	376.1
January 1952	273	403	437	367	281	366	269	391	374	393	366	471	466	375	316	376.1	191.5	376.1

113

الرقم القياسي لاسعار الجملة

(يونيو - أغسطس سنة 1939 = 100)

الرقم القياسي لاسعار الجملة الذي تصدره مصلحة الإحصاء والاعداد يشتمل على عدد من المواد قدره 88 مقسماً إلى 278 نوعاً يجمع لها 883 سعراً أسبوعياً وتندمج الاسعار النسبية المحسوبة لها في 192 سعراً فقط تدخل في الحساب النهائي لرقم القياسي . وهذه المواد تشمل غير المحاصلات الزراعية الأسنان المصنوعة والنصف المصنوعة والثمة المصنوع ، منها ما هو ناتج محل ومنها ما هو مستورد من الخارج مما يجعل الرقم أكثر تشبهاً لسوق للصرية كما أن مواده 88% قد اقتصت إلى 15 مجموعة تبعاً لطبيعة تلك المواد ست منها مواد غذائية والتسع الباقية مواد أساسية أخرى ولشكل مجموعة منها رقبها القياسي . والنوسط المستخدم هو النوسط الهندسي المرجح . وله روي في تحديد الأوزان الأهمية النسبية للمواد المختلفة في التداول وذلك بإعطاء كل مادة عدداً من الاسعار يتناسب مع أهميتها وهذه الطريقة تعرف بالتثليل غير المباشر .

والرقم القياسي محسوب عن القطر كله حيث أن الاسعار تجمع من المناطق المعتبرة لعدة لتوزيع المواد إلى الجهات الأخرى من القطر .

INDEX NUMBER OF WHOLESALE PRICES (June - August 1939 = 100)

The wholesale price index published by the Statistical Department, Ministry of Finance and Economy, covers 88 items subdivided into 278 varieties for which 883 quotations are collected weekly. Monthly prices are averages of the weekly prices.

The number of price quotations per item were determined so as to give the index implicit weighting so that each article is weighted according to its relative importance in the markets. The system of weighting adopted is that of the indirect method, in which the prices of an article are repeated in different stages of its production, and by its grades hence the weekly quotations amount to 883.

The articles selected comprise practically the main staple commodities used in the country, either produced or imported which include raw materials, semi finished and consumers goods.

The items are classified by groups. The classification is in accordance with the nature of the commodities, thus the 88 items are divided into 15 groups, six of which represent foodstuffs, and the remaining nine cover the other principal commodities. Each group has its index in which the items are also indirectly weighted. The weighted geometric average of the relatives is taken for each group by itself.

احصائيات عن القطن المصري
المساحة المزروعة ، متوسط محصول الفدان
المخزون ، المحصول ، المستهلك ، والصادر

EGYPTIAN COTTON STATISTICS
CULTIVATED AREA, YIELD PER FEDDAN,
STOCK, CROP, CONSUMPTION AND EXPORTS

السنوات (1) YEARS (1)	المساحة المزروعة بالفدان (FEDDANS 0000)	متوسط محصول الفدان (بالقنطار) YIELD PER FEDDAN (CANTARS)	المخزون (أول سبتمبر) (بالقنطار) STOCK (SEPT. 1st) (CANTARS 0000)	المحصول (بالقنطار) CROP (CANTARS 0000)	المستهلك (% من القنطار) CONSUMPTION (2) (CANTARS 0000)	الصادر (بالقنطار) EXPORTS (CANTARS 0000)
1937-1938	1978	5.6	317	11049	511	8919
1938-1939	1784	4.7	1970	8340	570	8484
1939-1940	1625	5.4	1010	8692	653	7504
1940-1941	1685	5.4	1560	9170	753	4118
1941-1942	1644	5.1	5757	8374	813	6669
1942-1943	706	5.9	8678	4233	891	3070
1943-1944	713	5.0	9808	3569	876	3610
1944-1945	853	5.4	8392	4640	1070	4228
1945-1946	382	5.3	8737	5121	1071	4423
1946-1947	1711	5.6	7824	6066	1099	6922
1947-1948	1754	5.1	5830	6370	1182	7798
1948-1949	1441	6.2	3236	8900	1140	8500
1949-1950	1692	5.1	3226	8704	1170	8948
1950-1951	1975	4.2	911	8500	1335	6420
1951-1952	1972	3.9	1648	7654	904 (2)	2752 (2)

(1) Cotton season begins on 1st September and ends on 31st August

(2) Up to the week ending 26th March, 1952.

(1) يبدأ موسم القطن من أول سبتمبر
ويينتهي في آخر أغسطس
(2) الأرقام لغاية الأسبوع المنتهي ٢٦
مارس سنة ١٩٥٢

البيزن التجاري (١)

BALANCE OF TRADE (1)

(Value in L.E. 000's)

(القيمة بالآلاف الجنيهات)

YEARS	الواردات IMPORTS	الصادرات (٢) EXPORTS (2)	الزيادة على الواردات (-) الصادرات (+) EXCESS OF IMPORTS - EXPORTS +	السنوات
1938	36954	30125	- 6829	١٩٣٨
1939	34491	34831	+ 741	١٩٣٩
1940	31378	28329	- 3058	١٩٤٠
1941	33127	22611	- 10516	١٩٤١
1942	35512	19195	- 36317	١٩٤٢
1943	37196	26329	- 10867	١٩٤٣
1944	51007	30101	- 21006	١٩٤٤
1945	60476	45159	- 15317	١٩٤٥
1946	63148	68093	- 14955	١٩٤٦
1947	102464	89663	- 12801	١٩٤٧
1948	172827	143101	- 29726	١٩٤٨
1949	178259	138802	- 40228	١٩٤٩
1950	212681	175428	- 37254	١٩٥٠
1951	270804	203880	- 70514	١٩٥١
1st. quarter 1949	40923	37361	- 3562	١٩٤٩ الربع الأول من سنة
2nd. quarter 1949	42812	35096	- 7716	" الثاني "
3rd. quarter 1949	37959	30430	- 7529	" الثالث "
4th. quarter 1949	50524	41787	- 8737	" الأخير "
1st. quarter 1950	43663	51895	+ 8232	١٩٥٠ الأول "
2nd. quarter 1950	49096	36387	- 12809	" الثاني "
3rd. quarter 1950	50576	34743	- 15833	" الثالث "
4th. quarter 1950	69347	58761	- 10586	" الأخير "
1st. quarter 1951	54840	81948	+ 27108	١٩٥١ الأول "
2nd. quarter 1951	65003	42903	- 22100	" الثاني "
3rd. quarter 1951	77730	24485	- 53245	" الثالث "
4th. quarter 1951	81821	54844	- 26677	١٩٥١ الأخير "

(1) Including gold ingots and coins (specie).

(١) الأرقام تشمل السياك الذهبية والمسكوكات من النقد

(2) Including produce and manufactures of Egypt and exports of imported merchandise.

(٢) الأرقام تشمل صادرات البضائع الوطنية والاجنبية

حصص كل منطقة وكل دولة من الدول الهامة في اجمالي قيمه واردات مصر (١)

SHARE OF EACH REGION AND EACH PRINCIPAL COUNTRY IN THE TOTAL VALUE OF IMPORTS OF EGYPT (1)

	1938		1949		1950		1951		الربع الثالث 3rd. quarter 1951		الربع الاخير 4th. quarter 1951				
	البيانات L.E. 000's.	0/00	البيانات L.E. 000's.	0/00	البيانات L.E. 000's.	0/00	البيانات L.E. 000's.	0/00	البيانات L.E. 000's.	0/00	البيانات L.E. 000's.	0/00			
Middle East (2)	1862	56	17381	98	16529	78	20496	73	5050	78	4230	58	7428	91	الشرق الاوسط (٢)
Africa	83	2	8434	47	8363	42	8863	31	2582	40	2438	43	1190	15	افريقيا
Asia	4790	146	15812	88	22098	104	16441	59	5405	83	3054	40	3971	47	آسيا
Europe	26833	724	97764	543	129591	669	141700	907	33338	91	34455	443	34725	424	أوروبا
The Americas	3853	120	27829	163	22303	100	73448	203	7438	114	28079	362	31747	388	الأمريكيات
Oceania	209	6	9412	51	13045	61	18870	67	6142	04	5280	69	2831	34	الأوقيانوسية
Others (3)	4	0	166	1	73	0	84	0	22	6	18	0	23	0	أخرى (٣)
TOTAL	36934	1000	178220	1000	212682	1000	276934	1000	65303	1000	77730	1000	81821	3000	الجملة
Belgium - Luxembourg	2669	56	5525	31	4783	22	5888	19	1467	23	1326	17	1317	16	بلجيكا ولوكسمبورج
France	1915	53	10488	59	20837	98	20382	73	6190	69	3771	51	4746	58	فرنسا
Germany	3733	103	601	4	7149	29	9799	35	2857	36	2392	31	3271	46	ألمانيا
Italy	3604	81	14936	84	15468	73	15663	57	4268	65	2403	43	3715	49	إيطاليا
Sweden	521	14	2895	16	4839	23	6285	22	1446	22	1992	26	1987	24	السويد
Switzerland	59	16	2199	12	3443	16	2811	16	775	12	861	7	718	9	سويسرا
United Kingdom	8467	230	27983	213	41325	194	41927	150	11242	172	9726	120	10120	124	المملكة المتحدة
Japan	953	26	2016	13	1237	6	1208	4	291	5	203	3	233	3	اليابان
Union of India	876	27	5827	28	5646	27	6605	24	2648	41	725	9	2521	31	الاتحاد الهندي
United States	2456	66	14730	83	12036	39	65140	233	5970	91	15760	310	28848	353	الولايات المتحدة
Other Countries	1234	339	81518	457	95367	433	104207	373	28280	433	27737	357	24297	267	دول أخرى
TOTAL	36934	1000	178220	1000	212682	1000	276934	1000	65303	1000	77730	1000	81821	3000	الجملة

(1) Including gold, Ingots and coins (specie).

(2) Including: Cyprus, Iraq, Syria, Lebanon, Turkey, Iran, Pakistan, Jordan, Saudi Arabia, Eritrea, Ethiopia, Libya and British East Africa. (3) From all over.

(١) إجمالاً تشمل الذهب والعملة والبنوكوكال من الدول

(٢) تشمل قبرص والعراق وسوريا ولبنان وتركيا

والبحرين واليمن واليمن والعملة العربية السعودية والبرية

والبحرين واليمن والبرية العربية البريطانية . (٣) من كل مكان

الذهب والعملات الأجنبية التي في حيازة الدول المختلفة

GOLD AND FOREIGN EXCHANGE HOLDINGS

(Millions of U.S. dollars)

(في الملايين الدولارات)

END OF PERIOD	فرنسا (١)		إيطاليا		السويد		سويسرا		السلطنة		البرازيل		كندا		الولايات المتحدة		أستراليا		نيوزيلندا	
	FRANCE (١)	ITALY	SWEDEN	SWITZERLAND	United Kingdom (١)	BRAZIL	CANADA	United States (١)	AUSTRALIA	NEW ZEALAND										
December 1957	240	210	244	239	665	32	18	180	15	1270	5	274	21	61	21	21	21	21	21	21
" 1958	294	144	303	71	2035	40	27	215	88	1750	14	170	25	21	25	25	25	25	25	25
" 1959	294	24	482	44	2477	34	312	354	1124	2003	33	543	23	209	23	23	23	23	23	23
" 1960	350	58	105	41	3000	34	470	287	219	22868	88	914	23	204	23	23	23	23	23	23
" 1961	548	112	61	54	1857	317	401	401	507	24206	88	129	25	173	25	25	25	25	25	25
" 1962	523	258	67	68	1699	317	401	458	631	24563	88	982	27	104	27	27	27	27	27	27
" 1963	523	254	90	102	3000	317	348	570	1162	22919	87	1223	29	134	29	29	29	29	29	29
January 1951	523	284	97	100	—	317	367	904	1147	22462	89	1276	30	142	30	30	30	30	30	30
February	523	264	100	94	—	317	364	607	1135	22162	89	1175	30	150	30	30	30	30	30	30
March	523	268	114	116	3753	317	391	610	1042	21920	91	1494	30	171	30	30	30	30	30	30
April	547	240	124	99	—	317	353	623	1019	21000	93	1516	30	182	30	30	30	30	30	30
May	547	254	130	76	—	317	331	634	1047	21861	86	1604	30	202	30	30	30	30	30	30
June	547	236	129	94	3867	317	302	685	1017	21872	86	1535	31	215	31	31	31	31	31	31
July	547	415	129	100	—	317	278	603	1006	21832	—	—	31	276	31	31	31	31	31	31
August	547	—	129	88	—	317	266	673	899	21916	—	—	31	322	31	31	31	31	31	31
Sept.	547	—	139	99	3209	317	256	683	928	22164	—	—	31	191	31	31	31	31	31	31
October	547	—	134	126	—	317	243	—	—	22394	—	—	31	165	31	31	31	31	31	31
November	547	—	130	129	—	317	—	—	—	22379	—	—	31	168	31	31	31	31	31	31
December	547	—	152	243	2395	—	—	—	—	22873	—	—	30	31	30	30	30	30	30	30

(١) 1957-1967, holdings of Bank of France, Stabilization Fund and cash controls, beginning 1948 holdings of Bank of France only.

(٢) Gold, U.S. and Canadian dollar holdings.

(٣) Holdings of the Treasury and the gold held in the active portion of the Exchange Stabilization Fund.

(٤) 1957-1967 - 1918 - 1919 - 1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927 - 1928 - 1929 - 1930 - 1931 - 1932 - 1933 - 1934 - 1935 - 1936 - 1937 - 1938 - 1939 - 1940 - 1941 - 1942 - 1943 - 1944 - 1945 - 1946 - 1947 - 1948 - 1949 - 1950 - 1951 - 1952 - 1953 - 1954 - 1955 - 1956 - 1957 - 1958 - 1959 - 1960 - 1961 - 1962 - 1963 - 1964 - 1965 - 1966 - 1967 - 1968 - 1969 - 1970 - 1971 - 1972 - 1973 - 1974 - 1975 - 1976 - 1977 - 1978 - 1979 - 1980 - 1981 - 1982 - 1983 - 1984 - 1985 - 1986 - 1987 - 1988 - 1989 - 1990 - 1991 - 1992 - 1993 - 1994 - 1995 - 1996 - 1997 - 1998 - 1999 - 2000 - 2001 - 2002 - 2003 - 2004 - 2005 - 2006 - 2007 - 2008 - 2009 - 2010 - 2011 - 2012 - 2013 - 2014 - 2015 - 2016 - 2017 - 2018 - 2019 - 2020 - 2021 - 2022 - 2023 - 2024 - 2025 - 2026 - 2027 - 2028 - 2029 - 2030 - 2031 - 2032 - 2033 - 2034 - 2035 - 2036 - 2037 - 2038 - 2039 - 2040 - 2041 - 2042 - 2043 - 2044 - 2045 - 2046 - 2047 - 2048 - 2049 - 2050 - 2051 - 2052 - 2053 - 2054 - 2055 - 2056 - 2057 - 2058 - 2059 - 2060 - 2061 - 2062 - 2063 - 2064 - 2065 - 2066 - 2067 - 2068 - 2069 - 2070 - 2071 - 2072 - 2073 - 2074 - 2075 - 2076 - 2077 - 2078 - 2079 - 2080 - 2081 - 2082 - 2083 - 2084 - 2085 - 2086 - 2087 - 2088 - 2089 - 2090 - 2091 - 2092 - 2093 - 2094 - 2095 - 2096 - 2097 - 2098 - 2099 - 2100 - 2101 - 2102 - 2103 - 2104 - 2105 - 2106 - 2107 - 2108 - 2109 - 2110 - 2111 - 2112 - 2113 - 2114 - 2115 - 2116 - 2117 - 2118 - 2119 - 2120 - 2121 - 2122 - 2123 - 2124 - 2125 - 2126 - 2127 - 2128 - 2129 - 2130 - 2131 - 2132 - 2133 - 2134 - 2135 - 2136 - 2137 - 2138 - 2139 - 2140 - 2141 - 2142 - 2143 - 2144 - 2145 - 2146 - 2147 - 2148 - 2149 - 2150 - 2151 - 2152 - 2153 - 2154 - 2155 - 2156 - 2157 - 2158 - 2159 - 2160 - 2161 - 2162 - 2163 - 2164 - 2165 - 2166 - 2167 - 2168 - 2169 - 2170 - 2171 - 2172 - 2173 - 2174 - 2175 - 2176 - 2177 - 2178 - 2179 - 2180 - 2181 - 2182 - 2183 - 2184 - 2185 - 2186 - 2187 - 2188 - 2189 - 2190 - 2191 - 2192 - 2193 - 2194 - 2195 - 2196 - 2197 - 2198 - 2199 - 2200 - 2201 - 2202 - 2203 - 2204 - 2205 - 2206 - 2207 - 2208 - 2209 - 2210 - 2211 - 2212 - 2213 - 2214 - 2215 - 2216 - 2217 - 2218 - 2219 - 2220 - 2221 - 2222 - 2223 - 2224 - 2225 - 2226 - 2227 - 2228 - 2229 - 2230 - 2231 - 2232 - 2233 - 2234 - 2235 - 2236 - 2237 - 2238 - 2239 - 2240 - 2241 - 2242 - 2243 - 2244 - 2245 - 2246 - 2247 - 2248 - 2249 - 2250 - 2251 - 2252 - 2253 - 2254 - 2255 - 2256 - 2257 - 2258 - 2259 - 2260 - 2261 - 2262 - 2263 - 2264 - 2265 - 2266 - 2267 - 2268 - 2269 - 2270 - 2271 - 2272 - 2273 - 2274 - 2275 - 2276 - 2277 - 2278 - 2279 - 2280 - 2281 - 2282 - 2283 - 2284 - 2285 - 2286 - 2287 - 2288 - 2289 - 2290 - 2291 - 2292 - 2293 - 2294 - 2295 - 2296 - 2297 - 2298 - 2299 - 2300 - 2301 - 2302 - 2303 - 2304 - 2305 - 2306 - 2307 - 2308 - 2309 - 2310 - 2311 - 2312 - 2313 - 2314 - 2315 - 2316 - 2317 - 2318 - 2319 - 2320 - 2321 - 2322 - 2323 - 2324 - 2325 - 2326 - 2327 - 2328 - 2329 - 2330 - 2331 - 2332 - 2333 - 2334 - 2335 - 2336 - 2337 - 2338 - 2339 - 2340 - 2341 - 2342 - 2343 - 2344 - 2345 - 2346 - 2347 - 2348 - 2349 - 2350 - 2351 - 2352 - 2353 - 2354 - 2355 - 2356 - 2357 - 2358 - 2359 - 2360 - 2361 - 2362 - 2363 - 2364 - 2365 - 2366 - 2367 - 2368 - 2369 - 2370 - 2371 - 2372 - 2373 - 2374 - 2375 - 2376 - 2377 - 2378 - 2379 - 2380 - 2381 - 2382 - 2383 - 2384 - 2385 - 2386 - 2387 - 2388 - 2389 - 2390 - 2391 - 2392 - 2393 - 2394 - 2395 - 2396 - 2397 - 2398 - 2399 - 2400 - 2401 - 2402 - 2403 - 2404 - 2405 - 2406 - 2407 - 2408 - 2409 - 2410 - 2411 - 2412 - 2413 - 2414 - 2415 - 2416 - 2417 - 2418 - 2419 - 2420 - 2421 - 2422 - 2423 - 2424 - 2425 - 2426 - 2427 - 2428 - 2429 - 2430 - 2431 - 2432 - 2433 - 2434 - 2435 - 2436 - 2437 - 2438 - 2439 - 2440 - 2441 - 2442 - 2443 - 2444 - 2445 - 2446 - 2447 - 2448 - 2449 - 2450 - 2451 - 2452 - 2453 - 2454 - 2455 - 2456 - 2457 - 2458 - 2459 - 2460 - 2461 - 2462 - 2463 - 2464 - 2465 - 2466 - 2467 - 2468 - 2469 - 2470 - 2471 - 2472 - 2473 - 2474 - 2475 - 2476 - 2477 - 2478 - 2479 - 2480 - 2481 - 2482 - 2483 - 2484 - 2485 - 2486 - 2487 - 2488 - 2489 - 2490 - 2491 - 2492 - 2493 - 2494 - 2495 - 2496 - 2497 - 2498 - 2499 - 2500 - 2501 - 2502 - 2503 - 2504 - 2505 - 2506 - 2507 - 2508 - 2509 - 2510 - 2511 - 2512 - 2513 - 2514 - 2515 - 2516 - 2517 - 2518 - 2519 - 2520 - 2521 - 2522 - 2523 - 2524 - 2525 - 2526 - 2527 - 2528 - 2529 - 2530 - 2531 - 2532 - 2533 - 2534 - 2535 - 2536 - 2537 - 2538 - 2539 - 2540 - 2541 - 2542 - 2543 - 2544 - 2545 - 2546 - 2547 - 2548 - 2549 - 2550 - 2551 - 2552 - 2553 - 2554 - 2555 - 2556 - 2557 - 2558 - 2559 - 2560 - 2561 - 2562 - 2563 - 2564 - 2565 - 2566 - 2567 - 2568 - 2569 - 2570 - 2571 - 2572 - 2573 - 2574 - 2575 - 2576 - 2577 - 2578 - 2579 - 2580 - 2581 - 2582 - 2583 - 2584 - 2585 - 2586 - 2587 - 2588 - 2589 - 2590 - 2591 - 2592 - 2593 - 2594 - 2595 - 2596 - 2597 - 2598 - 2599 - 2600 - 2601 - 2602 - 2603 - 2604 - 2605 - 2606 - 2607 - 2608 - 2609 - 2610 - 2611 - 2612 - 2613 - 2614 - 2615 - 2616 - 2617 - 2618 - 2619 - 2620 - 2621 - 2622 - 2623 - 2624 - 2625 - 2626 - 2627 - 2628 - 2629 - 2630 - 2631 - 2632 - 2633 - 2634 - 2635 - 2636 - 2637 - 2638 - 2639 - 2640 - 2641 - 2642 - 2643 - 2644 - 2645 - 2646 - 2647 - 2648 - 2649 - 2650 - 2651 - 2652 - 2653 - 2654 - 2655 - 2656 - 2657 - 2658 - 2659 - 2660 - 2661 - 2662 - 2663 - 2664 - 2665 - 2666 - 2667 - 2668 - 2669 - 2670 - 2671 - 2672 - 2673 - 2674 - 2675 - 2676 - 2677 - 2678 - 2679 - 2680 - 2681 - 2682 - 2683 - 2684 - 2685 - 2686 - 2687 - 2688 - 2689 - 2690 - 2691 - 2692 - 2693 - 2694 - 2695 - 2696 - 2697 - 2698 - 2699 - 2700 - 2701 - 2702 - 2703 - 2704 - 2705 - 2706 - 2707 - 2708 - 2709 - 2710 - 2711 - 2712 - 2713 - 2714 - 2715 - 2716 - 2717 - 2718 - 2719 - 2720 - 2721 - 2722 - 2723 - 2724 - 2725 - 2726 - 2727 - 2728 - 2729 - 2730 - 2731 - 2732 - 2733 - 2734 - 2735 - 2736 - 2737 - 2738 - 2739 - 2740 - 2741 - 2742 - 2743 - 2744 - 2745 - 2746 - 2747 - 2748 - 2749 - 2750 - 2751 - 2752 - 2753 - 2754 - 2755 - 2756 - 2757 - 2758 - 2759 - 2760 - 2761 - 2762 - 2763 - 2764 - 2765 - 2766 - 2767 - 2768 - 2769 - 2770 - 2771 - 2772 - 2773 - 2774 - 2775 - 2776 - 2777 - 2778 - 2779 - 2780 - 2781 - 2782 - 2783 - 2784 - 2785 - 2786 - 2787 - 2788 - 2789 - 2790 - 2791 - 2792 - 2793 - 2794 - 2795 - 2796 - 2797 - 2798 - 2799 - 2800 - 2801 - 2802 - 2803 - 2804 - 2805 - 2806 - 2807 - 2808 - 2809 - 2810 - 2811 - 2812 - 2813 - 2814 - 2815 - 2816 - 2817 - 2818 - 2819 - 2820 - 2821 - 2822 - 2823 - 2824 - 2825 - 2826 - 2827 - 2828 - 2829 - 2830 - 2831 - 2832 - 2833 - 2834 - 2835 - 2836 - 2837 - 2838 - 2839 - 2840 - 2841 - 2842 - 2843 - 2844 - 2845 - 2846 - 2847 - 2848 - 2849 - 2850 - 2851 - 2852 - 2853 - 2854 - 2855 - 2856 - 2857 - 2858 - 2859 - 2860 - 2861 - 2862 - 2863 - 2864 - 2865 - 2866 - 2867 - 2868 - 2869 - 2870 - 2871 - 2872 - 2873 - 2874 - 2875 - 2876 - 2877 - 2878 - 2879 - 2880 - 2881 - 2882 - 2883 - 2884 - 2885 - 2886 - 2887 - 2888 - 2889 - 2890 - 2891 - 2892 - 2893 - 2894 - 2895 - 2896 - 2897 - 2898 - 2899 - 2900 - 2901 - 2902 - 2903 - 2904 - 2905 - 2906 - 2907 - 2908 - 2909 - 2910 - 2911 - 2912 - 2913 - 2914 - 2915 - 2916 - 2917 - 2918 - 2919 - 2920 - 2921 - 2922 - 2923 - 2924 - 2925 - 2926 - 2927 - 2928 - 2929 - 2930 - 2931 - 2932 - 2933 - 2934 - 2935 - 2936 - 2937 - 2938 - 2939 - 2940 - 2941 - 2942 - 2943 - 2944 - 2945 - 2946 - 2947 - 2948 - 2949 - 2950 - 2951 - 2952 - 2953 - 2954 - 2955 - 2956 - 2957 - 2958 - 2959 - 2960 - 2961 - 2962 - 2963 - 2964 - 2965 - 2966 - 2967 - 2968 - 2969 - 2970 - 2971 - 2972 - 2973 - 2974 - 2975 - 2976 - 2977 - 2978 - 2979 - 2980 - 2981 - 2982 - 2983 - 2984 - 2985 - 2986 - 2987 - 2988 - 2989 - 2990 - 2991 - 2992 - 2993 - 2994 - 2995 - 2996 - 2997 - 2998 - 2999 - 3000 - 3001 - 3002 - 3003 - 3004 - 3005 - 3006 - 3007 - 3008 - 3009 - 3010 - 3011 - 3012 - 3013 - 3014 - 3015 - 3016 - 3017 - 3018 - 3019 - 3020 - 3021 - 3022 - 3023 - 3024 - 3025 - 3026 - 3027 - 3028 - 3029 - 3030 - 3031 - 3032 - 3033 - 3034 - 3035 - 3036 - 3037 - 3038 - 3039 - 3040 - 3041 - 3042 - 3043 - 3044 - 3045 - 3046 - 3047 - 3048 - 3049 - 3050 - 3051 - 3052 - 3053 - 3054 - 3055 - 3056 - 3057 - 3058 - 3059 - 3060 - 3061 - 3062 - 3063 - 3064 - 3065 - 3066 - 3067 - 3068 - 3069 - 3070 - 3071 - 3072 - 3073 - 3074 - 3075 - 3076 - 3077 - 3078 - 3079 - 3080 - 3081 - 3082 - 3083 - 3084 - 3085 - 3086 - 3087 - 3088 - 3089 - 3090 - 3091 - 3092 - 3093 - 3094 - 3095 - 3096 - 3097 - 3098 - 3099 - 3100 - 3101 - 3102 - 3103 - 3104 - 3105 - 3106 - 3107 - 3108 - 3109 - 3110 - 3111 - 3112 - 3113 - 3114 - 3115 - 3116 - 3117 - 3118 - 3119 - 3120 - 3121 - 3122 - 3123 - 3124 - 3125 - 3126 - 3127 - 3128 - 3129 - 3130 - 3131 - 3132 - 3133 - 3134 - 3135 - 3136 - 3137 - 3138 - 3139 - 3140 - 3141 - 3142 - 3143 - 3144 - 3145 - 3146 - 3147 - 3148 - 3149 - 3150 - 3151 - 3152 - 3153 - 3154 - 3155 - 3156 - 3157 - 3158 - 3159 - 3160 - 3161 - 3162 - 3163 - 3164 - 3165 - 3166 - 3167 - 3168 - 3169 - 3170 - 3171 - 3172 - 3173 - 3174 - 3175 - 3176 - 3177 - 3178 - 3179 - 3180 - 3181 - 3182 - 3183 - 3184 - 3185 - 3186 - 3187 - 3188 - 3189 - 3190 - 3191 - 3192 - 3193 - 3194 - 3195 - 3196 - 3197 - 3198 - 3199 - 3200 - 3201 - 3202 - 3203 - 3204 - 3205 - 3206 - 3207 - 3208 - 3209 - 3210 - 3211 - 3212 - 3213 - 3214 - 3215 - 3216 - 3217 - 3218 - 3219 - 3220 - 3221 - 3222 - 3223 - 3224 - 3225 - 3226 - 3227 - 3228 - 3229 - 3230 - 3231 - 3232 - 3233 - 3234 - 3235 - 3236 - 3237 - 3238 - 3239 - 3240 - 3241 - 3242 - 3243 - 3244 - 3245 - 3246 - 3247 - 3248 - 3249 - 3250 - 3251 - 3252 - 3253 - 3254 - 3255 - 3256 - 3257 - 3258 - 3259 - 3260 - 3261 - 3262 - 3263 - 3264 - 3265 - 3266 - 3267 - 3268 - 3269 - 3270 -

WORLD TRADE BY COUNTRIES AND CONTINENTAL AREAS (1) - (2)
 (Values in million U.S. dollars) (2)

تجارة العالم حسب الدول والقارات (1) - (2)
 القيمة بالدينار الدولارات الأمريكية (2)

Area	Imports (2)					Exports (2)						
	1957	1949	1950	1951		1957	1949	1950	1951			
				Jan-Mar	Apr-Dec				Jan-Mar	Apr-Dec		
Egypt (5)	393	617	564	145	391	200	510	504	109	235	130	70
Iraq	47	142	103	30	27	28	42	64	27	23	14	-
Syria-Lebanon	40	234	169	65	77	34	53	45	15	55	40	7
TOTAL	280	1003	834	247	200	100	246	609	612	304	174	77
Ethiopia	-	29	14	-	-	-	-	14	-	-	-	-
Iran	77	232	201	57	58	63	156	588	703	247	174	103
Turkey	91	298	266	71	95	101	108	263	111	163	94	47
Other Middle East	111	406	365	107	114	126	73	146	34	36	40	18
Total	276	931	946	246	267	302	541	1123	902	416	321	167
Kenya-Uganda (6)	18	172	124	35	40	51	45	129	39	51	35	30
S. Rhodesia (7)	40	234	181	47	53	63	31	111	32	72	71	42
Tunisia (8)	50	142	146	44	33	-	44	167	34	36	-	-
Union of S. Africa	507	1313	947	261	401	397	268	553	678	242	238	244
Other Africa	922	2734	2300	645	768	614	831	2212	2342	666	713	539
Total	1613	4333	3564	1077	1140	1435	1138	3097	3286	671	1071	1047
India (9), (10)	665	1731	1000	287	317	412	712	1228	1133	352	424	371
Indonesia (6)	276	452	211	114	143	197	546	525	717	247	209	150
Japan (11), (12)	1463	691	673	278	298	605	1200	516	820	357	374	313
Pakistan	-	426	321	121	106	118	-	279	461	115	273	121
Philippines (7)	121	604	392	97	123	134	139	228	331	103	122	116
Other Asia	1953	3364	3254	1001	1061	1164	2217	3025	1615	1424	1281	1280
Total	4377	1726	6531	1826	2104	2324	4511	6011	7771	2557	2757	2363

Arab States Middle East Africa Asia

مصر (5)
 العراق (6)
 سوريا ولبنان
 إثيوبيا
 إيران
 تركيا
 دول الشرق الأوسط
 كينيا - روديسيا (6)
 جنوب أفريقيا (7)
 تونس (8)
 اتحاد جنوب أفريقيا
 جزر المحيط الهندي
 الهند (9) (10)
 إندونيسيا (6)
 اليابان (11) (12)
 باكستان
 الفلبين (7)
 دول آسيا
 جزر المحيط الهندي

عشيرة من ٥ القيمة الشهرية للاقتصادات - مكتب الإحصاء التابع لهيئة الأمم المتحدة
صفحة ٦ عدد ٢ عن شهر فبراير سنة ١٩٥٢ (مختارون خاصة)

(١) البيانات عن البضائع بصفة عامة بما في ذلك النقطة في جميع أشكالها ما عدا السبائك الذهبية والفضة والورق الممثلة بالعملة.

(٢) العملات محولة إلى دولارات أمريكية على أساس أسعار المبادلة التجارية التي يتحدد بها سعر الصرف الدولي.

(٣) قيمة الواردات (سيف) أو قيمة الزيادة في رصيد الإرسال مضافاً إليها تكاليف النقل والمخازن - وقيمة الصادرات (عوي) أي قيمة الضخامة خالصة للتصاريح التجارية أو لشبكة التخليد أو لعملة النقل.

(٤) نظام التجارة - علم: يقصد به الواردات للاستهلاك المباشر مضافاً إليها الواردات التي تدخل مخازن الاستيداع وصادرات المنتجات الأولية مضافاً إليها كل ما يعاد تصديره خاصاً يقصد به الواردات للاستهلاك المباشر مضافاً إليها الواردات التي تخرج من مخازن الاستيداع - وصادرات المنتجات الأولية مضافاً إليها فقط كل ما يعاد تصديره بعد صيدفه بالصيغة الأولية.

تصانيف خاصة: يقصد به الواردات العامة بعد استبعاد كل ما يعاد تصديره وصادرات المنتجات الأولية (أو الصادرات العامة بعد استبعاد كل ما يعاد تصديره).

(٥) لا تشمل التجارة مع السودان (٦) لا تشمل النقطة (٧) الواردات التي أقر عنها من أساس القيمة (لوبي) عدلت جعلها على أساس القيمة (سيف) وذلك بإضافة ١٠٪ على القيمة الأولى (٨) تشمل الذهب (٩) تشمل مؤسسة الإغاثة والتعمير التابعة لهيئة الأمم المتحدة (١٠) تشمل المساعدة الأجنبية (١١) تشمل نيوزيلاند اعتباراً من أول أبريل ١٩٤٩ (١٢) الإرقام لا تشمل تجارة الباكستان الخارجية ابتداءً من أغسطس ١٩٤٧ - كما أنها لا تشمل التجارة بين الهند والباكستان قبل أول مارس ١٩٤٨ (١٣) تشمل التجارة بين اليابان وكوريا والبرمودا.

Source: Adapted from «Monthly Bulletin of Statistics - Statistical Office of the United Nations, Vol. VI No. 2, for February 1952 (Special tables).

(1) In general, the data relate to merchandise, inclusive of silver in all forms, but exclusive of gold specie and bullion and issued paper currency.

(2) Conversion into U.S. dollars being made at current exchange rates supplied by the International Monetary Fund.

(3) With certain exceptions, imports are valued c.i.f. and exports f.o.b.

(4) G: General trade, i.e., imports directly for consumption plus imports into warehouse, exports of national produce plus all re-exports.

S: Special trade, i.e., imports directly for consumption plus imports ex-warehouse; exports of national produce plus nationalised re-exports only.

SI: Semi-special trade, retained imports (or general imports minus all re-exports), exports of national produce (or general exports minus all re-exports).

(5) Excluding trade with the Sudan. (6) Excluding silver. (7) Imports reported f.o.b., adjusted to arbitrary c.i.f. (f.o.b. plus 10 per cent). (8) Including gold. (9) Including UNSRA. (10) Including foreign aid. (11) Including Newfoundland from April 1949. (12) Excludes direct foreign trade of Pakistan from August 1947. Trade between India and Pakistan excluded prior to 1 March 1948. (13) Including trade between Japan, Korea and Formosa.

INDEX NUMBER OF COST OF LIVING (1) (2) الرقم القياسي لتكلفة المعيشة (1) (2)

BASE YEAR: 1913 = 100 سنة الأساس: 1913 = 100

Year	EGYPT (3)	IRAQ (3)	LEBANON (3)	HAN	TURKEY (3)	TUNISIA	AFRICA (7)	FRANCE (8)	WESTERN GERMANY	ITALY	SWITZERLAND	ENGLAND	INDIA (10)	PAKISTAN (11)	CANADA	UNITED STATES
1927	32	-	-	15	29	-	69	7.3	-	1.0	61	57	35	-	15	10
1928	36	-	-	18	28	-	66	8.2	62	2.1	61	56	20	-	64	51
1929	36	18	-	16	29	-	66	-	-	2.2	62	60	35	-	65	58
1930	40	-	-	17	33	-	70	-	-	2.5	67	70	37	-	68	51
1931	40	-	-	24	40	0	77	-	-	2.5	78	76	41	-	71	60
1932	104	100	120	101	103	31	88	-	-	46	93	87	78	-	77	75
1933	107	106	112	90	99	91	91	-	-	58	92	89	85	-	80	82
1934	94	111	103	91	107	67	92	-	-	95	97	94	97	-	88	97
1935	100	125	109	108	108	100	108	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1936	90	104	94	108	116	124	104	118	95	102	97	100	101	-	104	91
1937	104	91	87	81	104	120	106	131	93	100	78	100	105	95	107	100
1938	111	76	94	67	103	138	112	116	98	105	100	106	108	98	111	101
1939	112	70	98	90	104	132	113	121	92	103	102	106	108	98	113	100
1940	115	73	98	90	104	132	113	124	95	107	100	110	110	98	110	100
1941	112	74	97	88	102	127	114	128	101	110	101	112	111	98	111	100
1942	113	74	94	94	101	136	115	128	102	110	101	113	111	97	111	108
1943	113	77	93	93	102	134	116	129	103	113	105	111	111	96	110	106
1944	116	76	95	96	-	136	117	130	103	113	103	117	110	99	110	105
1945	114	77	95	95	-	142	116	131	103	113	107	118	108	96	112	108
1946	115	78	95	95	-	150	117	132	102	113	104	118	107	96	120	106
1947	115	81	95	98	-	154	116	124	104	113	104	118	110	101	123	106
1948	116	83	95	91	-	-	-	140	104	-	103	116	-	101	123	100
1949	-	84	-	-	-	-	-	143	104	-	103	120	-	-	123	100
1950	-	-	-	-	-	-	-	145	104	-	103	120	-	-	123	100

يناير
فبراير
مارس
أبريل
مايو
يونيو
يوليو
أغسطس
سبتمبر
أكتوبر
نوفمبر
ديسمبر

(1) Source: reproduced from Monthly Bulletin of Statistics, Statistical Office of the United Nations, Vol. VI No. 2, February 1932 pp. 129-135. (2) 1927-1930 Yearly averages, beginning 1931 monthly figures. (3) Cairo. (4) Baghdad. (5) Beyrouth. (6) Istanbul. (7) Europeans only. (8) Paris. (9) July-December. (10) Bombay. (11) Karachi.

(1) المصدر: نقل من «البيانات الشهرية للإحصاءات» - مكتب الإحصاء التابع للأمم المتحدة، المكتب الإحصائي للامم المتحدة، VI No. 2، فبراير 1932، ص 129-135. (2) 1927-1930 متوسطات سنوية، ابتداء من 1931 بيانات شهرية. (3) القاهرة. (4) بغداد. (5) بيروت. (6) إسطنبول. (7) الأوروبيون فقط. (8) باريس. (9) يوليو-ديسمبر. (10) بومبي. (11) كراتشي.

الرقم القياسي لتكلفة المعيشة

(يوليو - أغسطس سنة ١٩٣٩ = ١٠٠) .

الرقم القياسي لتكلفة المعيشة الذي تصدره مصلحة الإحصاء والتعداد يعتمد في حسابها على أساس بحث المصروفات العائلية بالنسبة لعائلات موظفي الحكومة من الطبقة المتوسطة والدرجة الأخيرة التي يتراوح دخلها ما بين ١٨-١٢ جنيناً شهرياً والتي يتألف عدد أفرادها من ٦-٨ أشخاص لتألف ٥ أفراد ذكور بالغين من حيث الاستهلاك .

والنظام المصروفات الرئيسية والنسب الموزنة المعطى لكن قسم منها هو كما يلي :
سواد الغذاء والوقود والصابون ٤٥ والسكن ١٦ وأجور الانتقال ٣ والمصروفات المتفرقة ١٨
واللباس ١٦ والمصروفات المدرسية ٣ والمصاريف الأخرى ٧

حسابه الإجمالي ١ في القسم الأول الخاص بالوقود الغذائية والوقود والصابون أخذت بمسألة المصروفات لسداد الرئيسية التي تشمل في استهلاك العائلة والتكلفة بواسطة الكميات المقومة لاستهلاك العائلة ونسبت إلى فترة الأساس .

وبالنسبة لللباس فقد اختير عدد ١٢ سنة لتعطي الأساس المقادير المتساوية والمتوسط الحسابي للأعمار النسبية لهذه الاستهلاك يوضع نسبة الزيادة في أسعار اللباس .

ولقد روعيت المدة الزائدة في اختيار الأساس سواء في المواد الغذائية أو في اللباس وذلك لضمان وجود وحدة التمثال طول السنة وحتى لا تتأثر بالتوسم أو بطور أو اختفاء بعض الأساس كما روعي أيضاً في اختيار هذه الأساس أن تكون هي السائدة طول العام .
ولقد روعي في الإيجار أن يعطى الضرائب المباشرة والعمارة - كما المصروفات المتفرقة والمصروفات الأخرى فقد روعي فيها أن تتشى مع الأقسام الأخرى زيادة أو نقصاناً .

INDEX NUMBER OF COST OF LIVING

(June - August 1939 = 100)

The cost of living index number published by the Statistical Department, Ministry of Finance and Economy, is based on the principle of the family budget of expenditure. The families taken into account are those of the lower middle class with a monthly income of L.E. 12-18 and with 6.3 members on average (or 5 consumption units).

Main expenditure groups and the weight given to each group (in percentage) are :

Food, fuel and soap 45, Rent (including direct and general taxes on the permits) 16, Fares 5, Petty expenses 5.3, Clothing 16.7, School fees 6.5 and Sundry expenses 7.

Computation : in the group of food, fuel and soap, the aggregate expenditure of the principal articles of consumption weighted by the quantities necessary for the monthly consumption of the commodities therein of the said family is taken and related to that of the base period. For clothing the arithmetic mean of price relatives is used.

The choice of commodities in the foodstuffs and clothing groups has been made so as to ensure uniformity all the year round, in order that the index may not be affected by the seasonal appearance or disappearance of certain items.

ESTIMATES OF TOTAL POPULATION (1) (2) (3)

عدد السكان التقديري (١٩٤٨) (٢) (٣)

(Thousands)

ألف (١٠٠٠)

	1957	1958	1940	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950
Egypt (A), (26)	16500	16300	16900	17520	17840	18160	18490	18830	19170	19520	20045	20470
Iran	-	-	-	3791	3992	4300	4611	4923	4600	-	-	5100
Cyprus	71	74	401	413	410	428	447	467	483	498	471	484
Turkey (3)	16823	17156	17821	18200	18400	18590	18700	19040	19250	19590	19620	20000
S. Rhodesia (6)	135	130	1437	1531	1571	1638	1691	1810	1778	1944	2033	2088
Tanganyika (7), (28)	5105	5221	5380	5277	5366	5436	5554	5600	5788	5478	7514	7767
Union of South Africa (8)	9805	9888	10255	10719	10900	11054	11205	11453	11667	11890	12115	12330
China	452400	-	453310	454840	451300	450100	453610	455970	463190	463420	-	-
India (9), (27)	37000	374920	383140	390631	396611	399410	400700	404730	408731	412130	416000	417340
Indonesia	6758	6849	7047	-	-	-	-	-	-	7200	-	73500
Japan (10), (29)	70270	70500	71540	73450	73950	73560	72410	70135	78077	80607	82700	83100
Philippines (11)	15445	15814	16457	17090	17415	17740	18085	18427	18771	19134	19498	19841
Belgian (12), (28)	8342	8374	8301	8241	8285	8331	8377	8397	8450	8507	8614	8670
France (13)	41200	41110	39340	38780	38930	38590	39100	40000	40700	41200	41600	41980
Germany (1), (26), (28)	67831	68424	70115	70466	70266	-	-	66007	45343	46740	47585	48200
Greece (26) (13)	6973	7001	7284	7330	7397	7309	7332	7411	7453	7740	7858	7900
(30)	42377	42500	43853	44178	44384	44534	44694	44904	45378	45700	45981	46373
Italy (16), (26)	25043	25370	25711	26244	26491	26840	26907	27240	27500	27701	28022	28287
Spain (17)	6078	6097	6086	6430	6491	6511	6600	6710	6800	6883	6956	7017
Sweden (18), (28)	4150	4102	4252	4280	4331	4382	4405	4440	4547	4648	4640	4700
Switzerland (1), (28)	47230	47404	48220	48400	48780	49081	49182	49215	49371	50000	50360	50600
U. Kingdom (21)	11045	11157	11381	11654	11815	11975	12115	12200	12350	12583	12545	13040
Canada (20)	12805	12950	13190	13460	13647	13803	13938	14120	14400	14671	14921	15177
United States (21)	39100	39477	41111	42811	43685	44684	45497	46420	47371	48356	49340	50350
Brazil (22)	18213	18071	19763	20637	21166	21674	22201	22771	23434	23871	24448	25067
Mexico (23)	6820	6699	7071	7181	7238	7310	7391	7469	7571	7710	7912	8181
Australia (24)	1807	1804	1630	1630	1633	1634	1688	1671	1607	1640	1681	1700
New Zealand	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

See explanatory note on the following page

تابع التراجع على الصفحة التالية

(٦) المصدر : للا من + الترتيب الشهري لأحصاءات مكتب الإحصاء، الصانع لهيئة الأمم المتحدة - الجزء السادس - العدد ٢ من شهر يناير سنة ١٩٥٢ المصطلح من ١-٤

(٧) عدد السكان التديري في منتصف السنة

(٨) الأرقام التديرية لعدد السكان معدلة بحيث تشمل القوات المسلحة الموجودة خارج حدود القطر ولا تضمن القوات المسلحة الأجنبية الموجودة داخل حدود القطر عالم يذكر ما يخالف ذلك - كما أن التديرات تشمل السكان المسلمين وأهل البادية والإفراء اليهوديين في حق الانتهم المتتاد وكذا اللاجئين - والتدير يشمل المساحة الكلية للقطر عالم يذكر ما يخالف ذلك

تاريخ أحدث تعداد للسكان والأرقام الاجمالية (بالألف) لكل دولة على الوجه الآتي :

تعداد السكان	التاريخ	تعداد السكان	التاريخ
١٠٩٢٥	١٩٥٠ أكتوبر	١٦٠٨٨	١٩٤٧ مارس
٧٢٧٨	١٩٤٨ فبراير	١٥٧٦	١٩٤٨ ديسمبر
٣١٨٨٨٨	١٩٤٦ مارس	١١١٦٨	١٩٤٦ مايو
٣٩٧٧٤	١٩٤٨ أكتوبر	٨٢٦٦٦	١٩٥٠ أكتوبر
٤٠٥٠٠	١٩٤٦ مارس	٨٠٩٢	١٩٥٠ ديسمبر
٧٢٤٥	١٩٤٠ أكتوبر	٦٥١٥٤	١٩٤٦ أكتوبر
٥٥٥٧٧	١٩٤٥ ديسمبر	٤٢٤٤٥	١٩٤٦ أبريل
١٧٠٠	١٩٥٠ ديسمبر	٦٧٧٤	١٩٤٥ ديسمبر
١٥٠٦٧	١٩٤٠ أبريل	١١٥٠٧	١٩٤٦ يوليو
٢٥٣٦٨	١٩٥٠ يوليو	٥٢٤٤٥	١٩٥٠ يوليو
١٧٠٢	١٩٤٥ ديسمبر	٧٥٧٦	١٩٤٧ يوليو

(٩) أهرت التديرات باستخراج متوسط عدد السكان في أول وأخر السنة (١٧) الأرقام عن السنوات ١٩٢٧ إلى ١٩٤٦ عن الهند باكليا قبل التقسيم - وابتداء من سنة ١٩٤٧ بعد التقسيم - عدد السكان التديري لباكستان في منتصف السنة ١٩٤٦ يبلغ ٧٤٤٢٦٨١٢ (٢٥) عدد السكان التديري للجزر الأربعة من أول أكتوبر من كل عام (٢٦) السنوات ١٩٢٧ إلى ١٩٤٦ حسب الترم ١٩٢٧ ، أما تعداد سنة ١٩٤٦ فهو من أربعة مناطق تشمل برلين (تعداد المناطق المانحة في سنة ١٩٢٩ يبلغ ٥٦٦٠٦٠٠) وابتداء من سنة ١٩٤٧ الأرقام عن غرب ألمانيا فقط (٣٠) الأرقام تشمل جزر الموديكاتيز ابتداء من سنة ١٩٤٨ (٣١) الأرقام عن السنوات ١٩٢٧ إلى ١٩٢٦ لا تشمل القوات المسلحة وكذا رجال البحرية التجارية اليهوديين غير البحار (٣٢) تشمل الأرقام ليوغوسلافيا اعتبارا من سنة ١٩٤٩

(١) Source: reproduced from «Monthly Bulletin of Statistics, Statistical office of the United Nations», Vol. 6 No. 2, February 1952, pp. 1-4.

(2) Mid year present in area population.

(3) The figures represent, unless otherwise indicated, estimates of the total population present in the area, modified to include armed forces stationed outside the country, and to exclude armed forces of alien powers present in the country. Thus, aborigines and nomadic peoples, displaced persons and refugees are included in the estimates. Except where otherwise indicated the estimates refer to total present territory of the country.

Date of the latest available census and the total figures (in thousand) for every country are as follows:—

(4) 26-27 March 1947	19032	(5) 22 October 1950	50975
(6) 31 December 1948	1379	(7) 25 February 1948	7478
(8) 7 May 1946	11411	(9) 1st March 1941	318478
(10) 1st October 1950	83183	(11) 1st October 1948	19231
(12) 31 December 1950	8092	(13) 18 March 1946	40509
(14) 29 October 1946	65151	(15) 16 October 1940	7242
(16) 21 April 1936	42443	(17) 31 December 1940	25878
(18) 31 December 1945	6674	(19) 1st December 1939	4708
(20) 1st June 1941	11397	(21) 1st April 1950	150997
(22) 1st July 1950	32443	(23) 6 June 1950	25348
(24) 30 June 1947	7379	(25) 25 September 1943	1792

(26) Estimates obtained by averaging population at beginning and end of each year (27) 1937-1946, total territory pre-partition India; beginning 1947 post partition India, 1949 mid-year estimates for Pakistan is 74,638,942. (28) 1 October estimate for the four principal islands (29) 1937-1942, territory of 1937; 1946 population enumerated in four zones including Berlin (1939 enumerated for corresponding area was 58010 600); beginning 1947, Western Germany only. (30) Beginning 1948 including Doonacans. (31) 1937-1939 excluding armed forces overseas and merchant seamen at sea. (32) Beginning 1949, including Newfoundland.

14

البضائع التي تكون في تاريخ العمل بهذا القانون موجودة بمخازن وأرصفة المراكب أو مخازن الاستيداع ولم تكن قد دفعت عنها رسوم المراكب .

مادة ٣ — على وزير المالية والاقتصاد تنفيذ هذا القانون. ويحل به من تاريخ نشره في الجريدة الرسمية .

نأمر بأن يصم هذا القانون بخاتم الدولة وأن ينشر في الجريدة الرسمية وينفذ كقانون من قوانين الدولة .